



# VILLE DE VILLERUPT

## RAPPORT DU MAIRE Pierrick SPIZAK



## CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 29 JUIN 2020 À 18 H 00





# SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JUIN 2020

## CONVOCAATION

Le 23 juin 2020

Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil Municipal,

J'ai l'honneur de vous informer que le Conseil Municipal se réunira à l'Hôtel de Ville de Villerupt le :

**LUNDI 29 JUIN 2020 A 18 H 00**

**SALLE DES FÊTES**

en séance ordinaire, et je vous prie de bien vouloir y assister.



**Pierrick SPIZAK,**  
**Maire.**

Pièce-jointe annexée pages 2 et 3 :  
Ordre du jour

## **ORDRE DU JOUR :**

### **COMMISSION RESSOURCES HUMAINES, SPORTS ET LOISIRS P 4**

- 1.Obligation d'emploi des personnes en situation de handicap (4.1.1. Fonction Publique / Délibérations et conventions)
- 2.Création d'une prime exceptionnelle pour les agents mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire (4.5 Fonction publique / régime indemnitaire)
- 3.Mise sous pli de la propagande électorale des candidats des villes de Villerupt et Hussigny-Godbrange (4.5 Fonction publique / Délibérations et conventions)
- 4.Demandes de subventions exceptionnelles – acquisition matériel pédagogique : Associations Sportives (7.5 Subventions)

### **COMMISSION ENFANCE – JEUNESSE – ENSEIGNEMENT P 18**

- 1.Modalités d'inscription et tarification périscolaire – Année scolaire 2020/2021 (9.1 Autres domaines de compétence)
- 2.Modalités d'inscription et tarification extrascolaire – petites vacances et grandes vacances – Année scolaire 2020/2021 (9.1 Autres domaines de compétence)
- 3.Modalités d'inscription et tarification club ados – Année scolaire 2020/2021 (9.1 Autres domaines de compétence)
- 4.Classes découvertes 2020 (7.5 Subventions)
- 5.Participation des communes aux frais de scolarité des élèves accueillis dans les classes spécialisées (8.1 Enseignement)

### **COMMISSION URBANISME – MOBILITÉ P 34**

- 1.Cession emprise communale rue Joseph FERRY (3.2 Aliénations)
- 2.Bilan des cessions et acquisitions réalisées au cours de l'année 2019 (3.1 Acquisitions)

### **COMMISSION FINANCES P 42**

- 1.Actualisation du règlement intérieur du Conseil Municipal (5.2 Institutions et vie politique / Fonctionnement des assemblées)

Information :

-Récolement des archives communales suite aux élections municipales du 15 mars 2020

- 2.CCID – Election des commissaires (5.2 Institutions et vie politique / Fonctionnement des assemblées)
- 3.Election des membres de la commission de délégation de service public (5.3 Désignation des représentants)
- 4.Approbation du rapport d'activité 2019 SPL Gestion Locale (4.1.1. Fonction Publique / Délibérations et conventions) – Désignation du représentant à l'assemblée générale des actionnaires (5.3 Désignation des représentants)

Informations :

- Rapport récapitulatif des marchés publics 2019
- CCAS – Compte Administratif 2019 et Budget Primitif 2020

- 5.Approbation du compte de gestion 2019 – Commune (7.1 Décisions budgétaires)
- 6.Approbation du compte de gestion 2019 – Eau (7.1 Décisions budgétaires)
- 7.Approbation du compte de gestion 2019 – Assainissement (7.1 Décisions budgétaires)
- 8.Balance du Compte Administratif 2019 – Commune (7.1 Décisions budgétaires)
- 9.Balance du Compte Administratif 2019 – Eau (7.1 Décisions budgétaires)



10. Balance du Compte Administratif 2019 – Assainissement (7.1 Décisions budgétaires)
11. Affectation du résultat 2019 – Commune (7.1 Décisions budgétaires)
12. Affectation du résultat 2019 – Eau (7.1 Décisions budgétaires)
13. Affectation du résultat 2019 – Assainissement (7.1 Décisions budgétaires)
14. Vote de subventions et cotisations diverses (7.5.2. Subventions inférieures à 23 000 €)
15. Vote de subventions et cotisations diverses (7.5.1. Subventions supérieures à 23 000 €)
16. Vote des taux d'imposition (7.2.1. Vote des taux d'imposition)
17. Budget primitif 2020 – Commune (7.1 Décisions budgétaires)
18. Budget primitif 2020 – Eau (7.1 Décisions budgétaires)
19. Budget primitif 2020 – Assainissement (7.1 Décisions budgétaires)
20. Montant du recours à l'emprunt 2020 – Commune – Eau – Assainissement (7.3.1. Emprunts)





Ville de  
VILLERUPT

## SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JUIN 2020

### PROCURATION

Je soussigné(e).....

Adjoint(e) au Maire,  
Conseiller(e) Municipal(e),

**DONNE POUVOIR**, en vertu de l'article L 2121-20 du Code des  
Collectivités Territoriales, à mon ou ma collègue :

M. ou Mme.....

**POUR VOTER** en mes lieux et place, à la séance du Conseil  
Municipal du **29 JUIN 2020**.

A Villerupt, le

**SIGNATURE,**



**COMMISSION  
RESSOURCES HUMAINES,  
SPORTS ET LOISIRS**

## RAPPORT N° 1

Commission Ressources Humaines, Sports et Loisirs

Rapporteur : Mme Myriam NARCISI

### NATURE DE L'AFFAIRE

#### Obligation d'emploi des personnes en situation de handicap (4.1.1. Fonction Publique / Délibérations et conventions)

##### Exposé :

Tout employeur privé ou public, dès lors qu'il emploie 20 personnes est soumis à l'obligation d'emploi à l'égard des travailleurs en situation de handicap. Le taux minimal d'emploi de ces personnes (travailleurs en situation de handicap, mutilés de guerre et assimilés) est égal à 6% de l'effectif total.

Depuis 2006, les employeurs publics sont soumis à l'obligation d'effectuer une déclaration annuelle (portant sur l'année précédente) et à une contrainte financière en cas de non respect de cette obligation. Cette participation financière sert à alimenter le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) qui peut financer certaines actions (aménagement de postes de travail, études y afférentes, formation et information des travailleurs handicapés et des personnels susceptibles d'être en relation avec les travailleurs handicapés...).

##### Proposition :

Le rapport annuel sur le respect de l'obligation d'emploi doit être présenté à l'assemblée délibérante après avis du Comité Technique commun « commune/CCAS ».

**Pour 2019, la ville satisfait à son obligation d'emploi de personnes en situation de handicap, selon la base d'assujettissement :**

|                                                                                                             |        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Effectif total en Équivalent Temps Plein rémunéré au 1 <sup>er</sup> janvier 2019                           | 123.19 |
| Effectif total rémunéré déclaré au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 (A)                                         | 123    |
| Nombre légal de bénéficiaires de l'obligation d'emploi (A) * 6% et arrondi au chiffre inférieur             | 7      |
| Effectif total déclaré des bénéficiaires de l'obligation d'emploi rémunérés au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 | 7      |
| Taux d'emploi (Bénéficiaires/Effectif total x 100)                                                          | 5.69 % |



Situation de l'effectif déclaré des bénéficiaires de l'obligation d'emploi avec répartition par tranche d'âge :

|                 |   |
|-----------------|---|
| Moins de 25 ans | 0 |
| De 26 à 40 ans  | 0 |
| De 41 à 55 ans  | 3 |
| 56 ans et plus  | 4 |

Situation de l'effectif déclaré des bénéficiaires de l'obligation d'emploi avec répartition par type de handicap :

|                                                                                               |       | TITULAIRES<br>Catégorie C |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------------|
| Agents recrutés comme travailleurs reconnus en situation de handicap par la CDAPH, ex COTOREP | Homme | 1                         |
|                                                                                               | Femme | 1                         |
| Fonctionnaires titulaires d'une allocation temporaire d'invalidité                            | Homme |                           |
|                                                                                               | Femme |                           |
| Agents reclassés ou assimilés                                                                 | Homme | 1                         |
|                                                                                               | Femme | 2                         |
| Handicapés CDAPH non compris dans les catégories ci-dessus                                    | Homme | 1                         |
|                                                                                               | Femme | 1                         |

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Obligation d'emploi des personnes en situation de handicap (4.1.1. Fonction Publique / Délibérations et conventions)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 35 bis de la loi n° 83-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (article créé par Loi n°2005-102 du 11 février 2005 art. 33-2),

Vu l'avis de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Vu l'avis du Comité Technique commun « commune/CCAS » en date du 24 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE

A LA MAJORITE

PREND ACTE du rapport annuel portant sur le respect de l'obligation d'emploi des personnes en situation de handicap en 2019.

#### **AVIS DE LA COMMISSION : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

##### **Vote de la Commission**

Pour : 7                      Contre :                      Abstention(s) : 2 (le Renouveau c'est maintenant !)

##### **Vote du Conseil Municipal**

Pour :                      Contre :                      Abstention(s) :

## **RAPPORT N° 2**

**Commission Ressources Humaines, Sports et Loisirs**

**Rapporteur : Mme Myriam NARCISI**

### **NATURE DE L'AFFAIRE**

**Création d'une prime exceptionnelle pour les agents mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire déclaré en application de l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19  
(4.5 Fonction Publique / régime indemnitaire)**

#### **Exposé :**

Le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Il prévoit qu'une prime exceptionnelle peut être versée aux agents particulièrement mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire afin de tenir compte d'un surcroît significatif de travail durant cette période.

Le texte précise que les agents doivent avoir été soumis à des «sujétions exceptionnelles», et ne fait aucune distinction dans le mode d'exercice du travail (en présentiel, en télétravail ou assimilé).

L'exposition au risque sanitaire en FPT n'est pas un critère d'éligibilité ; en tout cas, il n'est absolument pas comparable à celui des soignants dans les hôpitaux ou les EHPAD en secteurs Covid.

Le plafond de la prime exceptionnelle est fixé à 1000 euros. Pour l'Etat, 2 niveaux intermédiaires de montant ont été définis :

- Un premier niveau à 330€,
- Un deuxième niveau à 660€.

Dans la fonction publique territoriale, le niveau de la prime est fixé librement par l'autorité territoriale, dans la limite de 1 000 euros, et les critères de versement doivent faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal.

La liste des agents ne figure pas à cette délibération et fait l'objet d'un arrêté d'octroi individuel du Maire sur la base de la délibération prise.

Cette prime exceptionnelle est déconnectée du régime indemnitaire classique ; elle est défiscalisée et exonérée de charges sociales, ce qui fait que son coût net de la prime correspond à son coût budgétaire total.

Elle fait l'objet d'un versement unique.

Pour la Mairie de Villerupt, la gestion de la crise sanitaire s'est traduite par la volonté de préserver impérativement la continuité du service public, et d'assurer un maximum de missions permettant de contribuer avec efficacité au soutien des habitants, en particulier les plus fragiles ou les plus modestes, et d'assurer les missions de service public indispensables.

Les actions et initiatives ont donc été importantes, et l'implication de nombreux agents de la collectivité a été significative.

La rémunération des agents a été intégralement préservée sur la période, qu'ils soient effectivement mobilisés ou non, et les choix effectués en matière de situation administrative des personnels (placement en ASA durant le confinement), positionne la collectivité dans les très rares au plan national qui ont fait ces choix.

Ces choix de la collectivité sont partie intégrante des décisions à prendre sur le périmètre de la prime exceptionnelle à octroyer aux agents.

### **Proposition :**

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de mettre en place une prime « **PCA terrain** ». Elle ne peut concerner que les agents mobilisés dans le cadre du PCA en présentiel sur le terrain. Elle concerne tous les agents qui ont dû pour des besoins de service déroger à la règle nationale du confinement et qui se sont mobilisés sur le terrain (espace public) ou en présentiel (locaux de travail, bureaux et contact avec le public), dans des conditions d'exercice des missions aménagées et contraignantes. Environ 45 agents ont ainsi été mobilisés (exemples -non exhaustifs- : agents de l'état civil, du centre communal d'action social, de la police municipale, de la logistique, animateurs et ATSEM assurant la garde des enfants de soignants, etc).
  - de fixer le montant de cette prime à 30€ / jour de travail en présence physique (en continu ou discontinu) dans la limite de 1000€. Le relevé a été effectué par les services et constaté par les chefs de service et encadrants directs des agents.
  - La période permettant le décompte de ces jours de présence physique correspond à la période entre le déclenchement du PCA et les dates annoncées par le gouvernement du confinement de la population, soit entre le 17 mars 2020 et le 11 mai 2020.
- De mettre en place une prime « **mobilitation exceptionnelle** ». Elle ne peut concerner que les agents ayant été mobilisés sur des missions spécifiques pour lesquelles la disponibilité a permis d'assurer la continuité de dossiers pendant la crise. Elle concerne quelques agents en travail à distance sur proposition argumentée de la hiérarchie
  - De fixer le montant forfaitaire de cette prime à 300 €
  - Cette prime n'est pas cumulable avec la prime « PCA Terrain »
- De décider du maintien du régime indemnitaire en cas d'arrêt maladie lié à la COVID 19
- De décider le maintien du régime indemnitaire en cas d'autorisation spéciale d'absence COVID 19.

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Création d'une prime exceptionnelle pour les agents mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire déclaré en application de l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19 (4.5 Fonction Publique / régime indemnitaire)**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, en son article 11,

Vu le décret n°2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu l'avis de la commission Finances en date du 22 juin 2020,

Vu l'avis du Comité Technique commun « commune/CCAS » en date du 24 juin 2020,

Considérant que, conformément au décret susvisé, une prime exceptionnelle peut être mise en place dans la fonction publique territoriale en faveur des agents pour lesquels l'exercice des fonctions a, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, conduit à un surcroît significatif de travail, en présentiel ou en télétravail ou assimilé ;

Considérant que la présente délibération a pour objet mettre en place cette prime exceptionnelle et de définir les critères d'attribution au sein de la Mairie de Villerupt ;

Sur proposition du Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

**INSTAURE** une prime exceptionnelle en faveur des agents particulièrement mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire, selon les modalités définies ci-dessous.

INSTAURE une prime « **PCA terrain** ». Elle ne peut concerner que les agents mobilisés dans le cadre du PCA en présentiel sur le terrain. Elle concerne tous les agents qui ont dû pour des besoins de service déroger à la règle nationale du confinement et qui se sont mobilisés sur le terrain (espace public) ou en présentiel (locaux de travail, bureaux et contact avec le public), dans des conditions d'exercice des missions aménagées et contraignantes.

FIXE le montant de cette prime à 30€ / jour de travail en présence physique (en continu ou discontinu) dans la limite de 1000€. Le relevé a été effectué par les services et constaté par les chefs de service et encadrants directs des agents.

DIT que la période permettant le décompte de ces jours de présence physique correspond à la période entre le déclenchement du PCA et les dates annoncées par le gouvernement du confinement de la population, soit entre le 17 mars 2020 et le 11 mai 2020.

INSTAURE une prime « **mobilisation exceptionnelle** ». Elle ne peut concerner que les agents ayant été mobilisés sur des missions spécifiques pour lesquelles la disponibilité a permis d'assurer la continuité de dossiers pendant la crise. Elle concerne quelques agents en travail à distance sur proposition argumentée de la hiérarchie,

FIXE le montant forfaitaire de cette prime à 300 €.

DIT que cette prime n'est pas cumulable avec la prime « PCA Terrain ».

DIT que ces primes seront attribuées aux agents ayant été confrontés à un surcroît significatif de travail, pendant la période entre le déclenchement du PCA et les dates annoncées par le gouvernement du confinement de la population, soit entre le 17 mars 2020 et le 11 mai 2020.

DIT que ces primes seront versées en une fois, sur la paie du mois de juillet 2020 et qu'elles seront exonérées d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales.

AUTORISE le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de cette prime exceptionnelle dans le respect des principes définis ci-dessus.

DIT que les crédits nécessaires au versement de ce régime indemnitaire sont inscrits au budget.

#### **AVIS DE LA COMMISSION : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

##### **Vote de la Commission**

**Pour : 7                      Contre :                      Abstention(s) : 2 (le Renouveau c'est maintenant !)**

##### **Vote du Conseil Municipal**

**Pour :                      Contre :                      Abstention(s) :**

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Maintien du régime indemnitaire en cas d'arrêt maladie lié à la COVID 19 Maintien du régime indemnitaire en cas d'autorisation spéciale d'absence COVID 19 (4.5 Fonction Publique / régime indemnitaire)**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu les délibérations IX-14-23 du 8 décembre 2014 et VI-15-23 du 7 décembre 2015,

Vu l'avis du Comité Technique commun « commune/CCAS » en date du 24 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

**DECIDE** du maintien du régime indemnitaire en cas d'arrêt maladie lié à la COVID 19 pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire.

**DECIDE** du maintien du régime indemnitaire en cas d'autorisation spéciale d'absence COVID 19 pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire.

#### **AVIS DE LA COMMISSION : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

##### **Vote de la Commission**

**Pour : 7                      Contre :                      Abstentions : 2 (le Renouveau c'est maintenant !)**

##### **Vote du Conseil Municipal**

**Pour :                      Contre :                      Abstention(s) :**



## **RAPPORT N° 3**

**Commission Ressources Humaines, Sports et Loisirs**

**Rapporteur : Mme Myriam NARCISI**

### **NATURE DE L'AFFAIRE**

**Mise sous pli de la propagande électorale des candidats des Villes de Villerupt  
et Hussigny-Godbrange  
(4.5 Fonction Publique / Régime indemnitaire)**

#### **Exposé :**

La centralisation des travaux de mise sous pli des documents électoraux n'est pas assurée par les services de l'Etat.

Dans le cadre des élections municipales 2020, il a été confié à la Ville de Villerupt l'exécution des travaux de mise sous pli de la propagande électorale des candidats pour les communes des Villes de Villerupt et Hussigny-Godbrange.

La rémunération des personnels qui ont assuré ces prestations est confiée à notre collectivité, la préfecture déléguant une dotation forfaitaire brute (charges sociales comprises) destinée à rémunérer le personnel interne et externe à l'administration, nécessaire au bon déroulement des opérations de libellé et de mise sous pli.

Les crédits seront délégués aux communes dans la limite des dépenses réellement engagées. La dotation forfaitaire est calculée par le représentant de l'Etat en fonction du nombre d'électeurs inscrits pour les élections municipales 2020 et du nombre de listes de candidats par tour de scrutin. Le versement sera effectué en une seule fois, sur présentation d'un état nominatif arrêté, daté et signé par le Maire.

Le montant global de cette indemnité sera strictement égal au montant de la dotation forfaitaire versé par le représentant de l'Etat. Ainsi, les agents concernés seront rémunérés en fonction de l'enveloppe allouée par l'Etat.

Le montant de cette enveloppe sera réparti de façon égale entre les agents communaux ayant participé aux opérations de mise sous pli.

#### **Proposition :**

Afin de permettre le règlement des sommes dues, il est demandé de se prononcer sur ce rapport.

#### **Inscription budgétaire :**

La dépense sera inscrite au Budget Primitif de 2020.

**PROJET DE DELIBERATION**  
**Mise sous pli de la propagande électorale des candidats des Villes de Villerupt**  
**et Hussigny-Godbrange**  
**(4.5 Fonction Publique / Régime indemnitaire)**

Vu le code général des collectivités et notamment son article L 2121-29,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 2012-498 du 17 avril 2012 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité de mise sous pli allouée à certains personnels de l'Etat à l'occasion des élections politiques,

Vu l'arrêté du 17 avril 2012 fixant le plafond de l'indemnité de mise sous pli allouée à certains personnels de l'Etat à l'occasion des élections politiques,

Vu la convention relative à la réalisation de l'adressage, de la mise sous pli et du colisage de la propagande électorale,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Considérant qu'il convient de rémunérer les agents qui ont assuré les travaux de mise sous pli de la propagande électorale pour les élections municipales du 15 mars 2020, dans la limite de la dotation forfaitaire calculée par le représentant de l'Etat ;

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Madame Myriam NARCISI, Vice-Présidente de la Commission Ressources Humaines, Sports et Loisirs,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITÉ  
A LA MAJORITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à organiser la mise sous pli en régie en faisant appel aux agents titulaires de la collectivité en dehors des heures habituelles de travail,

ATTRIBUE une indemnité de mise sous pli aux agents communaux ayant effectué cette opération hors de leur temps de travail régulier,

DIT que cette dépense est inscrite au Budget Primitif de 2020.

**AVIS DE LA COMMISSION : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ**

**Vote de la Commission**

Pour : 7

Contre :

Abstentions : 2 (Le Renouveau c'est maintenant !)

**Vote du Conseil Municipal**

Pour :

Contre :

Abstention(s) :

## RAPPORT N° 4

### Commission Ressources Humaines, Sports et Loisirs

Rapporteur : Mme Myriam NARCISI

#### NATURE DE L'AFFAIRE

#### **Demandes de subventions exceptionnelles-acquisition matériel pédagogique : Associations Sportives (7.5 Subventions)**

##### Exposé :

Conformément au règlement d'attribution des subventions communales aux Associations sportives (article 3-3.5), les Associations peuvent solliciter une demande de subvention exceptionnelle pour l'acquisition de matériel pédagogique. La subvention représente 30% du montant total du devis ou de la facture présenté dans la limite de 600€.

Le Président de l'Association devra adresser au Service Vie Associative un courrier officiel au Maire accompagné du devis précis des achats de matériels envisagés ou de la facture correspondant à l'acquisition du matériel sur l'année sportive en cours. Pour les Associations ayant présenté un devis, la subvention ne pourra leur être versée qu'une fois la facture correspondante adressée au Pôle Vie de la Cité avant la fin de l'année civile en cours et sous réserve des crédits disponibles.

##### Il est proposé :

D'ACCORDER une subvention exceptionnelle pour l'acquisition de matériel pédagogique aux Associations Sportives suivantes :

| ASSOCIATIONS<br>BENEFICIAIRES | MATERIEL PEDAGOGIQUE                                                                                           | MONTANT<br>TOTAL | SUBVENTION<br>OCTROYEE<br>(30%-Plafond 600€) |
|-------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------------------------------------------|
| VILLERUPT NATATION            | Tubas<br>Flammes<br>Casques entraînement                                                                       | 947€             | 284€                                         |
| TGV54                         | Remorques à vélos aménagés<br>pour les blade chair à<br>destination des personnes à<br>mobilité réduite        | 2 917,98€        | 600€                                         |
| BOXING CLUB VILLERUPT         | Kits matériel pédagogique<br>Enfants<br>Echelle de rythme 3D<br>Corde ondulatoire                              | 1 984€           | 595€                                         |
| ESVT                          | Ballons seniors U15-U18-U14<br>Ballons U7-U11-U13<br>Cerceaux<br>Cônes<br>Piquets de slalom<br>Haie basculante | 1 812,24€        | 544€                                         |
| TENNIS CLUB VILLERUPT         | Appareil apprentissage du lift                                                                                 | 139€             | 41€                                          |
| <b>TOTAL</b>                  |                                                                                                                |                  | <b>2 064€</b>                                |

## PROJET DE DELIBERATION

### **Demandes de subventions exceptionnelles-acquisition matériel pédagogique : Associations Sportives (7.5 Subventions)**

Vu l'avis favorable de la Commission Sports et Loisirs en date du 04 mars 2020,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Madame Myriam NARCISI, Vice-Présidente de la Commission Ressources Humaines, Sports et Loisirs,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE

A LA MAJORITE

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle pour l'acquisition de matériel pédagogique aux Associations Sportives suivantes, conformément au règlement d'attribution des subventions communales aux associations sportives :

| ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES | SUBVENTIONS ACCORDEES |
|----------------------------|-----------------------|
| VILLERUPT NATATION         | 284€                  |
| TGV54                      | 600€                  |
| BOXING CLUB VILLERUPT      | 595€                  |
| ESVT                       | 544€                  |
| TENNIS CLUB VILLERUPT      | 41€                   |

Avis de la Commission Sports - Loisirs en date du 04 mars 2020 : Avis favorable à l'unanimité

Pour : 6                      Contre :                      Abstention(s) :

Vote de la Commission Finances en date du 22 juin 2020 : Avis favorable à l'unanimité

Pour : 7                      Contre :                      Abstentions : 2 (Le Renouveau c'est maintenant !)

Vote du Conseil Municipal

Pour :                      Contre :                      Abstention(s) :



**COMMISSION  
ENFANCE – JEUNESSE –  
ENSEIGNEMENT**

## RAPPORT N° 1

Commission Enfance – Jeunesse – Enseignement

Rapporteur : Mme Hélène CANZERINI-SALVADOR

### NATURE de L'AFFAIRE

#### Modalités d'inscription et tarification PERISCOLAIRE

Année Scolaire 2020/2021

(8.1 Enseignement)

#### Exposé :

Les modalités d'inscription au périscolaire du matin-midi et soir sont précisées dans le règlement intérieur annuel remis aux parents lors de l'inscription des enfants contre signature.

Les inscriptions au périscolaire (matin-midi-soir et mercredi après-midi) se font au mois (avec possibilité de s'inscrire pour l'année scolaire entière ou pour plusieurs mois à l'avance).

- Pour le mois de septembre : inscription à partir du 15 juin jusqu'au 31 août 2020.
- A partir du mois d'octobre : inscription jusqu'au 25 du mois précédent.

Pour l'année scolaire 2020/2021, la collectivité souhaite maintenir les tarifs 2019/2020 sans augmentation.

#### Il est proposé :

D'APPROUVER les termes du règlement intérieur des Services Périscolaires (matin-midi-soir-mercredi) de la Ville de Villerupt ci-annexé.

D'ADOPTER les tarifs suivants pour l'inscription aux services périscolaires de la Ville de Villerupt à la rentrée scolaire 2020/2021.

| MATIN<br>Quotient<br>Famillial | Tarifs<br>2020/2021<br>Matin<br>7h30/8H30<br>Lun-mar-jeu-ven | Tarifs<br>2020/2021<br>Matin<br>Tarif majoré inscription ou<br>annulation moins de 48h à l'avance<br>5% |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 0 à 380 ( <i>plancher</i> )    | 1,35€                                                        | 1,41€                                                                                                   |
| De 381 à 610                   | 2€                                                           | 2,10€                                                                                                   |
| De 611 à 884                   | 2,30€                                                        | 2,41€                                                                                                   |
| + de 884                       | 2,60€                                                        | 2,73€                                                                                                   |
| Extérieur                      | 3,40€                                                        | 3,57€                                                                                                   |

| <b>CANTINE</b><br><b>Quotient Familial</b> | <b>Tarifs 2020/2021</b><br><b>Cantine</b><br><b>11h30-13h30</b><br>Lun-mar-jeu-ven | <b>Tarifs 2020/2021</b><br><b>Cantine</b><br>Tarif Famille nombreuse<br>Moins 10% pour le 2 <sup>ème</sup> enfant | <b>Tarifs 2020/2021</b><br><b>Cantine</b><br>Tarif Famille nombreuse<br>Moins 20% pour le 3 <sup>ème</sup> enfant et au-delà | <b>Tarifs 2020/2021</b><br><b>Cantine</b><br><b>Tarif majoré</b><br>inscription ou annulation moins de 48h à l'avance 5% |
|--------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 0 à 380                                    | 2,57€                                                                              | 2,31€                                                                                                             | 2,05€                                                                                                                        | 2,69€                                                                                                                    |
| 381 à 610                                  | 4,58€                                                                              | 4,12€                                                                                                             | 3,66€                                                                                                                        | 4,80€                                                                                                                    |
| 611 à 884                                  | 6,40€                                                                              | 5,76€                                                                                                             | 5,12€                                                                                                                        | 6,72€                                                                                                                    |
| + de 884                                   | 8,00€                                                                              | 7,20€                                                                                                             | 6,40€                                                                                                                        | 8,40€                                                                                                                    |
| Extérieur                                  | 10,73€                                                                             | 10,73€                                                                                                            | 10,73€                                                                                                                       | 11,26€                                                                                                                   |

| <b>SOIR</b><br><b>Quotient Familial</b> | <b>Tarifs 2020/2021</b><br><b>Soir</b><br><b>16h30/18h30</b><br>Lun-mar-jeu-ven | <b>Tarifs 2020/2021</b><br><b>Soir</b><br><b>Tarif majoré</b><br>inscription ou annulation moins de 48h à l'avance 5% |
|-----------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 0 à 380 ( <i>plancher</i> )             | 2,00€                                                                           | 2,10€                                                                                                                 |
| De 381 à 610                            | 2,90€                                                                           | 3,04€                                                                                                                 |
| De 611 à 884                            | 3,33€                                                                           | 3,49€                                                                                                                 |
| + de 884                                | 3,65€                                                                           | 3,83€                                                                                                                 |
| Extérieur                               | 5,24€                                                                           | 5,50€                                                                                                                 |

| <b>MERCREDI APRES-MIDI</b><br><b>Quotient familial</b> | <b>Tarifs 2020/2021</b><br><b>Mercredi Après- midi</b><br><b>sans repas</b><br><b>RG</b><br><b>13h30 - 18h30</b> | <b>Tarifs 2020/2021</b><br><b>Mercredi Après- midi</b><br><b>sans repas</b><br><b>NRG</b><br><b>13h30 - 18h30</b> |
|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 0 à 380                                                | 3,60€                                                                                                            | 5,76€                                                                                                             |
| 381 à 610                                              | 4,10€                                                                                                            | 6,26€                                                                                                             |
| 611 à 884                                              | 4,30€                                                                                                            | 6,46€                                                                                                             |
| + de 884                                               | 4,60€                                                                                                            | 6,76€                                                                                                             |
| Extérieur                                              | 7,70€                                                                                                            | 9,36€                                                                                                             |

| <b>Activités MERCREDI</b> | <b>Tarifs 2020/2021</b>                        |
|---------------------------|------------------------------------------------|
| Sport/Culture             | Cinéma : 4€<br>Patinoire : 8€                  |
| Jeux/Loisirs              | Espaces de Jeux : 4€<br>Parc d'attraction : 8€ |



## PROJET DE DELIBERATION

### Modalités d'inscription et tarification PERISCOLAIRE Année Scolaire 2020/2021 (8.1 Enseignement)

VU l'avis de la Commission Enseignement – Enfance en date du 3 mars 2020,

VU l'avis de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Madame Hélène CANZERINI-SALVADOR, Vice-Présidente de la Commission Enfance – Jeunesse – Enseignement

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE,

A LA MAJORITE,

ADOPTÉ les tarifs suivants pour l'inscription aux services périscolaires de la Ville de Villerupt à la rentrée scolaire 2020/2021.

| <b>MATIN</b><br><b>Quotient</b><br><b>Familial</b> | <b>Tarifs</b><br><b>2019/2020</b><br><b>Matin</b><br><b>7h30/8H30</b><br>Lun-mar-jeu-ven | <b>Tarifs</b><br><b>2019/2020</b><br><b>Matin</b><br>Tarif majoré inscription moins de<br>48h à l'avance<br>5% |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 0 à 380 ( <i>plancher</i> )                        | <b>1,35€</b>                                                                             | <b>1,41€</b>                                                                                                   |
| De 381 à 610                                       | <b>2€</b>                                                                                | <b>2,10€</b>                                                                                                   |
| De 611 à 884                                       | <b>2,30€</b>                                                                             | <b>2,41€</b>                                                                                                   |
| + de 884                                           | <b>2,60€</b>                                                                             | <b>2,73€</b>                                                                                                   |
| Extérieur                                          | <b>3,40€</b>                                                                             | <b>3,57€</b>                                                                                                   |

| <b>CANTINE</b><br><b>Quotient</b><br><b>Familial</b> | <b>Tarifs</b><br><b>2019/2020</b><br><b>Cantine</b><br><b>11h30-13h30</b><br>Lun-mar-jeu-ven | <b>Tarifs</b><br><b>2019/2020</b><br><b>Cantine</b><br>Tarif Famille<br>nombreuse<br>Moins 10%<br>pour le 2 <sup>ème</sup><br>enfant | <b>Tarifs</b><br><b>2019/2020</b><br><b>Cantine</b><br>Tarif Famille<br>nombreuse<br>Moins 20%<br>pour le 3 <sup>ème</sup><br>enfant et au-<br>delà | <b>Tarifs 2019/2020</b><br><b>Cantine</b><br><b>Tarif majoré</b><br>inscription moins<br>de 48h à l'avance<br>5% |
|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 0 à 380                                              | <b>2,57€</b>                                                                                 | <b>2,31€</b>                                                                                                                         | <b>2,05€</b>                                                                                                                                        | <b>2,69€</b>                                                                                                     |
| 381 à 610                                            | <b>4,58€</b>                                                                                 | <b>4,12€</b>                                                                                                                         | <b>3,66€</b>                                                                                                                                        | <b>4,80€</b>                                                                                                     |
| 611 à 884                                            | <b>6,40€</b>                                                                                 | <b>5,76€</b>                                                                                                                         | <b>5,12€</b>                                                                                                                                        | <b>6,72€</b>                                                                                                     |
| + de 884                                             | <b>8,00€</b>                                                                                 | <b>7,20€</b>                                                                                                                         | <b>6,40€</b>                                                                                                                                        | <b>8,40€</b>                                                                                                     |

|                                       |                                                                          |        |                                                                                                  |        |
|---------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|--------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Extérieur                             | 10,73€                                                                   | 10,73€ | 10,73€                                                                                           | 11,26€ |
| <b>SOIR<br/>Quotient<br/>Familial</b> | <b>Tarifs<br/>2019/2020<br/>Soir<br/>16h30/18h30<br/>Lun-mar-jeu-ven</b> |        | <b>Tarifs<br/>2019/2020<br/>Soir<br/>Tarif majoré inscription moins de<br/>48h à l'avance 5%</b> |        |
| 0 à 380 ( <i>plancher</i> )           | 2,00€                                                                    |        | 2,10€                                                                                            |        |
| De 381 à 610                          | 2,90€                                                                    |        | 3,04€                                                                                            |        |
| De 611 à 884                          | 3,33€                                                                    |        | 3,49€                                                                                            |        |
| + de 884                              | 3,65€                                                                    |        | 3,83€                                                                                            |        |
| Extérieur                             | 5,24€                                                                    |        | 5,50€                                                                                            |        |

|                                       |                                                                                          |                                                                                           |
|---------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>MERCREDI<br/>Quotient familial</b> | <b>Tarifs 2019/2020<br/>Mercredi Après- midi<br/>sans repas<br/>RG<br/>13h30 - 18h30</b> | <b>Tarifs 2019/2020<br/>Mercredi Après- midi<br/>sans repas<br/>NRG<br/>13h30 - 18h30</b> |
| 0 à 380                               | 3,60€                                                                                    | 5,76€                                                                                     |
| 381 à 610                             | 4,10€                                                                                    | 6,26€                                                                                     |
| 611 à 884                             | 4,30€                                                                                    | 6,46€                                                                                     |
| + de 884                              | 4,60€                                                                                    | 6,76€                                                                                     |
| Extérieur                             | 7,70€                                                                                    | 9,36€                                                                                     |

|                           |                                                |
|---------------------------|------------------------------------------------|
| <b>Activités MERCREDI</b> | <b>Tarifs 2019/2020</b>                        |
| Sport/Culture             | Cinéma : 4€<br>Patinoire : 8€                  |
| Jeux/Loisirs              | Espaces de Jeux : 4€<br>Parc d'attraction : 8€ |

APPROUVE les termes du règlement intérieur des Services Périscolaires (matin-midi-soir-mercredi) de la Ville de Villerupt ci-annexé.

**Avis de la Commission Enseignement – Enfance en date du 03 mars 2020 :**

**Avis favorable à l'unanimité**

**Pour : 3 Contre : Abstention(s) : 1 (Ensemble pour Agir 2014)**

**Vote de la Commission Finances en date du 22 juin 2020 :**

**Avis favorable à l'unanimité**

**Pour : 7 Contre : Abstention(s) : 2 (Le Renouveau c'est maintenant)**

**Vote du Conseil Municipal**

**Pour : Contre : Abstention(s) :**

## **RAPPORT N° 2**

**Commission Enfance – Jeunesse – Enseignement**

**Rapporteur : Mme Hélène CANZERINI-SALVADOR**

### **NATURE de L'AFFAIRE**

#### **Modalités d'inscription et tarification EXTRASCOLAIRE**

**Petites vacances et Grandes vacances**

**Année Scolaire 2020/2021**

**(8.1 Enseignement)**

#### **Exposé :**

Les modalités d'inscription au périscolaire du matin-midi et soir sont précisées dans le règlement intérieur annuel remis aux parents lors de l'inscription des enfants contre signature.

Les inscriptions débutent deux semaines avant les périodes de vacances scolaires. Les inscriptions peuvent avoir lieu la veille jusqu'à 9H30 pour la journée complète avec repas et le jour même pour la demi-journée (sous réserve de disponibilité). Les parents doivent respecter les horaires d'accueil d'inscription à la demi-journée.

Pour l'année scolaire 2020/2021, la collectivité souhaite maintenir les tarifs 2019/2020 sans augmentation.

#### **Il est proposé :**

D'APPROUVER les termes du règlement intérieur des services Extrascolaires (Petites vacances et Grandes Vacances) de la Ville de Villerupt ci-annexé.

D'ADOPTER les tarifs suivants pour l'inscription aux services extrascolaires de la Ville de Villerupt Petites vacances et Grandes vacances 2020/2021.

| <b>Quotient familial</b> | <b>Tarifs 2020/2021<br/>Journée complète avec repas<br/>RG<br/>8h00- 18h30</b> | <b>Tarifs 2020/2021<br/>Journée complète avec repas<br/>NRG<br/>8h00- 18h30</b> | <b>Tarifs 2020/2021<br/>Demi-Journée sans repas<br/>RG<br/>8h00- 12h00<br/>13h30-18h30</b> | <b>Tarifs 2020/2021<br/>Demi-Journée sans repas<br/>NRG<br/>8h00- 12h00<br/>13h30-18h30</b> |
|--------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| 0 à 380                  | <b>11,60€</b>                                                                  | <b>15,90€</b>                                                                   | <b>3,60€</b>                                                                               | <b>5,74€</b>                                                                                |
| 381 à 610                | <b>13,65€</b>                                                                  | <b>17,95€</b>                                                                   | <b>4,10€</b>                                                                               | <b>6,24€</b>                                                                                |
| 611 à 884                | <b>14,65€</b>                                                                  | <b>18,96€</b>                                                                   | <b>4,30€</b>                                                                               | <b>6,46€</b>                                                                                |
| + de 884                 | <b>15,70€</b>                                                                  | <b>20,00€</b>                                                                   | <b>4,60€</b>                                                                               | <b>6,74€</b>                                                                                |
| Extérieur                | <b>24,35€</b>                                                                  | <b>28,65€</b>                                                                   | <b>7,70€</b>                                                                               | <b>9,84€</b>                                                                                |

La participation de la CAF « Aide aux vacances » jusqu'au quotient 800 est directement déduite du montant de la facture.

| <b>Activités-Sorties</b> | <b>Tarifs 2020/2021</b>                                |
|--------------------------|--------------------------------------------------------|
| <b>Sport/Culture</b>     | <b>Cinéma : 4€<br/>Patinoire : 8€</b>                  |
| <b>Jeux/Loisirs</b>      | <b>Espaces de Jeux : 4€<br/>Parc d'attraction : 8€</b> |

## PROJET DE DELIBERATION

### Modalités d'inscription et tarification EXTRASCOLAIRE Petites vacances et Grandes vacances Année Scolaire 2020/2021 (8.1 Enseignement)

VU l'avis de la Commission Enseignement – Enfance en date du 3 mars 2020,

VU l'avis de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Madame Hélène CANZERINI-SALVADOR, Vice-Présidente de la Commission Enfance – Jeunesse – Enseignement

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE,

A LA MAJORITE,

ADOpte les tarifs suivants pour l'inscription aux services extrascolaires de la Ville de Villerupt Petites vacances et Grandes vacances 2020/2021.

| Quotient familial | Tarifs 2019/2020<br>Journée complète avec repas<br>RG<br>8h00- 18h30 | Tarifs 2019/2020<br>Journée complète avec repas<br>NRG<br>8h00- 18h30 | Tarifs 2019/2020<br>Demi-Journée sans repas<br>RG<br>8h00- 12h00<br>13h30-18h30 | Tarifs 2019/2020<br>Demi-Journée sans repas<br>NRG<br>8h00- 12h00<br>13h30-18h30 |
|-------------------|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
| 0 à 380           | 11,60€                                                               | 15,90€                                                                | 3,60€                                                                           | 5,74€                                                                            |
| 381 à 610         | 13,65€                                                               | 17,95€                                                                | 4,10€                                                                           | 6,24€                                                                            |
| 611 à 884         | 14,65€                                                               | 18,96€                                                                | 4,30€                                                                           | 6,46€                                                                            |
| + de 884          | 15,70€                                                               | 20,00€                                                                | 4,60€                                                                           | 6,74€                                                                            |
| Extérieur         | 24,35€                                                               | 28,65€                                                                | 7,70€                                                                           | 9,84€                                                                            |

La participation de la CAF « Aide aux vacances » jusqu'au quotient 800 est de 1,90€ par demi-journée et 3,80€ par jour. L'aide est directement déduite du montant de la facture.

| Activités-Sorties | Tarifs 2019/2020                               |
|-------------------|------------------------------------------------|
| Sport/Culture     | Cinéma : 4€<br>Patinoire : 8€                  |
| Jeux/Loisirs      | Espaces de Jeux : 4€<br>Parc d'attraction : 8€ |

**APPROUVE** les termes du règlement intérieur des services Extrascolaires (Petites vacances et Grandes Vacances) de la Ville de Villerupt ci-annexé.

**Avis de la Commission Enseignement – Enfance en date du 03 mars 2020 :**

**Avis favorable à l'unanimité**

**Pour : 3          Contre :          Abstention(s) : 1 (Ensemble pour Agir 2014)**

**Vote de la Commission Finances en date du 22 juin 2020 :**

**Avis favorable à l'unanimité**

**Pour : 7          Contre :          Abstention(s) : 2 (Le Renouveau c'est maintenant)**

**Vote du Conseil Municipal**

**Pour :          Contre :          Abstention(s) :**

## RAPPORT N° 3

Commission Enfance – Jeunesse – Enseignement

Rapporteur : Mme Hélène CANZERINI-SALVADOR

### NATURE de L'AFFAIRE

#### Modalités d'inscription et tarification CLUB ADOS Année Scolaire 2020/2021 (8.1 Enseignement)

#### Exposé :

##### 1) Modalités d'inscription

Les inscriptions se réalisent directement au club ado situé à l'Espace Jeunesse.

##### 2) Tarification rentrée scolaire 2020/2021 / ALSH Périscolaire et Extrascolaire Club Ados

Une cotisation annuelle de 5€ /enfant (du 1er septembre au 31 aout), est sollicitée pour avoir l'accès libre au Club ados (Gratuité pour le 3ème enfant).  
Pour des sorties spécifiques hors région, la ville demande une participation financière différente.

#### Il est proposé :

D'APPROUVER les termes du règlement intérieur du Club Ados de la Ville de Villerupt (Petites vacances et Grandes Vacances) ci-annexé.

D'ADOPTER les tarifs suivants pour l'inscription au « Club Ados » à la rentrée scolaire 2020/2021 :

| CLUB ADOS                                                                             | Villeruptiens                           | Extérieurs |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|------------|
| <b>Cotisation annuelle</b>                                                            | 5€<br>Gratuité pour le troisième enfant | 5€         |
| <b>Activités Sport / Culture</b><br>(cinéma-piscine-patinoire...)                     | 5€                                      | 8€         |
| <b>Activités Jeux-Loisirs</b><br>(Accrobranche-lasergame-parcs d'attraction...)       | 10€                                     | 15€        |
| <b>Sorties hors Région</b><br><b>Activités exceptionnelles</b><br>(ex : sortie Paris) | 30€                                     | 40€        |

## PROJET DE DELIBERATION

### Modalités d'inscription et tarification CLUB ADOS Année Scolaire 2020/2021 (8.1 Enseignement)

VU l'avis de la Commission Enseignement – Enfance en date du 3 mars 2020,

VU l'avis de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Madame Hélène CANZERINI-SALVADOR, Vice-Présidente de la Commission Enfance – Jeunesse – Enseignement

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE,

A LA MAJORITE,

ADOpte les tarifs suivants pour l'inscription au « Club Ados » à la rentrée scolaire 2020/2021 :

| CLUB ADOS                                                                             | Villeruptiens                           | Extérieurs |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|------------|
| <b>Cotisation annuelle</b>                                                            | 5€<br>Gratuité pour le troisième enfant | 5€         |
| <b>Activités Sport / Culture</b><br>(cinéma-piscine-patinoire...)                     | 5€                                      | 8€         |
| <b>Activités Jeux-Loisirs</b><br>(Accrobranche-lasergame-parcs d'attraction...)       | 10€                                     | 15€        |
| <b>Sorties hors Région</b><br><b>Activités exceptionnelles</b><br>(ex : sortie Paris) | 30€                                     | 40€        |

APPROUVE les termes du règlement intérieur du Club Ados de la Ville de Villerupt (Petites vacances et Grandes Vacances) ci-annexé.



**Avis de la Commission Enseignement – Enfance en date du 03 mars 2020 :**

**Avis favorable à l'unanimité**

**Pour : 3          Contre :          Abstention(s) : 1 (Ensemble pour Agir 2014)**

**Vote de la Commission Finances en date du 22 juin 2020 :**

**Avis favorable à l'unanimité**

**Pour : 7          Contre :          Abstention(s) : 2 (Le Renouveau c'est maintenant)**

**Vote du Conseil Municipal**

**Pour :          Contre :          Abstention(s) :**

## **RAPPORT N° 4**

**Commission Enfance – Jeunesse – Enseignement**

**Rapporteur : Mme Hélène CANZERINI-SALVADOR**

### **NATURE de L'AFFAIRE**

#### **Classes découvertes 2020 (7.5 Subventions)**

##### **Exposé :**

Afin d'enrichir le programme pédagogique et d'éveil des élèves des classes élémentaires, la commune subventionne les séjours de classe découverte de ses écoles.

Les projets pédagogiques de classes de découverte dûment approuvés par l'Inspection de l'Education Nationale, peuvent ainsi recevoir une subvention de la Ville qui sera versée à la Caisse de voyage de l'Ecole concernée.

La ville se propose de subventionner deux classes de découvertes en direction des cours primaires de deux écoles désignées pour cette année scolaire 2020/2021 :

- Ecole : Joliot-Curie
- Ecole : Poincaré

Les écoles qui n'auront pas pu organiser le séjour durant l'année scolaire ont la possibilité de le décaler jusqu'au 30 Novembre 2020.

Afin de ne pas léser une école par rapport à l'autre, il est souhaité de répartir équitablement l'enveloppe globale de subvention déterminée chaque année par le Conseil Municipal en deux parts égales pour chaque école.

La subvention proposée pour 2020 est de 6 800€ par école. Les fonds accordés ne peuvent être revus à la hausse en cas de dépassement budgétaire.

Il s'agit d'une somme maximale qui sera versée au prorata du nombre d'élèves effectivement partis en classe découverte, l'école devra fournir les factures correspondantes et la liste des élèves à l'issue du séjour.

Le coût estimé par élève est de 256,60€.

##### **Il est proposé :**

D'ACCORDER une subvention à la Caisse de voyage des écoles JOLIOT CURIE et POINCARE à hauteur de 6 800€ maximum par école à réception des factures correspondantes.

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Classes découvertes 2020 (7.5 Subventions)**

VU l'avis de la Commission Enseignement - Enfance en date du 3 mars 2020,

VU l'avis de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Madame Hélène CANZERINI-SALVADOR, Vice-Présidente de la Commission Enfance – Jeunesse – Enseignement

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE,

A LA MAJORITE,

ACCORDE une subvention à la Caisse de voyage des écoles Paul LANGEVIN et Jules FERRY à hauteur de 6 800€ maximum par école à réception des factures correspondantes.

**Avis de la Commission Enseignement – Enfance en date du 03 mars 2020 :**

**Avis favorable à l'unanimité**

**Pour : 3          Contre :          Abstention(s) : 1 (Ensemble pour Agir 2014)**

**Vote de la Commission Finances en date du 22 juin 2020 :**

**Avis favorable à l'unanimité**

**Pour : 7          Contre :          Abstention(s) : 2 (Le Renouveau c'est maintenant)**

**Vote du Conseil Municipal**

**Pour :          Contre :          Abstention(s) :**

## **RAPPORT N° 5**

**Commission Enfance – Jeunesse – Enseignement**

**Rapporteur : Mme Hélène CANZERINI-SALVADOR**

### **NATURE de L'AFFAIRE**

**Participation des communes aux frais de scolarité des élèves accueillis dans les classes spécialisées-Ecole élémentaire les Coquelicots à Thionville (8.1 Enseignement)**

#### **Exposé :**

Un enfant de la Commune de Villerupt est scolarisé à l'école élémentaire les Coquelicots de Thionville en classe spécialisée ULIS TSA depuis septembre 2017. Sa scolarité doit se terminer en 2024.

Cette décision d'affectation a été prise par les commissions compétentes de l'Education Nationale et s'impose aux deux communes.

La Ville de Thionville sollicite financièrement la commune de résidence de cet enfant, en demandant une participation calculée sur la base de l'ensemble des dépenses des écoles publiques de la Ville pour l'année de référence.

Le coût moyen d'un élève scolarisé en école publique dans la commune de Thionville s'élève à 491.04€. Ce forfait s'applique pour trois ans, soit pour les années 2017, 2018 et 2019.

Les frais de scolarité 2020, 2021 seront pris en charge sur le budget 2021 par délibération.

#### **Il est proposé :**

D'APPROUVER la participation financière pour les frais de scolarité des élèves accueillis à l'école élémentaires spécialisée (ULIS TSA) « les Coquelicots » de Thionville pour un montant forfaitaire de 491.04€ par élève et par année concernant les années scolaires 2017/2018 et 2018/2019.

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Participation des communes aux frais de scolarité des élèves accueillis dans les classes spécialisées-Ecole élémentaire les Coquelicots à Thionville (8.1 Enseignement)**

VU l'avis de la Commission Enseignement – Enfance en date du 3 mars 2020,

VU l'avis de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Madame Hélène CANZERINI-SALVADOR, Vice-Présidente de la Commission Enfance – Jeunesse - Enseignement

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE,

A LA MAJORITE,

APPROUVE la participation financière pour les frais de scolarité des élèves accueillis à l'école élémentaires spécialisée (ULIS TSA) « les Coquelicots » de Thionville pour un montant forfaitaire de 491.04€ par élève et par année concernant les années scolaires 2017/2018 et 2018/2019.

**Avis de la Commission Enseignement – Enfance en date du 03 mars 2020 :**

**Avis favorable à l'unanimité**

**Pour : 3          Contre :          Abstention(s) : 1 (Ensemble pour Agir 2014)**

**Vote de la Commission Finances en date du 22 juin 2020 :**

**Avis favorable à l'unanimité**

**Pour : 7          Contre :          Abstention(s) : 2 (Le Renouveau c'est maintenant)**

**Vote du Conseil Municipal**

**Pour :          Contre :          Abstention(s) :**

# **COMMISSION URBANISME ET MOBILITÉ**

## **RAPPORT N° 1**

### **Commission Urbanisme - Mobilité**

**Rapporteur : M. Emmanuel MITTAUT**

## **NATURE DE L'AFFAIRE**

### **Cession emprise communale rue Joseph FERRY (3.2 Aliénations)**

#### **Exposé :**

La SCI DUMAS, représentée par Monsieur GRAZIA Jérôme, a le projet de vendre deux immeubles d'habitation, de commerces et bureaux sis 4 et 8 rue Joseph FERRY. Il a été relevé par le notaire qu'une partie de l'ensemble immobilier a été édifiée sur une emprise du domaine public communal (voir plan cadastral joint). La vente de ces biens immobiliers ne peut se conclure sans une régularisation cadastrale.

Selon les données cadastrales et les archives communales, la construction d'une extension aurait été entreprise en 1971 sans qu'il ait été procédé à un déclassement du domaine public (trottoir de la rue Joseph FERRY). L'occupation du domaine public est effective depuis la réalisation de cette construction. Par délibération en date du 09 décembre 2019, il a été pris acte de cette désaffectation de ce bien, puisqu'il n'est plus utilisé pour un usage public mais privé et le déclassement du Domaine public a été prononcé.

#### **Proposition :**

Il convient de poursuivre la procédure en cédant à la SCI DUMAS cette emprise de faible contenance (environ 40 m<sup>2</sup>). La sortie du domaine public permet d'intégrer cette emprise dans le domaine privé communal en vue d'une cession à la SCI DUMAS, propriétaire des immeubles cadastrés AD n°84 et n°85.

L'avis du service des Domaines a été sollicité. La valeur vénale de ce terrain s'établit à 1 600 € hors droits et taxes.

Il est demandé de bien vouloir se prononcer sur cette régularisation à opérer en cédant cette emprise aux prix et conditions ainsi exposés.

**Avis de la commission Urbanisme-Aménagement-Transports en date du 05 mars 2020 : Avis favorable à l'unanimité**

**Pour : 4                      Contre :                      Abstention(s) :**

**Vote de la Commission Finances en date du 22 juin 2020 : Avis favorable à l'unanimité**

**Pour : 7                      Contre :                      Abstention(s) : 2 (Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal**

**Pour :                      Contre :                      Abstention(s) :**

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Cession emprise communale rue Joseph FERRY (3.2 Aliénations)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°VII-19-9 en date du 09 décembre 2019,

Vu l'avis en date du 10 février 2020 par lequel la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle (Division France Domaine) a estimé la valeur vénale de la parcelle non cadastrée référencée DP n°84 à 1 600 € hors droits et taxes,

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme - Aménagement - Transports en date du 5 mars 2020,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Considérant la demande de Monsieur Jérôme GRAZIA, gérant de la SCI DUMAS, propriétaire des immeubles situés 4-8 rue Joseph FERRY (AD n°84 et n°85) à 54190 VILLERUPT ;

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Emmanuel MITTAUT, Vice-Président de la Commission Urbanisme - Mobilité,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

DECIDE de vendre la parcelle communale non cadastrée référencée DP n°84 déclassée du Domaine public communal, sise 4-8 rue Joseph FERRY à 54190 VILLERUPT, au prix de 1 600 € hors droits et taxes à la SCI DUMAS ayant son siège social 1 rue FLAIBANO L-3332 FENNANGE - GRAND DUCHE DU LUXEMBOURG,

AUTORISE le Maire à signer les documents liés à la vente et le procès-verbal d'arpentage du géomètre,

DIT que l'acquéreur prendra à sa charge tous les frais et taxes de la vente, ainsi que les frais de géomètre,

DEMANDE à Maître LEZER, notaire à VILLERUPT, de représenter les intérêts de la Commune.



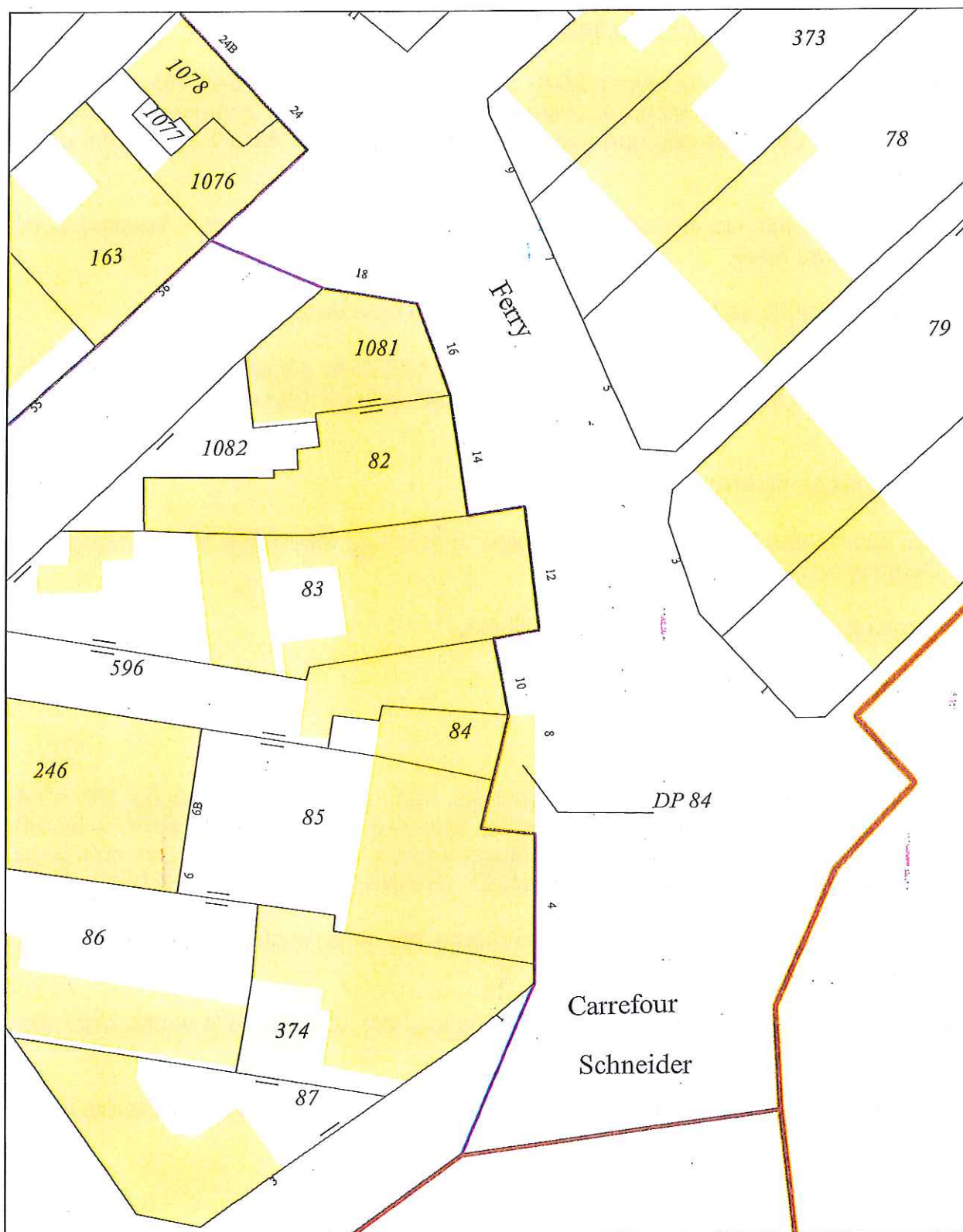


# COMMUNE DE VILLERUPT

## EXTRAIT DU PLAN COMMUNAL

Parcelle: n°DP 84 déclassé

Echelle: 1:500



**RAPPORT N° 2**  
**Commission Urbanisme - Mobilité**

**Rapporteur : M. Emmanuel MITTAUT**

**NATURE DE L'AFFAIRE**

**Bilan des cessions et acquisitions réalisées au cours de l'année 2019**  
**(3.1 Acquisitions)**

La politique foncière menée par la Collectivité fait l'objet d'un débat annuel conformément à la loi n°95-127 du 8 février 1995 (art. L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par la loi n°2009-526 du 12 mai 2009).

L'état récapitulatif ci-annexé fait apparaître les cessions et acquisitions régularisées au cours de l'exercice 2019.

Ce bilan précis donne lieu à une délibération une fois par an. Il est annexé au compte administratif.

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Bilan des cessions et acquisitions réalisées au cours de l'année 2019 (3.1 Acquisitions)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2241-1,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Emmanuel MITTAUT, Vice - Président de la Commission Urbanisme - Mobilité,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE

A LA MAJORITE

DECIDE d'approuver le bilan des cessions et acquisitions immobilières réalisées sur le territoire communal au cours de l'exercice budgétaire 2019.

**AVIS DE LA COMMISSION : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission :**

**Pour : 7                      Contre :                      Abstention(s) : 2 (Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal**

**Pour :                      Contre :                      Abstention(s) :**

# ETAT DES CESSIONS IMMOBILIERES AU COURS DE L'EXERCICE 2019

| DESIGNATION<br>DU BIEN | LOCALISATION | REFERENCES<br>CADASTRALES | ORIGINE DE<br>PROPRIETE | IDENTITE<br>DU CEDANT | IDENTITE DU<br>CESSIONNAIRE | CONDITIONS<br>DE LA CESSION | MONTANT<br>HORS FRAIS<br>ET TAXES |
|------------------------|--------------|---------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------------|
| Néant                  |              |                           |                         |                       |                             |                             |                                   |
| TOTAL DES CESSIONS     |              |                           |                         |                       |                             |                             | /                                 |

# ETAT DES ACQUISITIONS IMMOBILIERES AU COURS DE L'EXERCICE 2019

| DESIGNATION<br>DU BIEN | LOCALISATION                              | REFERENCES<br>CADASTRALES  | ORIGINE DE<br>PROPRIETE                                                                                                                    | IDENTITE<br>DU CEDANT                                                                           | IDENTITE DU<br>CESSIONNAIRE | CONDITIONS<br>DE LA<br>CESSION                                                              | MONTANT<br>HORS FRAIS<br>ET TAXES |
|------------------------|-------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| Terrain non bâti       | Lieu-dit « A LA<br>FOSSE AU<br>CHAUFOUR » | AP n°96<br>(59 ares 52 ca) | Parcelle AP n°96 provient<br>de la division de la<br>parcelle AP 71 (réunion<br>des parcelles AP n°38,<br>n°47, n°39, n°68, n°69,<br>n°70) | CM-CIC<br>AMENAGEMENT<br>FONCIER<br>4 rue Frédéric-<br>Guillaume Raiffeisen<br>67000 STRASBOURG | COMMUNE DE<br>VILLERUPT     | Rétrocession<br>voirie et<br>réseaux divers<br>lotissement<br>les Prairies de<br>Cantebonne | Cession<br>gratuite               |
| TOTAL DES ACQUISITIONS |                                           |                            |                                                                                                                                            |                                                                                                 |                             |                                                                                             | /                                 |

**COMMUNE DE  
VILLERUPT  
EXTRAIT DU PLAN COMMUNAL**

Echelle: 1:1 100

**Parcelle: n°AP 96**



# **COMMISSION FINANCES**



Rapporteur : M. Le Maire

## NATURE DE L'AFFAIRE

### **Actualisation du règlement intérieur du Conseil Municipal (5.2 Institutions et vie politique / Fonctionnement des assemblées)**

L'article L 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 précise que dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement.

Le règlement intérieur peut être déféré au tribunal administratif.

Il est demandé de bien vouloir se prononcer sur ce le projet de règlement intérieur ci-joint.

**Actualisation du règlement intérieur du Conseil Municipal  
(5.2 Institutions et vie politique / Fonctionnement des assemblées)**

**PROJET DE DELIBERATION**

Vu la loi n°96-142 du 21 février 1996,

Considérant que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le conseil municipal établit ou actualise son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation ;

Vu l'avis favorable de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE

A LA MAJORITE

ADOpte le règlement intérieur ci-joint.

**AVIS DE LA COMMISSION : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission :**

**Pour : 7      Contre :**

**Abstentions : 2 (Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal**

**Pour :                      Contre :**

**Abstention(s) :**



# RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL 2020 / 2026

## SOMMAIRE

|                                                                        |         |
|------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b><u>CHAPITRE 1 : LES DROITS DES ÉLUS</u></b>                         | page 3  |
| 1. information                                                         | page 3  |
| 2. formation des élus                                                  | page 3  |
| 3. contrat de service public                                           | page 4  |
| <b><u>CHAPITRE 2 : LES ORGANES DE CONSULTATION</u></b>                 | page 4  |
| 4. comités consultatifs                                                | page 4  |
| 5. commission consultative des services publics locaux                 | page 5  |
| 6. comités de quartier                                                 | page 5  |
| 7. consultation locale                                                 | page 5  |
| 7.1 Référendum local                                                   | page 5  |
| 7.2 Consultation des électeurs                                         | page 6  |
| 7.3 Disposition commune                                                | page 6  |
| <b><u>CHAPITRE 3 : LE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS</u></b>           | page 6  |
| 8. commissions municipales                                             | page 6  |
| 9. commission d'appel d'offres                                         | page 7  |
| 10. commissions spéciales                                              | page 7  |
| <b><u>CHAPITRE 4 : ORGANISATION POLITIQUE DU CONSEIL MUNICIPAL</u></b> | page 7  |
| 11. organisation politique du conseil                                  | page 7  |
| 12. réunion des présidents de groupe                                   | page 8  |
| 13. mise à disposition d'un local                                      | page 8  |
| 14. bulletin d'information générale                                    | page 8  |
| <b><u>CHAPITRE 5 : FONCTIONNEMENT</u></b>                              | page 8  |
| 15. périodicités des séances                                           | page 8  |
| 16. convocations                                                       | page 9  |
| 17. ordre du jour                                                      | page 10 |
| 18. quorum                                                             | page 10 |
| 19. pouvoirs                                                           | page 10 |
| 20. présidence                                                         | page 10 |
| 21. amendements                                                        | page 11 |
| 22. suspension de séance                                               | page 11 |
| 23. secrétaire de séance                                               | page 11 |
| 24. personnel municipal et intervenants extérieurs                     | page 11 |
| 25. police de l'assemblée                                              | page 11 |
| 26. accès au public                                                    | page 12 |
| 27. débats et vote des délibérations                                   | page 12 |
| 28. débat budgétaire                                                   | page 12 |
| 29. questions orales                                                   | page 13 |
| 30. votes                                                              | page 13 |

**CHAPITRE 6 : COMPTE-RENDU ET PROCÈS VERBAL  
DES DÉBATS ET DÉCISIONS**

|                                |         |
|--------------------------------|---------|
|                                | page 14 |
| 31. compte-rendu               | page 14 |
| 32. affichage du compte rendu  | page 14 |
| 33. procès-verbal              | page 15 |
| 34. registre des délibérations | page 15 |

**CHAPITRE 7 : DROIT A L'INFORMATION**

|                                      |         |
|--------------------------------------|---------|
|                                      | page 15 |
| 35. recueil des actes administratifs | page 15 |
| 36. accès aux documents              | page 15 |
| 37. documents budgétaires            | page 15 |
| 38. services publics délégués        | page 16 |

**DISPOSITIONS DIVERSES**

|                               |         |
|-------------------------------|---------|
|                               | page 16 |
| 38. modification du règlement | page 16 |
| 39. application du règlement  | page 16 |

## **RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Vu la loi 2015-991 du 7 août 2015,**

**Vu l'article L 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,**

### **PRÉAMBULE**

Ce règlement intérieur constitue une ligne de conduite du fonctionnement du Conseil Municipal. Il ne se substitue évidemment pas aux dispositions législatives relatives à ce fonctionnement qui sont les seules légales.

### **CHAPITRE 1 – LES DROITS DES ÉLUS**

#### **Article 1 – Information**

Tout membre du Conseil Municipal a le droit, au-delà des informations générales données en commission ou en séance du Conseil Municipal, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la Commune après demande écrite au Maire.

#### **Article 2 – Formation des élus**

Sur le volet formation des élus, l'article 105 de la loi « engagement et proximité » renvoie à des ordonnances de l'article 38 de la Constitution, dans un délai de 9 mois à compter de l'application de la loi.

Ces textes auront pour objet de :

- permettre aux élus locaux de bénéficier de droits individuels à la formation professionnelle tout au long de la vie et d'accéder à une offre de formation plus développée, grâce à un compte personnel de formation analogue à celui mis en place dans le cadre des dispositions de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 ;
- faciliter l'accès des élus locaux à la formation, tout particulièrement lors de leur premier mandat et clarifier les différents dispositifs de formation des élus locaux selon qu'ils sont ou non liés à l'exercice du mandat ;
- définir un référentiel unique de formation en s'adaptant aux besoins des élus locaux, en garantissant une offre de formation accessible dans les territoires et mutualiser le financement entre les collectivités et leurs établissements publics de coopération intercommunale ;
- assurer la transparence et la qualité des dispositifs de formation et renforcer le contrôle exercé sur les organismes de formation des élus locaux, en particulier s'ils sont liés à un parti politique.

Un projet de la loi de ratification sera déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de chaque ordonnance.

Tout membre du Conseil Municipal a droit à une formation adaptée à ses fonctions.

Les demandes des élus sont reçues dans l'ordre chronologique de leur dépôt et acceptées dans la limite de l'enveloppe budgétaire prévue à cet effet. L'enveloppe budgétaire destinée à la prise en charge des frais afférents au droit à la formation des élus ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la commune.

Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune sera annexé au compte administratif.

**ATTENTION : ce chapitre 1 est maintenu mais risque d'être complètement modifié par les textes à venir.**

### **Article 3 – Contrat de Service Public**

Quand la délibération concerne un contrat de Service Public, le projet de contrat ou de marché, accompagné de l'ensemble des pièces peut être consulté en Mairie, par tout conseiller municipal, à sa demande.

Cette consultation peut se faire durant la semaine précédant la séance et le jour de la séance, en Mairie, pendant les heures ouvrables.

La demande doit être formulée auprès de M. Le Directeur Général des Services dans un délai de 48 heures ou 2 jours francs et ouvrables.

## **CHAPITRE 2 – LES ORGANES DE CONSULTATION**

### **Article 4 – Comités Consultatifs**

Le Conseil Municipal peut créer des Comités Consultatifs sur tout problème d'intérêt communal, concernant tout ou partie du territoire de la Commune, comprenant des personnes qui peuvent ne pas appartenir au Conseil, notamment des représentants des associations locales.

Il en fixe les modalités de fonctionnement et la composition sur proposition du Maire, en respectant, pour les Élus, la règle de la représentation proportionnelle au nombre de sièges.

Chaque Comité est présidé par un membre du Conseil Municipal, désigné par le Maire.

Commission Accessibilité : il *existe* une commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées composée notamment des représentants de la commune, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées.

Elle établit un rapport annuel présenté en Conseil Municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Le rapport présenté au Conseil Municipal est transmis au représentant de l'Etat dans le département, au président du Conseil Général, au Conseil Départemental Consultatif des personnes handicapées, ainsi qu'à tous les responsables concernés par le rapport.

Le Maire préside la commission et arrête la liste de ses membres après délibération du Conseil Municipal.

## **Article 5 – Commission Consultative des Services Publics Locaux**

Il est créé une Commission Consultative compétente, pour un ou plusieurs services publics locaux, exploités en régie ou dans le cadre d'une convention de gestion déléguée.

Elle est présidée par le Maire.

Elle comprend parmi ses membres, des représentants d'associations d'usagers du ou des services concernés.

Le Maire détermine les modalités de fonctionnement de la commission et est le seul responsable des dates de convocation, ainsi que de l'ordre du jour.

La Commission peut émettre un avis sur toute question qui a une incidence directe sur les usagers.

## **Article 6 – Comités de quartier**

Des comités de quartier ont été créés par le Conseil Municipal.

Les comités de quartiers peuvent être consultés par le Maire et peuvent lui faire des propositions sur toute question concernant le quartier ou la ville. Le Maire peut les associer à l'élaboration, à la mise en oeuvre et à l'évaluation des actions intéressant le quartier.

Le Conseil Municipal peut affecter aux comités de quartier un local et des crédits de fonctionnement.

Il appartient au Conseil Municipal de fixer librement la dénomination, la composition et les modalités de fonctionnement du comité de quartier et de déterminer, par délibération, le périmètre de chacun des quartiers constituant la commune.

Les comités de quartier ont un rôle consultatif et d'initiative sans pouvoir de décision.

Les avis émis ne sauraient en aucun cas lier le Conseil Municipal.

## **Article 7 – Consultation Locale**

### 7-1 Référendum local décisionnel

Le Conseil Municipal peut soumettre à référendum local tout projet de délibération tendant à régler une affaire de la compétence de la collectivité.

Le Maire peut seul proposer au Conseil Municipal de soumettre à référendum local tout projet d'acte relevant des attributions qu'il exerce au nom de la collectivité, à l'exception des projets d'acte individuel.

Le Conseil Municipal, par une même délibération, détermine les modalités d'organisation du référendum local, fixe le jour du scrutin, qui ne peut intervenir moins de deux mois avant la transmission de la délibération au représentant de l'Etat, convoque les électeurs et précise l'objet d'acte ou de délibération soumis à l'approbation des électeurs. Le projet soumis à référendum local est adopté si la moitié au moins des électeurs inscrits a pris part au scrutin et s'il réunit la majorité des suffrages exprimés.

Le texte adopté par voie de référendum est soumis aux règles de publicité et de contrôle applicables à une délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité ou à un acte de son exécutif.

### 7-2 Consultation des électeurs

Les électeurs de la commune peuvent être consultés sur les décisions que le Conseil Municipal envisage de prendre pour régler les affaires relevant de la compétence de celle-ci. La consultation peut être limitée aux électeurs d'une partie du territoire communal, pour les affaires intéressant spécialement cette partie de la collectivité.

Un cinquième des électeurs inscrits sur les listes électorales peuvent demander à ce que soit inscrite à l'ordre du jour du Conseil Municipal l'organisation d'une consultation sur toute affaire relevant de sa décision.

Dans l'année, un électeur ne peut signer qu'une seule demande tendant à l'organisation d'une consultation locale.

La décision d'organiser la consultation appartient au Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal de la commune arrête le principe et les modalités d'organisation de la consultation. Sa délibération indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis. Elle fixe le jour du scrutin et convoque les électeurs.

Les électeurs font connaître par oui ou par non s'ils approuvent le projet de délibération ou d'acte qui leur est présenté. Après avoir pris connaissance du résultat de la consultation, l'autorité compétente de la commune arrête sa décision sur l'affaire qui en a fait l'objet.

### 7.3 Disposition commune

Pendant le délai d'un an à compter de la tenue d'un référendum local ou d'une consultation des électeurs à l'initiative d'une collectivité territoriale, celle-ci ne peut organiser une autre consultation portant sur le même objet.

## **CHAPITRE 3 - LE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS**

### **Article 8 – Commissions Municipales**

Elles sont formées, en début de mandat, à la proportionnelle du nombre de sièges. Pour l'étude des affaires qui lui sont soumises, le Conseil Municipal se dote de huit commissions permanentes :

- 1- FINANCES
- 2- DÉMOCRATIE LOCALE ET PARTICIPATIVE – SÉCURITÉ – POLITIQUE ANIMALE
- 3- RESSOURCES HUMAINES, SPORTS ET LOISIRS
- 4- TRAVAUX – COMMERCE LOCAL – ENVIRONNEMENT
- 5- ENFANCE – JEUNESSE – ENSEIGNEMENT
- 6- URBANISME ET MOBILITÉ
- 7- POLITIQUE SOCIALE ET SOLIDAIRE – SANTÉ
- 8- CULTURE – CÉRÉMONIES – TRANSFRONTALIERS

La présidence de droit est assurée par le Maire, la commission élit son / sa vice-président(e) lors de la première séance.

Elles se réunissent à la demande du Maire ou de leur vice-président(e) ou de la majorité de ses membres, chaque fois qu'ils le jugent utile.

Elles peuvent s'adjoindre sur un point particulier de l'ordre du jour, à titre consultatif, de personnes qualifiées.

Chaque conseiller a la faculté en qualité d'auditeur d'assister aux travaux de toute commission autre que celle dont il est membre après en avoir informé le président ou le(la) vice-président(e) de la commission deux jours avant la réunion.

Les convocations sont adressées *aux membres de la commission* cinq jours calendaires avant la réunion et comportent l'ordre du jour signé par le Maire ou le/la vice-président(e).

Les commissions rendent un avis sur les affaires qui leur sont soumises ou font des propositions au Bureau Municipal. Tout avis entraînant une répercussion financière doit être présenté à la Commission Finances et Administration générale.

Les comptes-rendus des commissions sont envoyés aux membres de la commission, au Maire, aux Adjoints, dans les huit jours suivant la réunion. Ils sont déposés dans les casiers des conseillers municipaux ne faisant pas partie de la commission.

#### **Article 9 – Commission d'Appel d'Offres**

Son existence et sa composition sont fixées par les textes.

La Commission d'Appel d'Offres obéit aux règles de la représentation proportionnelle du nombre de sièges.

#### **Article 10 – Commissions Spéciales**

Le Conseil Municipal peut décider la création de commissions spéciales pour l'examen d'une affaire concernant notamment plusieurs commissions.

Elles doivent respecter le principe de la représentation proportionnelle du nombre de sièges.

Elles prennent fin dès l'aboutissement de l'étude du dossier.

### **CHAPITRE 4 – ORGANISATION POLITIQUE DU CONSEIL**

#### **Article 11 – Organisation politique du Conseil**

Les membres du Conseil peuvent se constituer en formation dénommée « groupes politiques ».

Chaque conseiller ne peut faire partie que d'un groupe.

Chaque groupe politique informe officiellement le Maire du nom de son Président de groupe.

Les modifications des groupes sont portées à la connaissance du Maire qui en informe le Conseil Municipal.

Un conseiller municipal, seul représentant d'une liste au sein du conseil municipal, ne pouvant constituer un « groupe », sera destinataire des mêmes informations que les Présidents de groupe. Il ne pourra, cependant, pas bénéficier de mise à disposition de local.

En séance, les conseillers municipaux prennent place par ordre alphabétique. Des chevalets nominatifs sont déposés sur leurs tables. De part et d'autre du Maire, sont installés les adjoints par ordre de nomination puis les conseillers municipaux.

Les conseillers municipaux minoritaires sont installés en fonction de leur appartenance politique : selon un ordre établi d'un commun accord entre les responsables de groupes.

### **Article 12 – Réunion des Présidents de Groupe**

Les Présidents sont réunis à l'initiative du Maire ou à leur demande ou au plus tard, une semaine (*sauf urgence*) avant l'envoi des convocations de chaque Conseil Municipal, pour être informés de l'ordre du jour proposé par le Maire et examiner des questions diverses.

Les vœux et motions proposés par les différents groupes politiques doivent être transmis, par le Maire, à chaque Président de Groupe, avant la réunion du Conseil Municipal.

### **Article 13 – Mise à disposition d'un local**

Les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun.

Il est satisfait à toute demande de mise à disposition d'un local commun émise par des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale dans un délai de 4 mois.

Le local mis à disposition ne saurait en aucun cas être destiné à une permanence ou à accueillir des réunions publiques.

### **Article 14 : Bulletin d'information générale**

Dans tout bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil municipal, une demie-page est réservée à l'expression de chacun des groupes. Le nombre de caractères sera identique pour les publications de l'ensemble des groupes.

Les publications visées peuvent se présenter sur papier ou sur support numérique, tels que les sites internet.

## **CHAPITRE 5 – FONCTIONNEMENT**

### **Article 15 – Périodicité des séances**

Le Conseil Municipal se réunit au moins une fois par trimestre.

Le Maire peut réunir le Conseil Municipal chaque fois qu'il le juge utile.



Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours, quand la demande motivée lui en est fait par le Représentant de l'Etat dans le Département, ou par le tiers au moins des membres en service du Conseil Municipal.

En cas d'urgence, le Représentant de l'état dans le Département peut abréger ce délai.

Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient, de plein droit, au plus tôt le vendredi et au plus tard, le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le Conseil a été élu au complet.

## **Article 16 – Convocations**

Toute convocation est faite par le Maire ou son suppléant en cas d'empêchement.

Elle indique les questions portées à l'ordre du jour.

Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée.

Elle est adressée aux conseillers municipaux, par écrit et à domicile, dans le délai de cinq jours francs\*.

Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération est adressée avec la convocation aux membres du Conseil Municipal.

En cas d'urgence, un conseil municipal peut être convoqué. Il est destiné pour les affaires imprévisibles concernant la commune et qui demandent une action rapide et urgente du conseil municipal. Le délai entre la convocation et la tenue du conseil est d'un jour franc maximum, sans pouvoir être inférieur à un jour franc.

La convocation doit comporter un ordre du jour dont le nombre de points ne peut être supérieur à trois. Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération est adressée avec la convocation aux membres du Conseil Municipal.

Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil Municipal qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

\* Jour franc : durée de 24 heures. Utilisé pour calculer un délai qui ne court qu'à partir de la fin du jour de référence. Un délai de 7 jours francs, débutant un lundi, s'achève le lundi suivant au soir.

Jour ouvrable : correspond à tous les jours de la semaine, à l'exception du jour de repos hebdomadaire (généralement le dimanche) et des jours fériés habituellement non travaillés dans l'entreprise.

Jour calendaire : correspond à la totalité des jours du calendrier de l'année civile, du 1er janvier au 31 décembre (soit 365,25 jours par an ou 7 jours par semaine), y compris les jours fériés ou chômés.

## **Article 17 – Ordre du jour**

Il est fixé par le Maire.

Les questions portées à l'ordre du jour doivent être soumises aux commissions compétentes prévues à l'article 7 du présent règlement, sauf décision contraire du Maire, notamment en cas d'urgence.

Exceptionnellement, des questions urgentes et des points divers non inscrits à l'ordre du jour, pourront être traités à la demande du Maire, après consultations des membres du Conseil Municipal sur cette opportunité.

## **Article 18 – Quorum**

Le Conseil Municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres assiste à la séance.

Quand, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions de l'article 12, le quorum n'est pas atteint, une seconde convocation, avec le même ordre du jour, est adressée aux conseillers municipaux, trois jours au moins après la première réunion.

Dans ce cas, le Conseil Municipal peut délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

## **Article 19 – Pouvoirs**

Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance, peut donner à un collègue de son choix, pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul pouvoir, qui est toujours révocable.

Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les pouvoirs doivent être remis au Maire au plus tard, au début de la séance.

## **Article 20 – Présidence**

Le Maire ou à défaut la personne qui le remplace, préside la séance.

Dans les séances où les comptes administratifs sont débattus, le Conseil Municipal élit son Président.

Le Maire peut participer à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote.

Le Maire ouvre la séance, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote, met aux voix les délibérations, décompte les votes, proclame les résultats et prononce la clôture de la séance.

## **Article 21 – Amendements**

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au Conseil Municipal. Au préalable, ils devront avoir fait l'objet d'un examen et d'un avis de la commission compétente.

## **Article 22 – Suspension de séance**

Elle est autorisée par le Maire à la demande du Président d'un groupe politique ou de son représentant pour permettre aux Élus des différents groupes de se concerter, soit éventuellement pour permettre l'intervention du public.

La durée de suspension est fixée par le Maire.

## **Article 23 – Secrétaire de séance**

Au début de chacune de ses séances, le Conseil Municipal nomme un secrétaire parmi ses membres.

Il est chargé d'assister le Maire et de contrôler l'élaboration du compte-rendu.

## **Article 24 – Personnel Municipal et intervenants extérieurs**

Le Conseil Municipal peut s'adjoindre des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances, mais sans participer aux délibérations.

Assistent aux séances publiques du Conseil Municipal :

- le Directeur Général des services de la Villerupt,
- les fonctionnaires directeurs et responsables de service,
- tout fonctionnaire municipal invité par le Maire,
- toute personne qualifiée concernée par l'ordre du jour et invitée par le Maire.

Ils peuvent prendre la parole sur invitation du Maire.

## **Article 25 – Police de l'assemblée**

Le Maire a, seul, la police de l'assemblée.

Il peut faire expulser de l'auditoire et faire arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit, il en dresse compte-rendu, et en saisit immédiatement le Procureur de la République.

Le Maire fait observer et respecter le présent règlement et peut rappeler à l'ordre les conseillers ou le public qui s'en écartent, notamment en cas d'interruption des orateurs, de propos contraires à la loi.

## **Article 26 – Accès au public**

Les séances du Conseil Municipal sont publiques.

Elles peuvent être transmises par les moyens audio-visuels ou enregistrées lorsque cela ne porte pas préjudice à leur déroulement.

A la demande du Maire ou de trois de ses membres, le Conseil Municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, de se réunir à huis clos.

Durant la séance, le public doit garder le silence. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement est réservé aux représentants de la presse qui sont autorisés par le Maire à s'installer.

## **Article 27 – Débats et vote des délibérations**

Après avoir constaté que le quorum est atteint, le Maire ouvre la séance.

Il fait adopter le compte-rendu de la séance précédente.

Il appelle successivement, dans leur ordre d'inscription, toutes les affaires figurant à l'ordre du jour qui sont présentées par les vice-présidents des commissions concernées et, en cas d'absence, par lui-même ou un membre de la commission.

Le Maire dirige les débats.

Tout conseiller peut intervenir après avoir demandé la parole au Maire et l'avoir obtenue.

Si un orateur s'écarte de la question, le Maire le rappelle à l'ordre et peut lui reprendre la parole.

Le renvoi d'un rapport est de droit, s'il est demandé, soit par le Maire, soit par le/la vice-président(e) de la commission compétente.

## **Article 28 – Débat budgétaire**

Le budget de la commune est proposé par le Maire et voté par le Conseil Municipal.

Les crédits sont votés par chapitre, et si le Conseil Municipal en décide, par article.

Un débat a lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la commune dans un délai de deux mois précédent l'examen du budget primitif.

Il ne donne pas lieu à délibération, mais est enregistré au compte-rendu de la séance.

## **Article 29 – Questions orales**

Les conseillers municipaux ont le droit de poser, au moment des rapports de la Commission concernée, des questions orales ayant trait aux affaires de la Commune.

Le temps de parole, pour poser ces questions, est limité à dix minutes par groupe, chaque groupe disposant librement de ce temps.

Elles doivent être remises, par écrit, au Maire, au plus tard, deux jours francs et ouvrables avant la séance du Conseil.

Passé ce délai, elles ne pourront recevoir de réponse que lors de la séance du Conseil Municipal suivante. Les réponses aux questions orales ne peuvent donner lieu à un débat.

## **Article 30 – Votes**

Le Conseil Municipal vote sur les avis et propositions des Commissions, et sur toutes les questions qui lui sont présentées par le Maire, et qui sont soumises à délibération de trois manières :

- à main levée,
- au scrutin public,
- au scrutin secret.

### **1 – le vote à main levée est le mode ordinaire**

Le Maire et le Secrétaire décomptent le nombre de suffrages, « Pour » ou « Contre » et le nombre d'Abstentions. En cas de doute, il est procédé à un nouveau vote.

**2 – le vote peut avoir lieu au scrutin public**, sur demande d'un cinquième des membres présents. Il se fait par appel nominal des conseillers qui répondent de leur place, par les mots « Oui » ou « Non » ou « Abstention ». Les noms des votants, avec les désignations de leurs votes, sont insérés au compte-rendu.

**3 – Le vote au scrutin secret** intervient toutes les fois que le tiers des membres présents le demande, ou lorsqu'il s'agit de procéder à une nomination ou représentation.

Dans ces derniers cas, après deux tours de scrutin secret, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin, et l'élection a lieu à la majorité relative.

A égalité des voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Les conditions d'adoption des délibérations du conseil municipal sont fixées par l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, sauf en cas de scrutin secret, la voix du Maire est prépondérante. En conséquence, seuls sont comptabilisés les suffrages exprimant une position favorable ou défavorable au projet de délibération, « Pour » ou « Contre », qui permettent de dégager une majorité. Les conseillers qui refusent de prendre une position nette sur un projet de délibération qui leur est soumis par le Maire, quel qu'en soit le motif, peuvent s'abstenir de voter. Les abstentions sont sans incidence sur l'adoption de la délibération, dès lors que le nombre de votants est suffisant pour que la majorité absolue des suffrages exprimés, soit plus de la moitié, puisse être acquise.

S'agissant des mentions « refus de prendre part au vote » et « non-participation au vote » aucune disposition législative ou réglementaire ne l'impose au compte-rendu de la séance. Elles sont l'équivalent juridiquement d'une abstention, quelle que soit la signification que les conseillers municipaux qui ne votent pas, entendent donner à cette expression.

Aussi, afin de les distinguer dans les procès-verbaux, elles seront mentionnées comme « Abstention » - (refus de prendre part au vote / non-participation au vote du ou des groupe(s) XXXXXX).

## **CHAPITRE 6 – COMPTE RENDU ET PROCES VERBAL DES DÉBATS ET DÉCISIONS**

### **Article 31 – *Compte-rendu***

Le *compte-rendu* de chaque séance du Conseil Municipal est rédigé sous la responsabilité du Maire et du Secrétaire de séance, à la diligence des services municipaux.

Ce document retrace les décisions prises par le Conseil Municipal sur les affaires inscrites à l'ordre du jour sans en détailler les débats.

#### **En tête du *compte-rendu* :**

- la date, l'heure et le lieu de la séance et le rappel de la date de convocation,
- le nom du président de séance,
- le nombre de conseillers en exercice,
- la liste des conseillers présents, excusés, excusé-représentés, absents
- le nom du/de la secrétaire de séance désigné(e) par le Conseil.

#### **Dans le corps du *compte-rendu* :**

- Le numéro d'enregistrement de l'affaire, son objet et sa nomenclature,
- L'indication précise de la ou des décisions prises par le Conseil concernant l'affaire,
- Le résultat précis du ou des votes.

#### **En fin de *compte-rendu* :**

- La mention de l'heure de clôture de la séance, suivie des signatures du Maire et du/de la secrétaire de séance.

#### **En annexe figureront :**

Les déclarations faites en séance, déposées par écrit sur le bureau du Maire, avant ou après la séance ou transmises dans les 48 heures, et que l'orateur souhaite voir figurer au *compte-rendu*

### **Article 32 – Affichage du *compte-rendu***

Le compte-rendu de la séance est affiché dans la huitaine, aux lieux prévus à cet effet.

### **Article 33 – Procès-verbal**

*Le procès-verbal a pour objet d'établir et de conserver les décisions des séances du Conseil Municipal. Il est rédigé par le secrétaire de séance, nommé par le Conseil Municipal, et est approuvé par les Conseillers Municipaux présents à la séance.*

*Le procès-verbal doit contenir les éléments nécessaires tant à l'information du public qu'à celle du préfet chargé du contrôle de légalité.*

### **Article 34 – Registre des délibérations**

Les extraits des délibérations transmis au Représentant de l'État, conformément à la loi, ne mentionnent que le nom des membres présents, excusés, excusés-représentés ou absents, le texte intégral de l'exposé de la délibération du Conseil Municipal et la décision du Conseil Municipal.

Ils sont signés par le Maire ou l'Adjoint suppléant.

## **CHAPITRE 7 – DROIT A L'INFORMATION**

### **Article 35 – Recueil des actes administratifs**

Le dispositif des délibérations à caractère réglementaire est publié dans un recueil des actes administratifs, ainsi que les arrêtés à caractère réglementaire.

Ce recueil est tenu à la disposition de toute personne par sa publication sur le site internet de la Ville de Villerupt. Il est mis à jour tous les 6 mois.

### **Article 36 – Accès aux documents**

Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication, sans déplacement des documents, de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du Conseil Municipal, des budgets, des comptes de la commune et des arrêtés municipaux.

Le demandeur peut obtenir copie du budget ou des comptes de la commune, à ses frais, auprès du Maire ou auprès des services extérieurs de l'État. Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

### **Article 37 – Documents budgétaires**

Les budgets de la commune restent déposés à la Mairie.

Ils sont mis à la disposition du public, quinze jours après leur adoption ou éventuellement leur notification, après règlement par le Représentant de l'État dans le Département.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents, par voie d'insertion dans une publication locale ou par voie d'affichage.

Les documents budgétaires seront assortis des annexes listées à l'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### **Article 38 – Services publics délégués**

Les documents relatifs à l'exploitation des services publics délégués sont mis à la disposition du public, à la mairie dans les quinze jours qui suivent leur réception.

Le public est avisé de la date de réception, par voie d'affiches apposées en Mairie et aux lieux habituels d'affichage, pendant au moins un mois.

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 39 – Modification du règlement**

Ce règlement, prévu pour la durée du mandat, peut, à tout moment, faire l'objet de modifications à la demande du Maire.

Elles devront être soumises à l'approbation du Conseil Municipal.

### **Article 40 – Application du règlement**

Le présent règlement intérieur du Conseil Municipal a été adopté en séance du 23 juin 2014.

Il peut, conformément à la loi 96-142 du 21 février 1996 être déféré devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois après sa publication et sa transmission au Représentant de l'État.

**Pierrick SPIZAK,  
Maire.**

***Transmis en Préfecture le***

***Publié le***



**INFORMATION**  
**Commission Finances**

**Rapporteur : M. Le Maire**

**NATURE DE L'AFFAIRE**

**Récolement des archives communales suite aux élections municipales  
du 15 mars 2020  
(5.2 Fonctionnement des assemblées)**

**Exposé :**

Au terme des articles L 211-2 à 6 du code du patrimoine, les collectivités territoriales sont responsables de la conservation de leurs archives.

La gestion des archives est soumise au contrôle scientifique et technique de l'Etat exercé par le directeur des archives départementales (Article R 212-50 du Code du Patrimoine).

Cette responsabilité incombe au maire sous le contrôle du conseil municipal.

L'article 4 de l'arrêté interministériel du 31 décembre 1926 portant règlement des archives des communes, modifié – et toujours en vigueur – prescrit, à chaque renouvellement de maire, l'établissement d'un procès-verbal de décharge du Maire sortant et de prise en charge par le Maire entrant des archives de la commune, auquel est annexé un récolement.

**Proposition :**

Les membres sont invités à prendre connaissance du procès-verbal et de l'annexe ci-joints.



## PROCÈS VERBAL DE DÉCHARGE ET DE PRISE EN CHARGE DES ARCHIVES DE LA COMMUNE

Cabinet du Maire

Affaire suivie par :

Directrice Secrétariat Général : Laurence Caselli

☎ 03 82 89 94 17 ☎ 03 82 89 90 41

courriel : lcaselli@mairie-villerupt.fr

M. Alain CASONI, retraité, 9 rue René Cassin 54190 VILLERUPT, Maire sortant,

et

M. Pierrick SPIZAK, agent éducatif de nuit, 38 avenue de la Libération 54190 VILLERUPT élu Maire lors de la séance du Conseil Municipal en date du 24 mai 2020,

ont procédé aujourd'hui à la remise des archives de la commune et ont constaté l'existence des documents mentionnés sur le récolement joint en annexe. Les lacunes observées y ont été également signalées.

Le tout ayant été certifié, il a été remis un exemplaire de ces documents et du présent procès-verbal à Monsieur Alain CASONI, Maire sortant, pour lui servir de décharge.

Un second exemplaire est destiné aux archives de la Ville de Villerupt.

Un troisième exemplaire est envoyé aux Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle.

Fait en trois exemplaires originaux,

Alain CASONI,  
Maire sortant.



Villerupt, le 18 juin 2020

Pierrick SPIZAK,  
Maire élu.

# **Récolement des archives de la commune de**

## **VILLERUPT - 54190**

**Annexe au procès-verbal de récolement et de prise en charges des archives communales**

### **DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Registre des délibérations :

- De 1824 à 2018 : 40 volumes
- De 2019 à ce jour : en cours

### **ARRÊTÉS DU MAIRE**

Registre des arrêtés du Maire :

- De 1892 à 1967 : 7 volumes
- De 2008 à 2018 : 12 volumes (le registre de l'année 2013 est manquant)
- De 2019 à ce jour : en cours

### **ÉTAT CIVIL : REGISTRES PAROISSIAUX (avant 1792) ET D'ÉTAT CIVIL (à partir de 1792)**

- De 1765 à 1792 : 1 registre paroissial
- De 1793 à 2019 : 231 registres d'Etat Civil en fascicules annuels

### **CADASTRE**

#### **Registres cadastraux d'Ancien Régime (antérieurs à 1790)**

#### **Cadastre du XIX<sup>e</sup> siècle**

Atlas cadastral. – Date : 1833 : 1 tableau d'assemblage + 8 feuilles (3 parties section A et 5 parties section B) en plans originaux et aquarellés

États de sections. – Date : 31/08/1834 : section A (24 pages + récapitulation), section B (45 pages + récapitulation)

Matrice des propriétés non bâties. – Nombre de volumes : 2 : 1883 – 1911

#### **Cadastre rénové et remembrement (XX<sup>e</sup> siècle)**

Atlas cadastral. – Date : 1968 : copies de plans : mise à jour 1989

États de sections. – Date : 1978 - 1979

Matrice des propriétés bâties + non bâties. – Nombre de volumes : 7 : 1968 - 1982

## **PERMIS DE CONSTRUIRE ET CERTIFICATS D'URBANISME**

Permis de construire. – Dates extrêmes : 1948 - 2020 Métrage linéaire : 26

Certificats d'urbanisme. – Dates extrêmes : 1985 - 2020 Métrage linéaire : 4,50

## **~~DOCUMENTS D'ANCIEN RÉGIME~~**

~~Énumérer tous les registres, liasses ou pièces, en indiquant leurs dates extrêmes~~

## **~~DOCUMENTS DES XIX<sup>e</sup> ET XX<sup>e</sup> SIÈCLES~~**

~~Une typologie des principaux types de documents est donnée à titre indicatif, p. 3-6.~~

## **La commune conserve-t-elle les archives**

De syndicats mixtes ? **NON**

D'une communauté de communes ? **NON**

Rapporteur : M. le Maire

## NATURE DE L'AFFAIRE

CCID (Commission Communale des Impôts Directs)  
Election des commissaires  
(5.2 Institution et vie politique / Fonctionnement des assemblées)

-----

## PROJET DE DELIBERATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 1650-1 du Code Général des Impôts,

Vu l'élection du Conseil Municipal en date du 15 mars 2020,

Vu l'élection du Maire et des Adjoints en date du 24 mai 2020,

Vu l'avis de la commission Finances en date du 22 juin 2020,

Considérant qu'il convient de soumettre au directeur des services fiscaux une liste de contribuables de la commune répondant aux conditions de l'article 1650-1 susvisé ;

Considérant que cette liste doit comporter au minimum 32 noms (16 titulaires / 16 suppléants) ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE

A LA MAJORITE

Dresse la liste de présentation déposée sur table lors de la séance du Conseil Municipal du 29 juin 2020,

Décide, à cet effet, de ne pas procéder, conformément à l'article L.2121-21 du Code Général, au scrutin secret dans la mesure où aucune disposition législative ou réglementaire ne prévoit expressément le recours à ce mode de scrutin pour la désignation des membres de la commission communale des impôts directs de la Ville.

**AVIS DE LA COMMISSION : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission**

**Pour : 7          Contre :          Abstention(s) : 2 (le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal**

**Pour :          Contre :          Abstention(s) :**

**RAPPORT N° 3**  
**Commission Finances**

**Rapporteur : M. le Maire**

**NATURE DE L'AFFAIRE**

**Election des membres de la commission de délégation de service public  
(5.3 Désignation des représentants)**

**Exposé :**

Le Conseil Municipal du 8 juin 2020 ayant fixé les modalités de dépôt des listes, il convient de procéder à l'élection des 5 membres titulaires et des 5 membres suppléants composant la commission de délégation de service public.

Il est rappelé que cette élection des membres de la commission a lieu au scrutin secret de listes selon le système de la représentation proportionnelle avec application du plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel (art. D. 1411-3 du C.G.C.T.). Cette commission est présidée par M. le Maire, autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public, ou son représentant.

**Proposition :**

Election des membres titulaires :

Les listes déposées dans les conditions fixées par délibération antérieure sont les suivantes :

| Liste 1 | Liste 2 |
|---------|---------|
|         |         |
|         |         |
|         |         |
|         |         |
|         |         |

Il est procédé au scrutin :

|                     |                      |
|---------------------|----------------------|
| Nombre de votants : | Suffrages exprimés : |
|                     | Liste 1              |
| Nombre de voix      |                      |
|                     | Liste 2              |
| Nombre de voix      |                      |

Sont élus pour la totalité des procédures de délégation de service public mises en œuvre pendant la durée du mandat :

| Membres titulaires |
|--------------------|
| 1                  |
| 2                  |
| 3                  |
| 4                  |
| 5                  |

Election des membres suppléants :

Les listes déposées dans les conditions fixées par délibération antérieure sont les suivantes :

| Liste 1 | Liste 2 |
|---------|---------|
|         |         |
|         |         |
|         |         |
|         |         |
|         |         |

Il est procédé au scrutin :

|                     |                      |
|---------------------|----------------------|
| Nombre de votants : | Suffrages exprimés : |
|                     | Liste 1              |
| Nombre de voix      |                      |
|                     | Liste 2              |
| Nombre de voix      |                      |

Sont élus pour la totalité des procédures de délégation de service public mises en œuvre pendant la durée du mandat :

| Membres suppléants |
|--------------------|
| 1                  |
| 2                  |
| 3                  |
| 4                  |
| 5                  |



## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Election des membres de la commission de délégation de service public (5.3 Désignation des représentants)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération III-20-35 du Conseil Municipal du 8 juin 2020,

Vu l'avis de la commission Finances en date du 22 juin 2020

Sur proposition du Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

Désigne les représentants suivants à la commission de délégation de service public, pour la totalité des procédures de délégation de service public mises en œuvre pendant la durée du mandat :

Titulaires :

- 1-
- 2-
- 3-
- 4-
- 5-

Suppléants :

- 1-
- 2-
- 3-
- 4-
- 5-

**AVIS DE LA COMMISSION : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission**

**Pour : 7                      Contre :                      Abstention(s) : 2 (le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :                                      Contre :                                      Abstention(s) :**

**RAPPORT N° 4**  
**Commission Finances**

**Rapporteur : M. le Maire**

**NATURE DE L'AFFAIRE**

**Société Publique (SPL) Gestion Locale (ou IN-PACT GL)**  
**Approbation du rapport d'activité titre de l'année 2019**  
**(4.1.1. Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T / Délibérations et conventions)**  
**Désignation du représentant à l'assemblée générale des actionnaires**  
**(5.3 Désignation des représentants)**

**Exposé :**

Par délibération du 3 décembre 2018 le conseil municipal a autorisé la Mairie de Villerupt à adhérer à la SPL Gestion Locale portée par le Centre de Gestion de Meurthe et Moselle (IN-PACT-GL).

Courant 2019, le Préfet de Meurthe et Moselle a soulevé plusieurs problématiques liées aux statuts de la SPL qui ont obligé le Centre de Gestion de Meurthe et Moselle à mettre en œuvre des solutions temporaires. Pour pouvoir faire appel aux services proposés par le Centre de Gestion, la Ville de Villerupt a délibéré en mars 2020 afin de permettre la signature de conventions d'utilisation des missions facultatives du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle, utiles à la gestion des ressources humaines de la collectivité, ainsi que les actes subséquents (convention complémentaire, proposition d'intervention, formulaires de demande de mission, etc.).

De nouveaux statuts ont été soumis au Conseil d'Administration de la SPL le 27 février 2020. Envoyés à la Préfecture pour que leur conformité puisse être analysée par la DGCL, ces nouveaux statuts devront ensuite être approuvés par les assemblées délibérantes avant d'être présentés lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire qui devra se tenir entre juin et octobre 2020.

Par courrier en date du 24 mars 2020, le Président Directeur Général de la SPL nous a transmis le rapport d'activité 2019.

Compte tenu du renouvellement de l'exécutif municipal, un nouveau représentant de la collectivité doit également être nommé au sein de la Société Publique Locale.

**Proposition :**

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le rapport d'activité 2019 de la SPL Gestion Locale IN-PACT-GL,
- de nommer Mme Myriam NARCISI, représentante de la Mairie de Villerupt à l'assemblée générale de la SPL Gestion Locale

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Société Publique (SPL) Gestion Locale (ou IN-PACT GL) Approbation du rapport d'activité titre de l'année 2019 (4.1.1. Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T / Délibérations et conventions)**

Vu la délibération VII-18-17 du 3 décembre 2018 par laquelle le conseil municipal a autorisé la Mairie de Villerupt à devenir adhérer à la SPL Gestion Locale,

Vu les statuts de la SPL Gestion Locale en vigueur,

Vu l'avis de la commission Finances en date du 22 juin 2020,

Vu l'avis du Comité Technique Commun en date du 24 juin 2020,

Considérant que la Mairie de Villerupt est membre de la SPL Gestion Locale ;

Considérant la nécessité, pour les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires, en vertu des dispositions de l'article L. 1524-5 du CGCT, de se prononcer sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration de la SPL ;

Considérant les principales données et faits significatifs figurant dans le rapport d'activité de l'année 2019 de la SPL Gestion Locale présenté au conseil d'administration le 27 février 2020 ;

Sur proposition du Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

**APPROUVE** le rapport d'activité de la SPL Gestion Locale au titre de l'année 2019.

#### **AVIS DE LA COMMISSION : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

##### **Vote de la Commission**

**Pour : 7                      Contre :                      Abstentions : 2 (le Renouveau c'est maintenant !)**

##### **Vote du Conseil Municipal**

**Pour :                      Contre :                      Abstention(s) :**

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Désignation du représentant à l'assemblée générale des actionnaires (5.3 Désignation des représentants)**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1524-1, L.1524-5 et R. 1524-3 et suivants,

Vu la délibération VII-18-17 du 3 décembre 2018 par laquelle le conseil municipal a autorisé la Mairie de Villerupt à adhérer à la SPL Gestion Locale,

Vu les statuts de la SPL Gestion Locale en vigueur,

Vu l'avis de la commission Finances en date du 22 juin 2020,

Vu l'avis du Comité Technique Commun en date du 24 juin 2020,

Considérant la nécessité de désigner un nouveau représentant de la Mairie de Villerupt au sein de l'assemblée générale de la SPL Gestion Locale, à la suite des élections municipales de 2020 ;

Sur proposition du Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

**DESIGNE** Madame Myriam NARCISI comme représentante à l'assemblée générale de la SPL Gestion Locale en remplacement de Madame Martine CHILLOTTI.

#### **AVIS DE LA COMMISSION : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

##### **Vote de la Commission**

**Pour : 7                      Contre :                      Abstentions : 2 (le Renouveau c'est maintenant !)**

##### **Vote du Conseil Municipal**

**Pour :                      Contre :                      Abstention(s) :**

**IN -  
PACT  
GL**

Innovation  
Pour l'Accompagnement  
des **Collectivités Territoriales**

# **RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019**

Chers collègues,

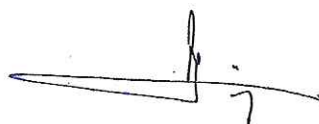
L'environnement en constante évolution de nos collectivités territoriales nous contraint de plus en plus fortement tant sur le plan réglementaire que sur le volet budgétaire. Au regard de ce contexte, il nous a semblé nécessaire de faire évoluer nos outils pour les adapter aux nouveaux besoins en matière de gestion de nos organisations et de nos ressources humaines.

Forts de ce constat, nous avons choisi une solution collective : la constitution d'une société publique locale nous assurant un soutien à l'innovation territoriale et à l'optimisation de la gestion de nos services publics.

J'ai ainsi le plaisir de vous faire parvenir le rapport d'activité de cette première année d'exploitation, rythmée par de nombreux obstacles, mais qui démontre combien les services que nous vous proposons sont utiles et nécessaires.

Je vous remercie pour votre confiance.

Le Président Directeur Général



Maire de LUCEY



## SOMMAIRE

|                                                                             |           |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>IN-PACT GL à votre service</b>                                           | <b>4</b>  |
| Les membres du conseil d'administration                                     | 4         |
| IN-PACT GL en quelques chiffres                                             | 5         |
| Les temps forts de l'année                                                  | 6         |
| <b>Des accompagnements personnalisés<br/>et des experts à votre service</b> | <b>7</b>  |
| Accompagner la gestion de vos RH                                            | 8         |
| Suivre et accompagner les parcours<br>professionnels de vos agents          | 8         |
| Satisfaire vos besoins en personnel                                         | 9         |
| Surveiller et préserver la santé au travail                                 | 9         |
| Préserver la sécurité et la qualité de vie au travail                       | 10        |
| Faire évoluer vos organisations                                             | 10        |
| Gérer vos dossiers d'assurances                                             | 11        |
| Gérer et protéger vos données                                               | 11        |
| Focus sur...                                                                | 12        |
| <b>Bilan statutaire et budgétaire</b>                                       | <b>13</b> |
| <b>Liste des actionnaires</b>                                               | <b>14</b> |

# IN-PACT GL à votre service

## LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'actuelle gouvernance de la SPL Gestion Locale - IN-PACT GL est constituée de gros et de petits actionnaires, représentatifs de l'ensemble des collectivités bénéficiant des services de la SPL.

### Le Président directeur général

**FRANÇOIS FORIN** Maire de LUCEY

### Les Membres du Conseil d'administration

**PIERRE BOILEAU** Président du CCAS de LUDRES

**CLAUDE GRAUFFEL** Adjoint au Maire de VANDOEUVRE-LES-NANCY

**MARIE-LOUISE HARALAMBON** Maire de FAVIERES

**JEAN-PIERRE HUET** Maire de LIVERDUN

**JEAN-PIERRE HURPEAU** Maire de JARVILLE-LA-MALGRANGE

**LYDIE LE PIOUFF** Adjointe au Maire de TOUL

**HENRY LEMOINE** Maire de PONT-A-MOUSSON

**CLAUDE MANET** Maire de BRULEY

**FERNAND PHILIPPE** Vice-Président à la CC TERRITOIRE DE LUNEVILLE A BACCARAT

**CHRISTOPHE SONREL** Maire de DAMELEVIERES

**FRANCOIS WERNER** Maire de VILLERS-LES-NANCY

### Les Censeurs

**ROSE-MARIE FALQUE** Maire d'AZERAILLES

**JEAN-MARC DUFFOURC** Adjoint au Maire de BAR-LE-DUC



# IN-PACT GL en quelques chiffres

**538**  
actionnaires



**263 800€**  
de capital social

|                              |     |
|------------------------------|-----|
| VANDOEUVRE-LES-NANCY         | 185 |
| TOUL                         | 116 |
| LAXOU                        | 61  |
| PONT-A-MOUSSON               | 57  |
| DOMBASLE-SUR-MEURTHE         | 53  |
| LUNÉVILLE                    | 52  |
| VILLERUPT                    | 45  |
| JARNY                        | 44  |
| CC ORNE LORRAINE CONFLUENCES | 44  |
| CC BASSIN DE PONT-À-MOUSSON  | 43  |

**les 10**  
**plus gros**  
**actionnaires**

**35**



rendez-vous en collectivités

**120**



accompagnements sur devis



Top 3 des thèmes

**8088**  
sollicitations par fiches

Médecine  
professionnelle

Assurances

Référents  
territoriaux

2

1

3

# Les temps forts de l'année



## INNOV'ACTION - l'innovation au service de vos ressources humaines

Le 10 octobre 2019, IN-PACT GL proposait à l'ensemble des DGS et DRH de ses collectivités actionnaires, une journée d'échanges et de co-construction ayant pour thème l'innovation.

Lors d'une matinée dédiée aux témoignages de représentants de la Ville de Poissy, du Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis et de la Communauté d'Agglomération de Chalons en Champagne, les participants ont pu découvrir de nouvelles pratiques innovantes autour de l'emploi, du bien être et du management.

A l'occasion d'ateliers participatifs, chacun a pu travailler et réfléchir collectivement à un ensemble de thématiques : le parcours professionnel, la médecine préventive, l'entretien RH et le développement d'un projet innovant.

Cette journée a réuni plus de 50 participants.

**DES ACCOMPAGNEMENTS  
PERSONNALISÉS  
ET DES EXPERTS  
À VOTRE SERVICE**



## Accompagner la gestion de vos ressources humaines

5

collaborateurs

L'année 2019 a été une année riche en termes d'accompagnement RH notamment sur le conseil statutaire. IN-PACT GL a accompagné les collectivités à plusieurs reprises dans l'application du statut.

Effectivement, IN-PACT GL a apporté des conseils précieux sur les droits et les obligations des agents, sur les évolutions de carrières mais aussi sur les règles de recrutement et les positions administratives. Des thématiques multiples qui méritent des réponses rigoureuses pour faciliter la gestion des RH des collectivités.

L'année 2019, fût marquée par la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019. Cette loi est venue profondément modifier le paysage statutaire avec 65 articles sur 95 qui concernent directement la FPT.

A ce titre, pour accompagner les collectivités au gré de l'actualité statutaire, les conseillers RH ont rédigé des notes d'informations (GIPA, PPCR, SMIC, décrets relatifs à la loi de transformation de la fonction publique).



4790 fiches traitées

2

collaborateurs

## Suivre et accompagner les parcours professionnels de vos agents

**72** fiches traitées  
**8** accompagnements  
mobilité  
**4** montages de  
dossiers retraite  
**12** participants à l'atelier  
« Dessine moi un parcours  
professionnel »

Le parcours professionnel regroupe un ensemble de mouvements qui sont consécutifs à des choix (subis ou volontaires). Il existe autant de parcours professionnels que d'agents.

Agent, manager et service RH sont les 3 principaux acteurs du parcours professionnel. Pour bien construire son parcours professionnel, il est important de bien se connaître (motivations, valeurs, intérêts, besoins, etc.).

D'ailleurs en 2019, lors du colloque Innov'action, un atelier a été spécifiquement dédié à ce sujet. Effectivement, à travers l'atelier «Dessine-moi un parcours professionnel», les participants ont pu appréhender les parcours professionnels d'une manière ludique.

A l'issue de cet atelier une grille d'évaluation de la motivation des agents a été transmise aux collectivités. Cette grille peut notamment être complétée par les agents avant l'entretien professionnel et servir de base de réflexion à la construction de leur projet professionnel



## Satisfaire vos besoins en personnel

La gestion des ressources humaines au sein des collectivités territoriales se fait grâce aux femmes et hommes qui en ont la responsabilité mais aussi grâce aux outils de gestion mis à leur disposition.

Du simple conseil à l'intervention, IN-PACT GL a procédé à un accompagnement sur l'appropriation des outils de gestion pour que les collectivités puissent être en adéquation avec la législation en vigueur.

L'année 2019 a été particulièrement marquée par la loi de transformation de la fonction publique du 6 août, et surtout par le décret 2019-1265 relatif aux lignes directrices de gestion qui fixeront les politiques RH de demain (2021), où la GPEEC sera un enjeu encore plus important.

D'ailleurs, l'accompagnement s'est également traduit par des interventions en collectivités dans le cadre d'un projet de GPEEC pour notamment procéder à une analyse fine de la GRH dans une collectivité de plus de 70 agents.

Enfin, les collectivités ont pu bénéficier d'une assistance au recrutement qui constitue un enjeu fort pour les employeurs publics qui nécessite une rigueur particulière eu égard le décret n°2019-1594 qui en fixe la procédure pour les contractuels.

7

collaborateurs

**51 demandes d'accompagnements aux outils RH**

**4 demandes d'assistance au recrutement**

**3 interventions pour l'accompagnement à la mise en place du RIFSEEP**

**42H d'intervention en GPEEC**

**26H d'intervention en Assistance au recrutement**

## Surveiller et préserver la santé au travail

7

collaborateurs

**3228 visites médicales**

**2704 entretiens infirmiers**

**882 vaccinations antigrippe**

**66 études et 6 actions de sensibilisation (ergonomie)**

**37 entretiens de soutien psychologique**

**3 Parcours santé-mobilité**

Dans le cadre de la mission santé au travail, une Commission Maintien en Emploi a été mise en place afin d'étudier les situations des agents dont l'examen a été prescrit par le médecin de prévention ou l'infirmier en santé au travail ou pour lesquelles les instances médicales (Comité médical départemental, Commission de réforme) ont émis des avis d'aptitude sous conditions ou d'inaptitude.

La commission se réunit mensuellement. Les avis ou recommandations qu'elle émet constituent une aide supplémentaire dans l'optique du retour ou du maintien en emploi des agents dont la surveillance médicale est confiée par la Collectivité / l'Etablissement public au CDG 54.

Parallèlement, le déploiement d'outils facilitant la relation entre médecin de prévention et collectivités est en cours. Ces outils doivent permettre d'appliquer de manière opérationnelle les restrictions données par les médecins. Il s'agit principalement de définir les tâches que l'agent est en capacité de réaliser au regard de sa fiche de poste et de sa situation de santé.



## Préserver la sécurité et la qualité de vie au travail

7

collaborateurs

Un nouveau congé : le CITIS (congé pour invalidité temporaire imputable au service) - Le décret n°2019-301 du 10 avril 2019 insère un titre VI bis au sein du décret n°87-602, afin de fixer les modalités de ce nouveau congé.

Le CITIS est le régime unique sous lequel est placé le fonctionnaire pendant la durée de l'arrêt de travail, consécutif à un accident de service, un accident de trajet ou une maladie contractée en service.

Il vient remplacer les congés d'accident de service, de trajet et de maladies contractées en service antérieurement prévues.

Le CITIS est accordé à un fonctionnaire en position d'activité qui relève du régime spécial : fonctionnaires titulaires à temps complet et fonctionnaires titulaires occupant un ou plusieurs emplois à temps non complet d'une durée hebdomadaire ≥ à 28 heures ou fonctionnaires stagiaires.

Ce qui change :

- Apparition de la présomption d'imputabilité pour les accidents de service et les maladies professionnelles
- Congé unique
- Délais de déclaration du sinistre
- Disparition du CLD imputable
- Saisine de la commission de réforme

4 réunions ACP

9 DU réalisés

2 accompagnements  
à la mise à jour

1 intégration des  
RPS au DU

9 médiations

1 sensibilisation  
«signalisation temporaire  
de chantier»

536 AT suivis en 2019

1

collaborateur

## Faire évoluer vos organisations

7 études  
organisationnelles

1 étude GPEEC sur une  
collectivité de 80 agents

2 accompagnements au  
pilotage de projets (projet  
de service et mutualisa-  
tion)

1 animation de séminaire  
de rentrée en crèche

En complément des diagnostics organisationnels réalisés par la conseillère en organisation, de nouveaux services ont été proposés afin d'accompagner les collectivités dans la mise en œuvre d'outils structurants pour leurs organisations : charte de gouvernance, projets d'administration, projets de services, charte d'accueil, etc. Par l'utilisation de méthodes ludiques, participatifs et adaptés aux objectifs, l'animation de groupes de travail autour de ces différents sujets a permis de favoriser la co-construction de ces outils.

En prévision des futures élections municipales, en collaboration avec les référents territoriaux et l'association des maires de Meurthe-et-Moselle, un travail a également été développé afin de proposer une offre complète de formation aux futurs élus. Rôle et place de l'élu, élu employeur et sensibilisation à la prévention des risques professionnels, de nombreuses thématiques seront abordées pour accompagner les élus tout au long de leur prochain mandat.



## Gérer vos assurances



En 2019, des comités de pilotage absentéisme ont été organisés dans des communes de plus de 30 agents dont la gestion des dossiers d'assurance statutaire est confié à IN-PACT GL.

A partir de données statistiques relatives à l'absentéisme et des informations qualitatives sur l'organisation des collectivités (outils RH, suivi de la santé et prévention des risques), des plans d'actions de lutte contre l'absentéisme ont pu être travaillé en collaboration avec les DGS, DRH et élus des collectivités.

Afin de faciliter le suivi des demandes de remboursements, l'année 2019 a été dédiée au développement d'un nouveau logiciel de gestion des dossiers d'assurance. Plus intuitif, plus complet et surtout plus ergonomique, le logiciel doit permettre aux gestionnaires assurances de traiter plus rapidement les demandes de remboursements. Les collectivités pourront y retrouver dans un seul endroit l'ensemble de leurs demandes. A terme, il permettra également de dématérialiser toutes les nouvelles adhésions aux contrats d'assurance.

**3736** fiches traitées

**540** collectivités suivies pour l'assurance statutaire

**257** pour l'assurance santé

**458** pour l'assurance prévoyance soit **4097** agents adhérents

**4193** demandes de remboursement d'indemnités journalières

**10** Comités de pilotage



## Gérer et protéger vos données

**200** sollicitations RGPD pour répondre à des cas pratiques

**561** collectivités adhérentes à la mission RGPD

**8** missions d'archivage

Dans le cadre de la mission RGPD (règlement général sur la protection de données), l'année 2019 a été dédiée à faire évoluer l'espace RGPD mis à disposition des collectivités. Ces dernières peuvent désormais mettre à jour leur registre des traitements de manière autonome.

De nouveaux documents-type et de nouvelles fiches d'informations ont également été mises à disposition des collectivités. En complément, des sessions d'information dans les territoires ont été organisées.

Un travail de développement informatique permettant de générer les préconisations pratiques se termine.

Parallèlement, la mission archives est intervenue dans diverses missions d'élimination et de classement au sein de plusieurs collectivités.



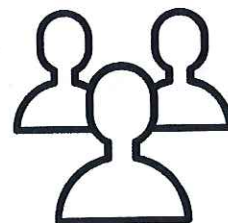
# FOCUS SUR...

## Les référents territoriaux

Pour faciliter le traitement des dossiers complexes et assurer le suivi de l'ensemble des collectivités actionnaires de la SPL, une équipe de 3 référents territoriaux a été mise en place dès le début de l'année 2019.

Interlocuteur privilégié des directeurs généraux, des directeurs de ressources humaines et parfois de l'autorité territoriale, le référent territorial veille au suivi régulier des collectivités de leur territoire, réagit en cas d'alerte des services pour mettre en place des solutions adaptées et accompagne les collectivités à penser l'employabilité de leurs agents de manière durable.

En 2019, en plus du suivi régulier des dossiers, les référents territoriaux ont piloté la mise en place des comités de pilotage absentéisme, assuré l'organisation du colloque « INNOV'ACTION » et réalisé des diagnostics « flash » de plus de 10 collectivités.



## Les services supports

Véritables agents de l'ombre, les services supports sont indispensables au bon fonctionnement de la société publique. Informatique, ressources humaines, gestion comptable et gestion administrative, toutes les fonctions supports ont permis à l'ensemble des services d'IN-PACT GL d'assurer leurs prestations dans de bonnes conditions.

L'année 2019 a été particulièrement riche pour ces services avec, notamment, la mise en place de l'espace personnel IN-PACT permettant la dématérialisation des forfaits, des devis et des factures et le suivi de l'ensemble des adhésions et des facturations.



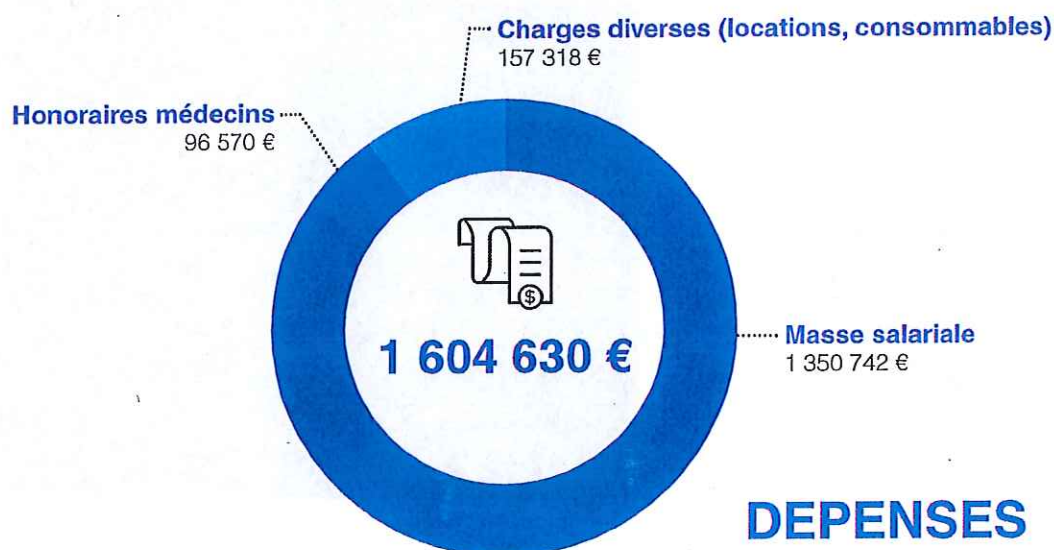
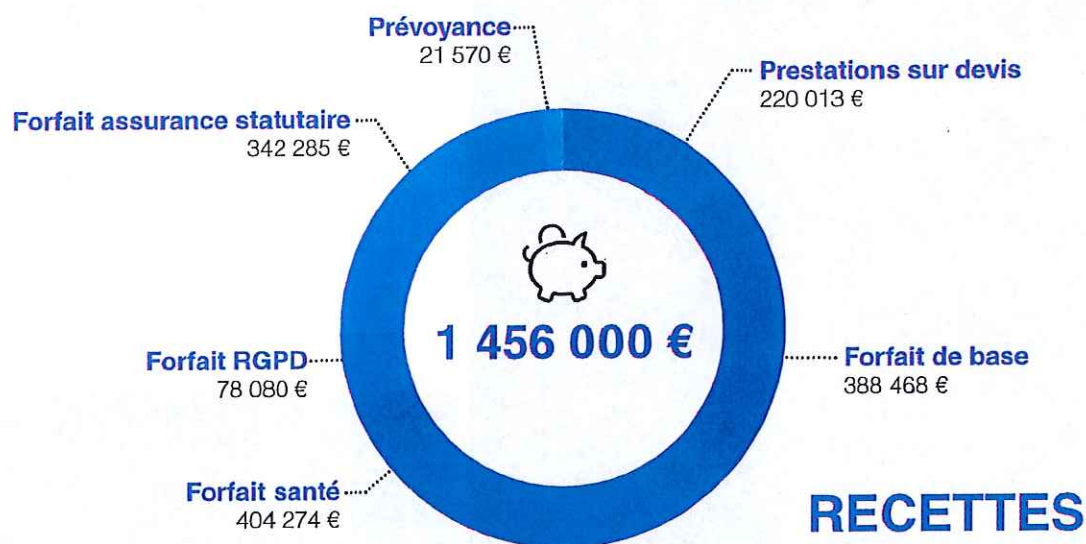


# Bilan statutaire et financier 2019

La SPL Gestion Locale «IN-PACT GL» a pour objet social :

- le soutien à l'innovation territoriale dans le domaine managérial
- l'optimisation de l'ingénierie managériale
- l'accompagnement à l'emploi et à la mobilité interfonction publique
- l'optimisation de la gestion des Services Publics, notamment dans le domaine managérial, mais également de la gestion des données

**En 2019, le compte de résultat présente un résultat déficitaire de 148 629 €**





# Liste des actionnaires au 31 décembre 2019

54 : ABAUCOURT • ABBEVILLE LES CONFLANS • ABONCOURT • AFFLEVILLE • AGINCOURT  
 ALLAIN • ALLAMPS • AMANCE • ANCERVILLER • ANDILLY • ANGOMONT  
 ANTHELUPT • ARMAUCOURT • ARNAVILLE • ARRACOURT • ARRAYE ET HAN • ART SUR MEURTHE  
 ATHIENVILLE • ATTON • AUBOUÉ • AUDUN LE ROMAN • AUTREPIERRE • AUTREVILLE SUR MO-  
 SELLE • AUTREY SUR MADON • AVILLERS • AVRAINVILLE • AVRIL • AZERAILLES  
 BACCARAT • BADONVILLER • BAGNEUX • BAINVILLE AUX MIROIRS • BAINVILLE SUR MADON  
 BARBAS • BARISEY LA COTE • BATHELEMONT • BATILLY • BAYON • BAZAILLES  
 BELLEAU • BELLEVILLE • BENAMENIL • BENNEY • BERNECOURT  
 BERTRAMBOIS • BERTRICHAMPS • BETTAINVILLERS • BEUVEILLE • BEUVEZIN  
 BEUVILLERS • BEY SUR SEILLE • BEZANGE LA GRANDE • BICQUELEY  
 BIENVILLE LA PETITE • BLAINVILLE SUR L'EAU • BLAMONT • BLEMERÉY • BLENOD LES PONT A  
 MOUSSON • BLENOD LES TOUL • BOIS DE HAYE • BONCOURT • BOUILLONVILLE • BOUXIERES  
 AUX CHENES • BOUXIERES AUX DAMES • BOUXIERES SOUS FROIDMONT • BREMENIL • BRIN SUR  
 SEILLE • BROUVILLE • BRULEY • BRUVILLE • BULLIGNY • BURES • BURIVILLE  
 COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION DE LONGWY • CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL • CC BASSIN DE  
 PONT A MOUSSON • CC CŒUR DU PAYS HAUT • CC COLOMBEY ET SUD TOULOIS • CC DE VEZOUZE  
 EN PIEMONT • CC DU PAYS DU SAINTOIS • CC DU PAYS DU SANON • CC MAD ET MOSELLE  
 CC MEURTHE MORTAGNE MOSELLE • CC MOSELLE ET MADON • CC ORNE LORRAINE  
 CONFLUENCE • CC PAYS DU SEL ET DU VERMOIS • CC SEILLE-ET-GRAND-COURONNE • CC TERRE  
 LORRAINE DU LONGUYONNAIS • CC TERRES TOULOISES • CC TERRITOIRE LUNEVILLE A BACCA-  
 RAT • CCAS ANGOMONT • CCAS AUBOUÉ • CCAS AUDUN LE ROMAN • CCAS BLENOD LES PONT  
 A MOUSSON • CCAS CHAMPIGNEULLES • CCAS DOMBASLE SUR MEURTHE  
 CCAS ESSEY LES NANCY • CCAS HOMECOURT • CCAS JARVILLE LA MALGRANGE  
 CCAS JOEUF • CCAS LANEUVEVILLE DVT NANCY • CCAS LAXOU • CCAS LUDRES  
 CCAS LUNEVILLE • CCAS MONT SAINT MARTIN • CCAS POMPEY • CCAS PONT A MOUSSON  
 CCAS SAINT NICOLAS DE PORT • CCAS SEICHAMPS • CCAS STMAX • CCAS TOUL • CCAS VAL DE  
 BRIEY • CCAS VANDOEUVRE LES NANCY • CCAS VARANGEVILLE • CCAS VILLERUPT  
 CDE DE JARVILLE LA MALGRANGE • CERVILLE • CHALIGNY • CHAMPENOIX  
 CHAMPIGNEULLES • CHAOUILLEY • CHAREY • CHARMES LA COTE • CHAUDENEY SUR MO-  
 SELLE • CHAVIGNY • CHAZELLE SUR ALBE • CHENEVIERES • CHENICOURT • CHOLOY MENIL-  
 LOT • CIAS CC OLC • COLMEY FLABEUVILLE • COLOMBEY LES BELLES • CONFLANS EN JAR-  
 NISY • CONS LA GRANVILLE • COSNES ET ROMAIN • COURBESSEUX • CRECHE VILLE EN  
 VERMOIS • CREPEY • CREVECHAMPS • CREZILLES • CRION • CROISMARE  
 CUSTINES • CUTRY • DAMELEVIERES • DENEUVRE • DEUXVILLE • DIARVILLE  
 DIEULOUARD • DOMBASLE SUR MEURTHE • DOMEVRE EN HAYE • DOMEVRE SUR VEZOUZE  
 DOMGERMAIN • DOMJEVIN • DOMMARTEMENT • DOMMARTIN LA CHAUSSEE • DOMMARTIN  
 SOUS AMANCE • DOMPRIX • DONCOURT LES CONFLANS • DROUVILLE • ECROUVES • EHPAD  
 D'ENVILLE • ENVILLE AU JARD • EMBERMENIL • EPIEZ SUR CHIERS • EPLY • ERBEVILLER SUR  
 AMEZULE • ERROUVILLE • ESPACE GERARD PHILIPPE CCOLC • ESSEY ET MAIZERAIS • ESSEY LA  
 COTE • ESSEY LES NANCY • EULMONT • EUVEZIN • FAULX • FAVIERES • FECOCOURT  
 FENNEVILLER • FEY EN HAYE • FILLIERES • FLAINVAL • FLAVIGNY SUR MOSELLE  
 FLEVILLE DEVANT NANCY • FLIN • FONTENOY SUR MOSELLE • FORCELLES SAINT GORGON • FOR-  
 CELLES SOUS GUGNEY • FOUG • FRAMBOIS • FRANCHEVILLE • FRANCONVILLE  
 FREMENIL • FREMONVILLE • FRESNOIS LA MONTAGNE • FROUARD • GELACOURT  
 GELLENONCOURT • GEMONVILLE • GERBEVILLER • GERMINY • GERMONVILLE • GEZONCOURT  
 GIBEAUMEIX • GIRAUMONT • GIRIVILLER • GLONVILLE • GOGNEY • GONDRECOURT  
 AIX • GONDREVILLE • GONDREXON • GORCY • GOVILLER • GRAND FAILLY • GRIMONVIL-  
 LER • GRIPPOT • GRISCOURT • GUGNEY • GYE • HABLAINVILLE • HAMMEVILLE  
 HANNONVILLE • SUZEMONT • HAROUÉ • HATRIZE • HAUCOURT MOULAIN • HAUDON-  
 VILLE • HENAMENIL • HERBEVILLER • HERIMENIL • HERSERANGE • HOEVILLE  
 HOMECOURT • HOUELMONT • HOUEMONT • HOUDREVILLE • HOUSSEVILLE • HUSSIGNY  
 GODBRANGE • IGNEY • JAILLON • JARNY • JARVILLE LA MALGRANGE • JEVONCOURT  
 JEZAINVILLE • JOEUF • JOLIVET • JOPPECOURT • JOUAVILLE • JOUDREVILLE • JUVRE-  
 COURT • LABRY • LACHAPELLE • LAGNEY • LAIX • LAMATH • LANEUVE-  
 LOTTE • LANEUVEVILLE AUX BOIS • LANEUVEVILLE DERRIERE FOUG • LANEUVEVILLE DEVANT  
 BAYON • LANEUVEVILLE DEVANT NANCY • LANFROICOURT • LANTEFONTAINE • LAXOU  
 LAY SAINT REMY • LAY ST CHRISTOPHE • LEINTREY • LENONCOURT • LESME-  
 NILS • LEXY • LIMEY • REMENAUVILLE • LIRONVILLE • LIVERDUN • LOISY • LONGLA-  
 VILLE • LUBEY • LUCEY • LUDRES • LUNEVILLE • LUPCOURT • MAGNIERES  
 MAIDIERES • MAIRY MAINVILLE • MAIXE • MAIZIERES LES TOUL • MALAVILLERS • MALLE-  
 LOY • MALZEVILLE • MAMEY • MANONCOURT EN WOEVRE • MANONCOURT-EN-VERMOIS  
 MANONVILLE • MANONVILLER • MARBACHE • MARON • MARTINCOURT • MAXEVILLE



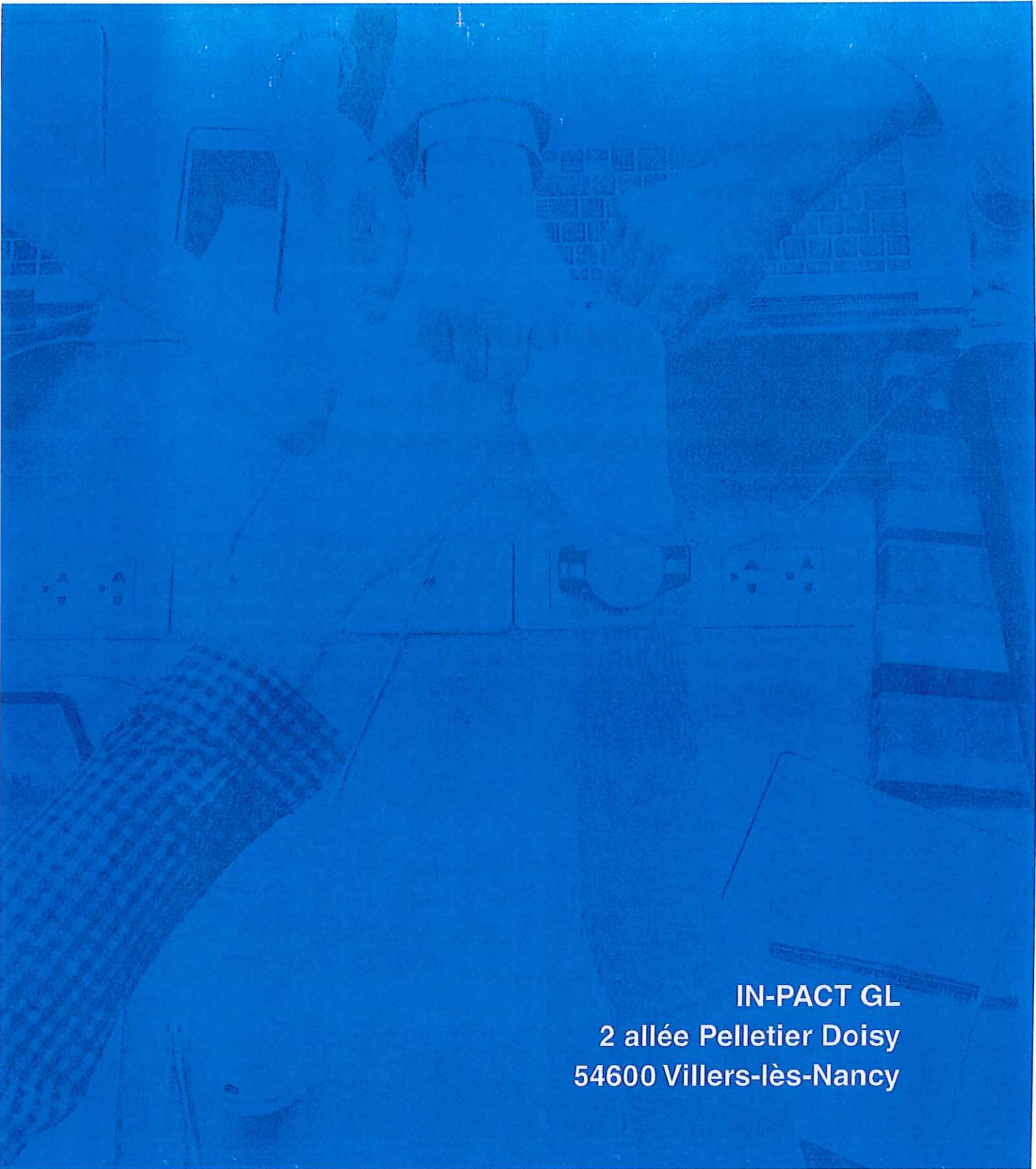
MENIL LA TOUR • MERCY LE BAS • MEREVILLE • MERVILLER • MESSEIN • MEXY • MILLE-  
 RY • MOINEVILLE • MOIVRONS • MONCEL LES LUNEVILLE • MONCEL SUR SEILLE • MONT  
 BONVILLERS • MONT L ETROIT • MONT LE VIGNOBLE • MONT SAINT MARTIN • MONT SUR MEUR-  
 THE • MONTAUVILLE • MONTENOY • MONTIGNY • MONTIGNY SUR CHIERS • MORFON-  
 TAINE • MOUACOURT • MOUSSON • MOUTIERS • MOUTROT • MOYEN • MUR-  
 VILLE • NEUFMAISONS • NEUVES MAISONS • NEUVILLER LES BADONVILLER • NOMENY  
 NONHIGNY • NOROY LES PONT A MOUSSON • NOVIANT AUX PRES • OCHEY • OGEVIL-  
 LER • OMELMONT • ORMES ET VILLE • OZERAILLES • PAGNEY DERRIERE BARINE • PAGNY SUR  
 MOSELLE • PANNES • PAREY SAINT CESAIRE • PARROY • PETIT FAILLY • PETITMONT  
 PETR DU LUNEVILLOIS • PETTONVILLE • PHLIN • PIENNES • PIERRE LA TREICHE  
 PIERREVILLE • POLE METROPOLITAIN EUROPEEN DU SILLON LORRAIN • POMPEY • PONT A MOUS-  
 SON • PREUTIN • HIGNY • PULLIGNY • PULNOY • RECHICOURT-LA-PETITE • RECLONVILLE  
 REHAINVILLER • REHON • REILLON • REMBERCOURT SUR MAD • REMENOVILLE • REMERE-  
 VILLE • REMONCOURT • REPAIX • RES A CLAUDEL • DAMELIVIERES • RICHARMENIL  
 ROGEVILLE • ROSIERES AUX SALINES • ROSIERES EN HAYE • ROUVES • ROVILLE DEVANT  
 BAYON • ROYAUMEIX • RPA BADONVILLER • SAINT BAUSSANT • SAINT FIRMIN • SAINT JEAN  
 LES LONGUYON • SAINT JULIEN LES GORZE • SAINT MARD • SAINT MARTIN • SAINT MAURICE  
 AUX FORGES • SAINT MAX • SAINT NICOLAS DE PORT • SAINT REMIMONT • SAINT SAUVEUR  
 SAINT SUPPLET • SAINTE POLE • SAIZERAIS • SANZEY • SAULXURES LES NANCY • SAXON  
 SION • SEICHAMPS • SEICHEPREY • SELAINCOURT • SERANVILLE • SERRES • SERROU-  
 VILLE • SERV SOINS INF DOM CIAS OLC • SEXEY AUX FORGES • SI A LA CARTE ST CLEMENT LA-  
 RONXE • SIA DE L'AROFFE • SIA DU JARNISY • SIA DU VERMOIS • SICTOM DE PIENNES  
 SIONVILLER • SIS DU VERMOIS • SIS FILLIERES VILLE MONTOIS • SIS LANEUVEVILLE AUX  
 BOIS • SIVOM CONTRAT RIVIEREWOIGOT • SIVOM DE NONHIGNY • SIVOM DEXIROCOURT • SIVOM  
 DES VALLEES DU CRISTAL • SIVOM DU VAL DE MEURTHE • SIVOM ENVRT BLAINVILLE DAMELE-  
 VIERES • SIVOM SIGNAL DE VAUDEMONT • SIVOS ANTHELUPT • SIVOS BOUCLE DE LA MO-  
 SELLE • SIVOS COLLEGE EINVILLE • SIVOS COTE EN HAYE • SIVOS D OGEVILLER • SIVOS DAME-  
 LEVIERES • SIVOS DE GERBEVILLER • SIVOS DE LA BLETTE VEZOUZE • SIVOS DE LA  
 BOUZULE • SIVOS DE LA ROANNE • SIVOS DE MARON SEXEY • SIVOS DE PIENNES • SIVOS DE  
 THIAUCOURT • SIVOS DES TAILLES • SIVOS DU SANON • SIVOS LA MARELLE • SIVOS LES  
 3V • SIVOS MORTAGNE SUD • SIVOS VALLEE DE LA SEILLE • SIVRY • SIVU ASST DE L'AGGLOMERATION  
 DE PONT-A-MOISSON • SIVU ASST DU VAL DE MAUCHERE • SIVU ASST ORNE AVAL • SIVU DES  
 EAUX D AUDUN LE ROMAN • SIVU DES EAUX D EINVILLE • SIVU DES EAUX DE HABLAINVILLE  
 SIVU DES EAUX DE L'AULNOYE • SIVU DES EAUX EURON MORTAGNE • SIVU DU STADE FROUARD  
 POMPEY • SIVU EAUX ABONCOURT-MACONCOURT • SIVU EAUX COEUR DU TOULOIS • SIVU EAUX  
 MANONVILLER OGEVILLE • SIVU GEST OUV INTERC PAYS VEZO • SIVU GESTION CRECHE FRI-  
 MOUSSE • SIVU GROUPT DE COMMUNES VALLEE • SIVU REGROUPT PEDAG DU VALMONT  
 SIVU SAINT MICHEL/JERICHO • SIVU SECRETARIAT A.R.R.S.V. • SIVU STADE VARANGEVILLE ST  
 NIC • SIVU TRAVAUX COMMUNAUX ARRACOURT • SIVU TRAVX COMMUNAUX DE MAIXE • SOMMER-  
 VILLER • SORNEVILLE • ST CLEMENT • STNDMC TRANSPORTS BASSIN BRIEY • SYND AMENAG  
 DES LACS DE PIERRE PERCEE • SYND DES EAUX DU SOIRON • SYND DES EAUX DU TREY  
 SYND MIX PARC NATUREL REGIONAL DE LORRAINE • SYND MIXTE DE LA MULTIPOLE SUD LORRAINE  
 SYND RAMASSAGE TRAIT. OM BRIEY • SYNDICAT SCOLAIRE BENNEY • SYNDMC CHENIL DU JOLI BOIS  
 SYNDMC DE LA VALLEE DU TREY • SYNDMC DES EAUX DU SOIRON • SYNDMC DU GRAND TOU-  
 LOIS • SYNDMC ELECTRICITE M ETM • SYNDMC SCOLAIRE 1 CYCLE NANCY • SYNDMC SCOLAIRE  
 PAUL FORT • SYNDMC TRANSPORT BAS LONGWY • TANTONVILLE • THELOD • THEY SOUS VAUDE-  
 MONT • THEZEY-SAINT-MARTIN • THIAUCOURT • REGNIEVILLE • THIAVILLE SUR MEURTHE  
 THIEBAUMENIL • THOREY LYAUTEY • THUILLEY AUX GROSEILLES • TIERCELET • TOMBLAINE  
 TOUL • TREMBLECOURT • TRIEUX • TRONVILLE • TUCQUEGNIEUX • UGNY • VACQUE-  
 VILLE • VAL DE BRIEY • VALLEROY • VALLOIS • VANDIERES • VANDOEUVRE LES NAN-  
 CY • VANNES LE CHATEL • VATHIMENIL • VAUCOURT • VAUDEMONT • VAXAINVILLE • VEHO  
 VELAINES SOUS AMANCE • VELLE SUR MOSELLE • VENEY • VENNEZEY • VERDENAL  
 VEZELISE • VIEVILLE EN HAYE • VILCEY SUR TREY • VILLE AU MONTOIS • VILLE EN VER-  
 MOIS • VILLE HOUDLEMONT • VILLE SUR YRON • VILLECEY SUR MAD • VILLERS EN HAYE  
 VILLERS LES NANCY • VILLERS SOUS PRENY • VILLERUPT • VILLETTE • VILLEY SAINT  
 ETIENNE • VIRECOURT • VITERNE • VITRIMONT • VIVIERS SUR CHIERS • VOINEMONT  
 VRONCOURT • WAVILLE • XAMMES • XERMAMENIL • XEUILLEY • XIROCOURT • XIVRY CIRCUIT  
 XOUSSE

25 : CC PAYS DE SANCEY BELLEHERBE

70 : CC VAL DE GRAY

55 : FAINS-VEEL





**IN-PACT GL**  
**2 allée Pelletier Doisy**  
**54600 Villers-lès-Nancy**

**INFORMATION**  
**Commission Finances**

**Rapporteur : M le Maire**

**NATURE DE L'AFFAIRE**

**1.1 Marchés publics**

**Rapport récapitulatif des marchés publics 2019**

Conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal est informé des marchés passés en application de la délégation consentie au Maire selon la procédure adaptée, conclus au cours de l'année 2019, distingués selon le type d'achat : travaux, fournitures ou services et regroupés en différentes tranches, en fonction de leur montant, avec mention de leur objet et des attributaires. Cette publication concerne les marchés dont le montant est supérieur à 25 000 € HT.

## TRAVAUX

**Marchés passés en application de la délégation consentie au Maire**  
(article L.2122-22 et L.2122-23 du C.G.C.T.)

| SEUIL                                 | OBJET DU MARCHÉ                                                                                                      | DATE       | ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE -<br>CODE POSTAL | MONTANT EN EUROS |                  |
|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------------------------------------|------------------|------------------|
| 25 000 € HT<br>à<br>89 999.99 € HT    | TRAVAUX DE RENFORCEMENT DU RESEAU<br>D'ASSAINISSEMENT RUE MARAT EN TERRAINS<br>PRIVATIFS                             | 03/09/2019 | SARL LM2P -<br>54650                     | 59 098.35 € HT   | 65 008.19 € TTC  |
|                                       | TRAVAUX SUR LE RESEAU D'ADDUCTION D'EAU<br>POTABLE CITES GOULOTTE-REMPLACEMENT<br>CONDUITE PRINCIPALE ET BRANCHEMENT | 03/09/2019 | SARL LM2P -<br>54650                     | 49 984.16 € HT   | 54 982.58 € TTC  |
|                                       | TRAVAUX DE DEMOLITION ET DESAMIANPAGE<br>ANCIEN CLUB HOUSE DU CSO ET FOYER<br>W.HUSSON                               | 19/07/2019 | SARL ARCHES DEMOLITION -<br>88330        | 61 300 € HT      | 73 560 € TTC     |
|                                       | POSE CITERNE ENTERREE DE 120 M <sup>3</sup> (norme NFE<br>86410)<br>ET RENFORCEMENT D.E.C.I.                         | 03/09/2019 | SARL LM2P -<br>54650                     | 63 608.35 € HT   | 69 989.51 € TTC  |
|                                       | TRAVAUX DE SECURISATION DE L'EGLISE NOTRE<br>DAME                                                                    | 13/09/2019 | SARL CHANZY PARDOUX -<br>57130           | 53 879.20 € HT   | 64 655.04 € TTC  |
|                                       | MISE AUX NORMES DU TERRAIN DE FOOTBALL EN<br>GAZON NATUREL REPENDANT AU NIVEAU 4 DE<br>CLASSEMENT FFF                | 01/10/2019 | SAS STE DRH -<br>57160                   | 86 848.27 € HT   | 104 217.92 € TTC |
| SEUIL                                 | OBJET DU MARCHÉ                                                                                                      | DATE       | ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE -<br>CODE POSTAL | MONTANT EN EUROS |                  |
| 90 000 € HT<br>à<br>5 547 999.99 € HT | TRAVAUX D'AMENAGEMENT URBAIN -<br>PROGRAMME 2019                                                                     | 01/07/2019 | SAS EUROVIA -<br>54411                   | 164 827.85 € HT  | 197 793.42 € TTC |
|                                       | TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES VOIRIES -<br>PROGRAMME 2019                                                                | 01/07/2019 | SAS EUROVIA -<br>54411                   | 368 869.72 € HT  | 442 643.66 € TTC |



| SEUIL                                                   | OBJET DU MARCHÉ                        | DATE       | ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE -<br>CODE POSTAL  | MONTANT EN EUROS                    |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------|------------|-------------------------------------------|-------------------------------------|
| MISE AUX NORMES ET EXTENSION DU PLATEAU SPORTIF DELAUNE |                                        |            |                                           |                                     |
| 90 000 € HT<br>à<br>5 547 999.99 € HT                   | LOT1 GROS ŒUVRE                        | 16/10/2019 | SARL SARIBAT -<br>57140                   | 310 287.30 € HT<br>384 344.76 € TTC |
|                                                         | LOT2 TOITURE                           | 16/10/2019 | SARL TOITURE LORRAINE -<br>54210          | 31 713 € HT<br>38 055.60 € TTC      |
|                                                         | LOT3 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM | 25/10/2019 | SARL B.S.T -<br>57190                     | 107 621 € HT<br>129 145.20 € TTC    |
|                                                         | LOT4 MENUISERIES INTERIEURES           | 23/10/2019 | SARL MENUISERIE DE L'EST -<br>57175       | 46 628.04 € HT<br>55 953.64 € TTC   |
|                                                         | LOT5 PLATERIE                          | 23/10/2019 | SARL PLATERIE CAMUS -<br>57970            | 59 632.15 € HT<br>71 558.57 € TTC   |
|                                                         | LOT6 PEINTURE                          | 23/10/2019 | SARL ANOUX PEINTURE -<br>54150            | 15 817.89 € HT<br>18 981.46 € TTC   |
|                                                         | LOT7 ELECTRICITE                       | 23/10/2019 | SAS HOFFMAN -<br>57103                    | 77 317 € HT<br>93 260.40 € TTC      |
|                                                         | LOT8 PLOMBERIE SANITAIRE CHAUFFAGE VMC | 23/10/2019 | SAS TECHNIC-CHAUFFAGE -<br>57070          | 129 500 € HT<br>155 400 € TTC       |
|                                                         | LOT9 SOLS                              | 23/10/2019 | SARL CARRELAGE ET DECO -<br>88190         | 84 308.86 € HT<br>101 170.64 € TTC  |
|                                                         | LOT10 SERRURERIE                       | 28/10/2019 | SARL PHILBAT -<br>57120                   | 15 562 € HT<br>18 674.40 € TTC      |
|                                                         | LOT11 ASCENSEUR                        | 16/10/2019 | SAS A2A ASCENSEURS<br>LORRAINE -<br>54520 | 21 464 € HT<br>25 756.80 € TTC      |
|                                                         | LOT12 NETTOYAGE                        | 24/10/2019 | SAS SNIMI -<br>88152                      | 4 513.25 € HT<br>5 415.90 € TTC     |
|                                                         | LOT13 FACADE                           | 23/10/2019 | SARL ANOUX PEINTURE -<br>54150            | 28 040.50 € HT<br>33 648.60 € TTC   |
| SEUIL                                                   | OBJET DU MARCHÉ                        | DATE       | ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE -<br>CODE POSTAL  | MONTANT EN EUROS                    |
| Supérieur ou égal à<br>5 548 000 € HT                   | -                                      | -          | -                                         | -                                   |

## FOURNITURES

Marchés passés en application de la délégation consentie au Maire  
(article L.2122-22 et L.2122-23 du C.G.C.T.)

| SEUIL                               | OBJET DU MARCHÉ | DATE | ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE -<br>CODE POSTAL | MONTANT EN EUROS |   |
|-------------------------------------|-----------------|------|------------------------------------------|------------------|---|
| 25 000 € HT<br>à<br>89 999 € HT     |                 |      |                                          |                  |   |
| SEUIL                               | OBJET DU MARCHÉ | DATE | ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE -<br>CODE POSTAL | MONTANT EN EUROS |   |
| 90 000 € HT<br>à<br>220 999,99€ HT  | -               | -    | -                                        | -                | - |
| SEUIL                               | OBJET DU MARCHÉ | DATE | ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE -<br>CODE POSTAL | MONTANT EN EUROS |   |
| Supérieur ou égal à<br>221 000 € HT | -               | -    | -                                        | -                | - |

# SERVICES

**Marchés passés en application de la délégation consentie au Maire  
(article L.2122-22 et L.2122-23 du C.G.C.T.)**

| SEUIL                               | OBJET DU MARCHÉ                          | DATE       | ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE -<br>CODE POSTAL | MONTANT EN EUROS |             |
|-------------------------------------|------------------------------------------|------------|------------------------------------------|------------------|-------------|
| 25 000 € HT<br>à<br>89 999 € HT     | SERVICE DE TRANSPORTS SCOLAIRE 2019/2020 | 05/08/2019 | SARL TRANSARC SERVAGI-54400              | 39 918.73 €      | 43 910.60 € |
| SEUIL                               | OBJET DU MARCHÉ                          | DATE       | ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE -<br>CODE POSTAL | MONTANT EN EUROS |             |
| 90 000 € HT<br>à<br>220 999.99 € HT | -                                        | -          | -                                        | -                | -           |
| SEUIL                               | OBJET DU MARCHÉ                          | DATE       | ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE -<br>CODE POSTAL | MONTANT EN EUROS |             |
| Supérieur ou égal à<br>221 000 € HT | -                                        | -          | -                                        | -                | -           |



COMPTE ADMINISTRATIF 2019 - DEPENSES

PREVISIONNEL 2020

|                                              |                                                   |            |            |
|----------------------------------------------|---------------------------------------------------|------------|------------|
| Chp: 011 - Charges à caractère général       |                                                   | 154 192,83 | 222 140,80 |
| Art: 617 Etudes et recherches                | Dét:ARS                                           |            | 15 800,00  |
| Art: 60611 - Eau                             |                                                   | 738,52     | 3 300,00   |
|                                              | Dét: S134 - LTUTIHL                               | 505,23     | 550,00     |
|                                              | Dét: S134 - ACCES                                 |            | 2 500,00   |
|                                              | Dét: S134 - LYUNIEZIER                            | 233,29     | 250,00     |
| Art: 60612 - Energie-électricité             |                                                   | 1 296,83   | 1 500,00   |
|                                              | Dét: S134 - LYUNIEZIER                            | 352,87     | 500,00     |
|                                              | Dét: S134 - LYUROBESF                             |            |            |
|                                              | Dét: S134 - LTUTIHL                               | 486,18     | 500,00     |
|                                              | Dét: S134 - ACCES                                 | 457,78     | 500,00     |
| Art: 60613 - Chauffage                       |                                                   | 3 609,16   | 4 000,00   |
|                                              | Dét: S134 - ACCES                                 | 1 924,53   | 2 000,00   |
|                                              | Dét: S134 - LYUROBESF                             | 69,37      |            |
|                                              | Dét: S134 - LTUTIHL                               | 1 615,26   | 2 000,00   |
|                                              | Dét: S134 - LYUNIEZIER                            |            |            |
| Art: 60622 - Carburants                      |                                                   | 4 219,02   | 5 000,00   |
|                                              | Dét: 01 - CARBURANT                               | 4 219,02   | 5 000,00   |
| Art: 60623 - Alimentation                    |                                                   | 95 470,87  | 117 700,00 |
|                                              | Dét: S134 - RESTCO (crédit match resto du soir)   | 1 500,00   | 1 500,00   |
|                                              | Dét: S134 - BONAGE (boite personnel 5gtes)        | 4 772,50   | 8 000,00   |
|                                              | Dét: S134 - BONCHOMI (boite d'entretien d'emploi) | 2 185,00   | 3 000,00   |
|                                              | Dét: S134 - BONALAH                               | 230,00     | 500,00     |
|                                              | Dét: S134 - BONURG (boite en urgence)             | 2 625,00   | 4 000,00   |
|                                              | Dét: S134 - DISTRI BA (boite alimentaire)         | 300,00     | 700,00     |
|                                              | Dét: 411 - REPANC (repas des anciens)             |            |            |
|                                              | Dét: 411 - REPFOR (repas des anciens 3 demi-jour) | 83 858,34  | 100 000,00 |
| Art: 60632 - F. de petit équipement          |                                                   | 2 521,96   | 3 000,00   |
|                                              | Dét: 02 - ACQUAT (acquisition petit matériel)     | 2 521,96   | 3 000,00   |
| Art: 6132 - Locations immobilières           |                                                   | 9 139,88   | 12 600,00  |
|                                              | Dét: S134 - ACCES                                 | 2 532,79   | 3 000,00   |
|                                              | Dét: S134 - LYUNIEZIER                            | 2 821,06   | 3 200,00   |
|                                              | Dét: S134 - lra                                   | 386,03     | 3 000,00   |
|                                              | Dét: S134 - LTUTIHL                               | 3 400,00   | 3 400,00   |
| Art: 6135 - Location mobilière               |                                                   | 7 514,31   | 7 600,00   |
|                                              | Dét: 01 - PEUGEOT                                 | 7 514,31   | 7 500,00   |
| Art: 61551 - Entretien matériel roulant      |                                                   | 119,98     | 1 000,00   |
|                                              | Dét:                                              | 119,98     | 1 000,00   |
| Art: 6156 - Maintenance                      |                                                   | 4 090,61   | 5 500,00   |
|                                              | Dét: 02 - LOGICIEL                                | 4 090,61   | 5 500,00   |
| Art: 6161 - Primes d'assurances              |                                                   | 318,05     | 400,00     |
|                                              | Dét: 02                                           | 318,05     | 400,00     |
| Art: 6168 - ASSURANCES AUTRES                |                                                   | 6 574,78   | 7 000,00   |
|                                              |                                                   | 6 574,78   | 7 000,00   |
| Art: 6182 - Doc. générale et Technique       |                                                   | 3 549,56   | 4 000,00   |
|                                              | Dét: 02 - DOCCOMI (documentation générale)        | 3 549,56   | 4 000,00   |
| Art: 6188 - Autres frais divers              |                                                   | 656,00     | 8 010,50   |
|                                              | Dét: INFORMATION (frais d'information)            |            | 1 500,00   |
|                                              | Dét: 02                                           |            | 5 510,50   |
|                                              | Dét: 612 - CINEMA (boite personnel 5gtes)         | 656,00     | 1 000,00   |
| Art: 6225 - Indemn. comptable, régisseur     |                                                   | 140,00     | 420,00     |
|                                              | Dét: 6102 - INDEMNITES RECEVEUR                   | 140,00     | 420,00     |
| Art: 6231 - Annonces et insertions           |                                                   | 0,00       | 1 500,00   |
|                                              | Dét: 02                                           | 0,00       | 1 500,00   |
| Art: 6232 - Fêtes et cérémonies              |                                                   | 9 630,32   | 12 600,00  |
|                                              | Dét: 61 - ANIM DIVER (subventions diverses)       | 1 366,24   | 2 600,00   |
|                                              | Dét: 611 - REPANC (repas des anciens)             | 8 244,08   | 10 000,00  |
| Art: 6237 - Publications                     |                                                   | 480,00     | 4 000,00   |
|                                              | Dét: S131 - PUBLICAT                              | 480,00     | 4 000,00   |
| Art: 6251 - Voyages et déplacements          |                                                   | 435,40     | 1 310,30   |
|                                              | Dét: 01 - FRAIS DEP                               | 435,40     | 1 310,30   |
| Art: 6262 - Frais de télécommunication       |                                                   | 1 922,50   | 2 000,00   |
|                                              | Dét: 02 - TELECOM (frais de télécommunication)    | 1 922,50   | 2 000,00   |
| Art: 6281 - Concours divers (cotisations)    |                                                   | 1 765,08   | 4 000,00   |
|                                              | Dét: 01 - CONCOURDIV                              | 1 765,08   | 4 000,00   |
| Chp: 012 - Charges de personnel              |                                                   | 225 519,43 | 245 664,50 |
| Art: 6218 - Autre personnel extérieur        |                                                   | 4 615,50   | 11 689,50  |
|                                              | Dét: 01 - PERSO EXT                               | 4 615,50   | 11 689,50  |
| Art: 6332 - Cotisations au FNAL              |                                                   | 128,81     | 135,00     |
|                                              | Dét: 01 - INDEMNITES RECEVEUR                     | 128,81     | 135,00     |
| Art: 6333 - Participation à la format. prof. |                                                   |            | 0,00       |
| Art: 6336 - Cotisation CNG, CG de la FPT     |                                                   | 2 350,02   | 2 600,00   |
|                                              | Dét: 6104 - INDEMNITES RECEVEUR                   | 2 350,02   | 2 600,00   |
| Art: 6338 - Autres impôts & taxes            |                                                   | 414,83     | 500,00     |
|                                              | Dét: 6103 - INDEMNITES RECEVEUR                   | 414,83     | 500,00     |
| Art: 64111 - Rémunération principale (PT)    |                                                   | 75 048,50  | 78 000,00  |
|                                              | Dét: 6101 - INDEMNITES RECEVEUR                   | 75 048,50  | 78 000,00  |
| Art: 64112 - N.B.J. sup. familial traitement |                                                   | 2 316,81   | 2 500,00   |
|                                              | Dét: 6103 - INDEMNITES RECEVEUR                   | 2 316,81   | 2 500,00   |
| Art: 64118 - Autres indemnités (PT)          |                                                   | 14 374,52  | 16 000,00  |
|                                              | Dét: 6101 - INDEMNITES RECEVEUR                   | 14 374,52  | 16 000,00  |
| Art: 64131 - Rémunération                    |                                                   | 61 388,78  | 64 000,00  |
|                                              | Dét: 6103 - INDEMNITES RECEVEUR                   | 61 388,78  | 64 000,00  |
| Art: 64138 - Autres indemnités               |                                                   | 1 098,67   | 1 200,00   |
|                                              | Dét: 6101 - INDEMNITES RECEVEUR                   | 1 098,67   | 1 200,00   |
| Art: 6451 - Cotisations à l'URSSAF           |                                                   | 30 349,40  | 33 000,00  |
|                                              | Dét: 6102 - INDEMNITES RECEVEUR                   | 30 349,40  | 33 000,00  |
| Art: 6453 - Cotisations cotisations retraite |                                                   | 27 643,80  | 29 000,00  |
| Art: 6454 - Cotisations ASSEDIC              |                                                   | 2 502,67   | 3 000,00   |

|                                                   |                                                                          |            |            |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
|                                                   | Dét: REC - INDEMNITES RECEVEUR                                           | 2 502,67   | 3 000,00   |
| Art: 6456 - Cotisations FNC suppl.fam             |                                                                          | 1 217,00   | 1 400,00   |
|                                                   | Dét: REC - INDEMNITES RECEVEUR                                           | 1 217,00   | 1 400,00   |
| Art: 6475 - Médecine du travail                   |                                                                          | 270,00     | 540,00     |
|                                                   | Dét: REC - INDEMNITES RECEVEUR                                           | 270,00     | 540,00     |
| Art: 6478 - Autres charges sociales diverses      |                                                                          | 1 800,12   | 2 000,00   |
| Chp: 65 - Autres charges gestion courante         |                                                                          | 10 609,47  | 22 700,00  |
| Art: 6561 - Secours d'urgence                     |                                                                          | 2 708,12   | 7 500,00   |
|                                                   | (recours en urgence)<br>Dét: EAU/ GAZ/ ELEC/ BUS/ SPORT/ TELEASS- DIVERS | 2 708,12   | 7 500,00   |
| Art: 6562 - Aides                                 |                                                                          | 237,29     | 300,00     |
|                                                   | Dét: 62- FAMILLE (Mécs la famille)                                       | 237,29     | 300,00     |
| Art: 6568 - Autres secours                        |                                                                          | 51,40      | 1 000,00   |
|                                                   | Dét: 64- CANTINE (restauration collective)                               | 51,40      | 1 000,00   |
| Art: 6574 - Subv. fonct. organ. droit privé       |                                                                          | 7 612,66   | 13 800,00  |
|                                                   | Dét: 5131- FAJ                                                           | 2 438,75   | 2 500,00   |
|                                                   | Dét: 5136- AICO                                                          | 3 689,00   | 3 800,00   |
|                                                   | Dét: 5131 Autres subventions (CEDIFF, DOMI RESEAU)                       | 1 481,00   | 6 000,00   |
|                                                   | DOMI RESEAU                                                              | 631,00     |            |
|                                                   | ELCC                                                                     | 350,00     |            |
|                                                   | ASPS                                                                     | 300,00     |            |
|                                                   | CIDIFF                                                                   | 200,00     | 1 500,00   |
| Art: 658 Charges diverses de la gestion courante  |                                                                          | 3 91       | 100 00     |
| Chp: 67 - Charges exceptionnelles                 |                                                                          | 0,00       | 0,00       |
| Art: 673 - Titres annulés (exerc antér.)          |                                                                          |            |            |
| Art: 678 - Autres charges except.                 | Dét: Titres annulés                                                      |            |            |
| Chp: 023 - Virement à la section d'investissement |                                                                          |            | 0,00       |
|                                                   | Dét: Virement                                                            |            |            |
| Chp: 042 - Opérations d'ordre entre section       |                                                                          | 3 789,78   | 3 473,58   |
| Art: 6811- Dot. amort. immos incorp. & corp       | Dét: Dot. amort.                                                         | 3 789,78   | 3 473,58   |
| TOTAL Fonctionnement - Dépense                    |                                                                          | 394 111,51 | 493 878,68 |





## COMPTES ADMINISTRATIF 2019 - RECETTES

| Chap:002 Excedent antérieur reporté fonc.    |                                                 |            | PREVISIONNEL 2020 |
|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------|-------------------|
| Chap:002 Excedent antérieur reporté fonc.    |                                                 |            | 61 424.00         |
|                                              |                                                 | 17 884.56  | 61 424.00         |
| Chp: 013 - Atténuations de charges           |                                                 |            |                   |
| Art: 6419 - Remboursements sur rémunérations |                                                 | 38 917.00  | 38 917.00         |
|                                              | Dat: 02- REMB RENUM                             | 38 917.00  | 38 917.00         |
| Chp: 70 - Produits des services              |                                                 |            |                   |
| Art: 7031 - Concessions, redev. Funéraires   |                                                 | 111 885.48 | 128 098.00        |
|                                              | Dat: 01- CONCES (concession cimetiére)          | 7 282.25   | 8 000.00          |
| Art: 70878 - Remb. par d'autres redevables   |                                                 |            |                   |
|                                              | Dat: 5234<br>LTUTHIL / LTUROBESY / LTUMEZIER    | 2 310.40   | 2 400.00          |
| Art: 7088 - Autres produits activité annexe  |                                                 | 91 792.83  | 107 198.00        |
|                                              | Dat: 5234- DISTRI BA (distr banque alimentaire) | 1 698.00   | 1 698.00          |
|                                              | Dat: 5234 - NAVETTE (la navette)                | 5 447.00   | 5 500.00          |
|                                              | Dat: 612- PORTAGE (portage de repas à domicile) | 84 647.83  | 100 000.00        |
| Art: 70848                                   |                                                 |            |                   |
|                                              | Dat: 02- PERS.EACT                              | 10 500.00  | 10 500.00         |
|                                              | Thil                                            | 4 500.00   | 4 500.00          |
|                                              | Hussigny                                        | 6 000.00   | 6 000.00          |
| Chp: 74 - Dotations et participations        |                                                 | 272 996.60 | 257 996.60        |
| Art: 74718 - Autres (CDC)                    |                                                 | 52 496.60  |                   |
| Art: 7473 - Subv.département                 | Dat: 02- SUBVDEPART                             | 52 496.60  | 37 496.60         |
| Art: 7474 - Subventions communes             |                                                 | 220 500.00 | 220 500.00        |
|                                              | Dat: 01- SUBVILLE (subvention ville)            | 220 500.00 | 220 500.00        |
| Art: 7475 - Groupements de collectivités     |                                                 |            |                   |
|                                              | Dat:                                            |            |                   |
| Art: 7478 - Autres organismes                |                                                 |            |                   |
| Chp: 75 Autres produits de gestion courante  |                                                 | 0.38       | 100.00            |
| Art: 758 Produits divers de gestion courante |                                                 | 0.38       | 100.00            |
| Chp: 77 - Produits exceptionnels             |                                                 | 13 851.49  | 7 343.28          |
| Art: 7788 - Produits exceptionnels divers    |                                                 |            |                   |
|                                              | Dat: 02                                         | 2 633.75   | 0.00              |
| Art: 773                                     | Dat: Mar allié                                  |            |                   |
| Art: 7713 - Libéralité reçues                | Dat: 01- DON                                    | 3 874.46   |                   |
| Art: 7718 -                                  |                                                 | 7 343.28   | 7 343.28          |
|                                              | Dat: 5235 - ALI (remboursement CAF)             | 7 343.28   | 7 343.28          |
| TOTAL Fonctionnement - Recette               |                                                 | 455 535.51 | 493 878.88        |





## COMPET ADMINISTRATIF 2019 - INVESTISSEMENT

PREVISIONNEL 2020

|                                                 |                 |                 |
|-------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
| Chp : 001 - Solde d'exécution d'inv. reporté    |                 |                 |
| Chp : 21                                        |                 |                 |
| Art: 2183 Mat.de bureau et informatique         | 1 428.00        | 2 300.41        |
| Art: 2184 Mobilier                              | 1 153.80        | 3 000.00        |
| Art: 2188 Autres                                |                 | 2 900.00        |
| Chp : 26 Participat° et créances rattach.       |                 |                 |
| Art : 261                                       |                 |                 |
| Art: 275                                        | 1 500.00        |                 |
| <b>TOTAL- Dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>4 081.80</b> | <b>8 200.41</b> |

| RECETTE D'INVESTISSEMENT 2019                     |                 | RECETTE 2020    |
|---------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
| Chp:021- Virement de la section de fonctionnement |                 |                 |
| Chp : 001 - Solde d'exécution d'inv. reporté      | 4 814.46        | 4 726.83        |
| Art:10222 FCTVA/01-FCTVS                          | 204.39          |                 |
| <b>Chp:040 - Opérations d'ordre entre section</b> | <b>3 789.78</b> | <b>3 473.58</b> |
| Art: 1068 Exédent de fonctionnement               |                 |                 |
| Art: 28183 Amortissements des immo.               | 1358.79         | 1 410.41        |
| Art: 28184 Amortissements des immo.               | 933.54          | 1 048.92        |
| Art: 28188 Amortissements des immo.               | 1497.45         | 1 014.25        |
| <b>TOTAL- Recettes d'ordre d'investissement</b>   | <b>8 808.63</b> | <b>8 200.41</b> |

Rapporteur : M. le Maire

## NATURE DE L'AFFAIRE

### Approbation du Compte de Gestion 2019 - Commune (7.1 Décisions budgétaires)

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 29 juin 2020,  
Concernant l'approbation du compte de gestion par Monsieur Blondet Bernard, receveur, pour la période du 01/01/2019 au 21/07/2019, et par Monsieur Jacquemin Stéphane, receveur, pour le reste de la période ;

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Monsieur Pierrick Spizak, Maire ;

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2019 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant la similitude des résultats rapprochés des comptes administratifs et de gestion

- 1/ statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- 2/ statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;
- 3/ Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'année 2019, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

### Vote du Conseil Municipal :

Pour :

Contre :

Abstention(s) :



**RAPPORT N° 6**  
**Commission Finances**

**Rapporteur : M. le Maire**

**NATURE DE L'AFFAIRE**

**Approbation du Compte de Gestion 2019 - Eau  
(7.1 Décisions budgétaires)**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 29 juin 2020,  
Concernant l'approbation du compte de gestion par Monsieur Blondet Bernard, receveur, pour la période du 01/01/2019 au 21/07/2019, et par Monsieur Jacquemin Stéphane, receveur, pour le reste de la période ;

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Monsieur Pierrick Spizak, Maire ;

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2019 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant la similitude des résultats rapprochés des comptes administratifs et de gestion

- 1/ statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- 2/ statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;
- 3/ Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'année 2019, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :**

**Contre :**

**Abstention(s) :**

**Rapporteur : M. le Maire**

## **NATURE DE L'AFFAIRE**

### **Approbation du Compte de Gestion 2019 - Assainissement (7.1 Décisions budgétaires)**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 29 juin 2020,  
Concernant l'approbation du compte de gestion par Monsieur Blondet Bernard, receveur, pour la période du 01/01/2019 au 21/07/2019, et par Monsieur Jacquemin Stéphane, receveur, pour le reste de la période ;

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Monsieur Pierrick Spizak, Maire ;

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2019 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant la similitude des résultats rapprochés des comptes administratifs et de gestion

- 1/ statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- 2/ statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;
- 3/ Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'année 2019, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

### **Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :**

**Contre :**

**Abstention(s) :**

**RAPPORT N° 8**  
**Commission Finances**

**Rapporteur : M. le Maire**

**NATURE DE L'AFFAIRE**

**Balance du Compte Administratif 2019 - Commune**  
**(7.1 Décisions budgétaires)**

|                                         | <b>INVESTISSEMENT</b><br><b>1</b> | <b>FONCTIONNEMENT</b><br><b>2</b> | <b>TOTAL</b><br><b>3</b> |
|-----------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------------------|
| <b>DEPENSES A</b>                       | 2 711 792.54 €                    | 8 196 774.72 €                    | 10 908 567.26 €          |
| <b>RECETTES B</b>                       | 3 568 197.23 €                    | 9 184 177.44 €                    | 12 752 374.67 €          |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE C = B - A</b> | <b>856 404.69 €</b>               | <b>987 402.72 €</b>               | <b>1 843 807.41 €</b>    |
| <b>RESULTAT 2018 REPORTE D</b>          | -1 036 773.78 €                   | 830 002.54 €                      | -206 771.24 €            |
| <b>RESULTAT DE CLOTURE E = C + D</b>    | <b>-180 369.09 €</b>              | <b>1 817 405.26 €</b>             | <b>1 637 036.17 €</b>    |
| <b>REPORTS</b>                          |                                   |                                   |                          |
| <b>*DEPENSES F</b>                      | 1 359 508.82 €                    |                                   | 1 359 508.82 €           |
| <b>*RECETTES G</b>                      | 754 115.62 €                      |                                   | 754 115.62 €             |
| <b>*SOLDE H = G - F</b>                 | -605 393.20 €                     |                                   | -605 393.20 €            |
| <b>SOLDE GLOBAL I = E + H</b>           | <b>-785 762.29 €</b>              | <b>1 817 405.26 €</b>             | <b>1 031 642.97 €</b>    |

Il est proposé d'affecter :

en section d'investissement : 785 762.29 €  
en section de fonctionnement : 1 031 642.97 €

ETAT DES RESTES A REALISER 2019

DEPENSES  
COMMUNE

| TEC | IMPUTATION | OBJET                                                                                           | DATE       | N°BC           | MONTANT     |
|-----|------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|----------------|-------------|
| TEC | 2031       | MO Accessibilité ERP                                                                            | 29/09/2017 | E n° 1074/2017 | 4 148.40 €  |
| URB | 2031       | étude de programmation aménagement de la traversée de Villerupt entre Thil et Micheville        | 09/12/2013 | E n° 1285/2013 | 3 060.00 €  |
| URB | 2031       | étude de programmation aménagement traversée de Villerupt entre Thil et Micheville              | 09/12/2013 | E n° 1286/2013 | 3 570.00 €  |
| URB | 2031       | étude de programmation aménagement de la traversée de Villerupt entre Thil et Micheville        | 09/12/2013 | E n° 1288/2013 | 2 850.00 €  |
| URB | 2031       | étude de programmation pour l'aménagement de la traversée de Villerupt entre Thil et Micheville | 09/12/2013 | E n° 1292/2013 | 4 030.90 €  |
| URB | 2031       | Missions maîtrise d'œuvre rénovation Cités ouvrières                                            | 30/12/2016 | E n° 1329/2016 | 35 179.50 € |
| URB | 2031       | Mission de maîtrise d'œuvre rénovation de cités ouvrières                                       | 30/12/2016 | E n° 1330/2016 | 3 360.00 €  |
| URB | 2031       | Mission de maîtrise d'œuvre rénovation de cités ouvrières                                       | 30/12/2016 | E n° 1331/2016 | 22 440.00 € |
| TEC | 2031       | Mission de bureau d'études bâtiments pour le diagnostic de l'Eglise Notre Dame de Villerupt     | 18/11/2019 | 2019000252     | 8 640.00 €  |
|     | 2031       |                                                                                                 |            | TOTAL ART.     | 87 278.80 € |
| CLT | 204182     | Fonds de concours pôle culturel                                                                 | 24/10/2019 | 2019000165     | 50 000.00 € |
|     | 204182     |                                                                                                 |            | TOTAL ART.     | 50 000.00 € |
| INF | 2051       | migration EGF                                                                                   | 22/11/2019 | 2019000287     | 2 295.46 €  |
|     | 2051       |                                                                                                 |            | TOTAL ART.     | 2 295.46 €  |
| URB | 2111       | Acquisition de terrain nu rue Pierre SEMARD                                                     | 16/12/2019 | 2019000426     | 24 000.00 € |
|     | 2111       |                                                                                                 |            | TOTAL ART.     | 24 000.00 € |
| TEC | 2116       | Fourniture et pose d'un columbarium                                                             | 02/10/2019 | 2019000039     | 18 200.00 € |
| TEC | 2116       | Reprise concessions/cavurnes                                                                    | 05/08/2019 | E n° 793       | 6 517.00 €  |
| TEC | 2116       | Reprise concessions/cavurnes                                                                    | 16/12/2019 | 2019000420     | 8 800.00 €  |
|     | 2116       |                                                                                                 |            | TOTAL ART.     | 33 517.00 € |
| SPO | 2118       | AMO mise aux normes Delaune                                                                     | 23/05/2017 | E n° 552       | 17 784.00 € |
| SPO | 2118       | MO PLATEAU SPORTIF DELAUNE                                                                      | 23/10/2018 | E n° 1149      | 35 259.48 € |
| SPO | 2118       | MO PLATEAU SPORTIF DELAUNE                                                                      | 29/10/2018 | E n° 1195      | 22 492.92 € |
| SPO | 2118       | MISSION SPS DELAUNE                                                                             | 06/11/2018 | E n° 1214      | 2 569.37 €  |
| SPO | 2118       | CONTROLE TECH + MISSIONS DELAUNE                                                                | 06/11/2018 | E n° 1215      | 3 221.15 €  |



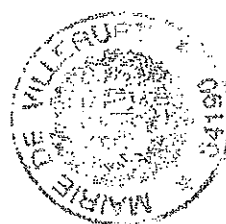
11/17/05 3:00 PM  
 71  
 XEROX  
 12/1/05

| IMPUTATION |       | OBJET | DATE                                                                           | N° EC         | MONTANT        |
|------------|-------|-------|--------------------------------------------------------------------------------|---------------|----------------|
| TEC        | 21568 | 113   | fourniture et pose citerne de défense incendie enterrée et renforcement réseau | 2019000211    | 75 000.00 €    |
|            | 21568 |       |                                                                                | TOTAL ART.    | 102 487.45 €   |
| URB        | 21578 | 824   | mobiliier urbain                                                               | E n° 818      | 3 447.60 €     |
|            | 21578 |       |                                                                                | TOTAL ART.    | 3 447.60 €     |
| INF        | 2183  | 212   | tableau interactif joliot Curie                                                | 2019000386    | 5 688.00 €     |
|            | 2183  |       |                                                                                | TOTAL ART.    | 5 688.00 €     |
| ENS        | 2184  | 212   | mobiliier Curie                                                                | E n° 728      | 5 564.06 €     |
| ENS        | 2184  | 251   | rehausseurs cantine BELARDI                                                    | 2019000225    | 583.78 €       |
| ENS        | 2184  | 422   | mobiliier espace jeunesse                                                      | 2019000324    | 1 011.60 €     |
| FIN        | 2184  | 020   | Chaises salle des mariages                                                     | 2019000378    | 2 100.00 €     |
| ENS        | 2184  | 422   | rehausseur                                                                     | 2019000417    | 200.00 €       |
|            | 2184  |       |                                                                                | TOTAL ART.    | 9 459.44 €     |
| ENS        | 2188  | 251   | Chariot cantine BELARDI                                                        | 2019000130    | 955.26 €       |
| ENS        | 2188  | 422   | appareils numériques Espace Jeunes                                             | 2019000250    | 379.96 €       |
|            | 2188  |       |                                                                                | TOTAL ART.    | 1 335.22 €     |
| SPO        | 2313  | 411   | LOT1 complexe Roux                                                             | E n° 860/2016 | 51 934.57 €    |
|            | 2313  |       |                                                                                | TOTAL ART.    | 51 934.57 €    |
| TEC        | 2315  | 822   | création voirie pompier sur citerne incendie                                   | 2019000212    | 10 000.00 €    |
| TEC        | 2315  | 822   | engagement voirie 2019                                                         | E n° 725      | 34 036.33 €    |
|            | 2315  |       |                                                                                | TOTAL ART.    | 44 036.33 €    |
|            |       |       |                                                                                | TOTAL         | 1 359 508.82 € |

ARRETE LA SOMME DE: UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE NEUF MILLE CINQ CENT HUIT EUROS ET QUATRE VINGT DEUX CENTS

VILLE DE VILLERUPT  
5, Avenue Albert Lebrun  
54190 VILLERUPT

A VILLERUPT, LE 07 JANVIER 2020  
Alain VASONI,  
Maire  
Vice-Président de la CCPHVA,  
Conseiller Départemental de Meurthe-et-Moselle.



VISA DU COMPTABLE  
Centre des Finances Publiques  
Associations de Longwy Collectivités  
14 Avenue André Malraux  
54190 LONGWY CEDEX  
Tél : 03 83 24 28 72  
Courriel : cfp@ccphva.finances.gouv.fr

## ETAT DES RESTES A REALISER 2019

RECETTES  
COMMUNE

| IMPUTATION   | OBJET                                                                                                             | JUSTIFICATION            | DATE       | MONTANT      |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|------------|--------------|
| TEC 1341 01  | DETR MISE EN ACCESSIBILITE ERP                                                                                    | Arrêté du 09/07/2018     | 08/10/2018 | 31 240.00 €  |
| TEC 1341 01  | DETR SECUR. RUES ROBESP. MERLES                                                                                   | Arrêté du 09/07/2018     | 08/10/2018 | 77 476.00 €  |
| TEC 1341 020 | DETR ACCESSIBILITE                                                                                                | Arrêté du 24/05/2017     | 13/04/2018 | 29 860.00 €  |
| SPO 1341 412 | DETR DELAUNE                                                                                                      | Arrêté du 25/06/2019     | 07/10/2019 | 164 364.00 € |
| 1341         |                                                                                                                   |                          | TOTAL ART. | 302 940.00 € |
| TEC 1347 020 | FONDS SOUTIEN ACCESSIBILITE DES ERP                                                                               | Arrêté du 13/06/2017     | 13/04/2018 | 80 572.00 €  |
| 1347         |                                                                                                                   |                          | TOTAL ART. | 80 572.00 €  |
| URB 1381 824 | Participation financière EPA Alzette-Belval maîtrise d'œuvre cités de Micheville, Saint Ernest et Pouyer-Quertier | Convention du 13/09/2016 | 14/04/2017 | 29 965.62 €  |
| 1381         |                                                                                                                   |                          | TOTAL ART. | 29 965.62 €  |
| SPO 1382 412 | Participation financière Région Projet Delaune                                                                    | Décision du 17/05/2019   | 07/10/2019 | 160 030.00 € |
| 1382         |                                                                                                                   |                          | TOTAL ART. | 160 030.00 € |
| SPO 1383 412 | Participation financière Département Projet Delaune                                                               | Décision du 08/07/2019   | 07/10/2019 | 40 608.00 €  |
| SPO 1383 412 | Participation financière Département Projet Delaune                                                               | Décision du 08/07/2019   | 07/10/2019 | 100 000.00 € |
| 1383         |                                                                                                                   |                          | TOTAL ART. | 140 608.00 € |
| SPO 1388 412 | Participation financière FFF Projet Delaune                                                                       | Décision du 28/06/2019   | 07/10/2019 | 20 000.00 €  |
| SPO 1388 412 | Participation financière FFF Projet Delaune                                                                       | Décision du 28/06/2019   | 07/10/2019 | 20 000.00 €  |
| 1388         |                                                                                                                   |                          | TOTAL ART. | 40 000.00 €  |
|              |                                                                                                                   |                          |            | 754 115.62 € |

ARRETE LA SOMME DE: SEPT CENT CINQUANTE QUATRE MILLE CENT QUINZE EUROS ET SOIXANTE DEUX CENTS

VILLE DE VILLERUPT  
5, Avenue Albert Lebrun  
54190 VILLERUPT

VISA DU COMPTABLE

Centre des Finances Publiques  
Trésorerie de LONGVY Collectivités  
14 avenue André Malraux  
54 401 LONGVY CEDEX  
Tel : 03 82 24 28 72  
Courriel: 1054045@dgfp.finances.gouv.fr

A VILLERUPT, LE 06 JANVIER 2020

Alain CASONI,

Maire

Vice-Président de la CCPHVA,

Conseiller Départemental de Meurthe-et-Moselle.



## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Compte Administratif 2019 - Commune (7.1 Décisions budgétaires)**

Vu les avis favorables de la Commission Finances et Administration Générale en date du 09 mars 2020 et de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierrick SPIZAK, Président de la Commission Finances,

Le Conseil Municipal, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2019 du Budget Communal, dressé par Monsieur Alain CASONI, Maire sortant,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

**APPROUVE** le compte administratif 2019 du Budget Communal.

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 09 MARS : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 09 mars :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) :**

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :      Contre :      Abstention(s) :**

Rapporteur : M. le Maire

## NATURE DE L'AFFAIRE

### Balance du Compte Administratif 2019 - Eau (7.1 Décisions budgétaires)

|                                     | INVESTISSEMENT<br>1 | FONCTIONNEMENT<br>2 | TOTAL<br>3    |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------|
| DEPENSES A                          | 333 413.09 €        | 154 927.14 €        | 488 340.23 €  |
| RECETTES B                          | 463 794.29 €        | 277 983.88 €        | 741 778.17 €  |
| RESULTAT DE<br>L'EXERCICE C = B - A | 130 381.20 €        | 123 056.74 €        | 253 437.94 €  |
| RESULTAT 2018<br>REPORTE D          | -132 168.84 €       | 104 673.43 €        | -27 495.41 €  |
| RESULTAT DE<br>CLOTURE E = C + D    | -1 787.64 €         | 227 730.17 €        | 225 942.53 €  |
| REPORTS                             |                     |                     |               |
| *DEPENSES F                         | 100 387.08 €        |                     | 100 387.08 €  |
| *RECETTES G                         |                     |                     | 0.00 €        |
| *SOLDE H = G - F                    | -100 387.08 €       |                     | -100 387.08 € |
| SOLDE GLOBAL<br>I = E + H           | -102 174.72 €       | 227 730.17 €        | 125 555.45 €  |

Il est proposé d'affecter une partie de l'excédent de fonctionnement en investissement, soit: 102 174.72 €

Il est proposé d'affecter le reste de l'excédent de fonctionnement en fonctionnement, soit: 125 555.45 €



# ETAT DES RESTES A REALISER 2019

## DEPENSES

### EAU

| FIN | IMPUTATION | OBJET                                                                                      | DATE       | N°BC       | MONTANT      |
|-----|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|--------------|
| FIN | 2315 911   | travaux bouclage réseau                                                                    | 20/12/2018 | E n° 12    | 36 363.64 €  |
| FIN | 2315 911   | travaux périmètre captage                                                                  | 20/12/2018 | E n° 13    | 23 035.45 €  |
| FIN | 2315 911   | Travaux EPA victor Hugo suppression chambre à vannes et modification réseau cité D'Agostin | 02/10/2019 | 2019000043 | 3 574.00 €   |
| FIN | 2315 911   | engagement marché EAU cité Goulotte                                                        | 21/10/2019 | 2019000131 | 30 113.99 €  |
| FIN | 2315 911   | Réfection forage ST ERNEST                                                                 | 04/11/2019 | 2019000189 | 7 300.00 €   |
|     |            |                                                                                            |            | TOTAL      | 100 387.08 € |

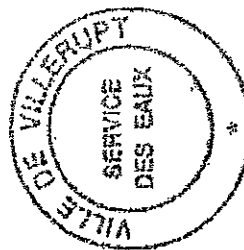
ARRETE LA SOMME DE: CENT MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT SEPT EUROS ET HUIT CENTS

VILLE DE VILLERUPT  
5, Avenue Albert Lebrun  
54190 VILLERUPT

VISA DU COMPTABLE

Centre des Finances Publiques  
Trésorerie de LONGWY Collectivités  
14 avenue André Malraux  
54 404 LONGWY CEDEX  
Tel: 03 83 24 28 72  
Courriel: 1054045@cgfp.finances.gouv.fr

VILLERUPT, LE 07 JANVIER 2020  
Alain CASONI,  
Maire,  
Vice-président de la CCPHVA,  
Conseiller Départemental de Meurthe-et-Moselle.



## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Compte Administratif 2019- Eau (7.1 Décisions budgétaires)**

Vu les avis favorables de la Commission Finances et Administration Générale en date du 09 mars 2020 et de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierrick SPIZAK, Président de la Commission Finances,

Le Conseil Municipal, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2019 du Service des Eaux, dressé par Monsieur Alain CASONI, Maire sortant,

A L'UNANIMITE

A LA MAJORITE

APPROUVE le compte administratif 2019 du Service des Eaux.

**AVIS DE LA COMMISSION DU 09 MARS : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 09 mars :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) :**

**AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :      Contre :      Abstention(s) :**

Rapporteur : M. Le Maire

### NATURE DE L'AFFAIRE

#### Balance du Compte Administratif 2019 - Assainissement (7.1 Décisions budgétaires)

|                                     | INVESTISSEMENT<br>1 | FONCTIONNEMENT<br>2 | TOTAL<br>3    |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------|
| DEPENSES A                          | 289 386.49 €        | 159 745.96 €        | 449 132.45 €  |
| RECETTES B                          | 598 644.31 €        | 254 923.42 €        | 853 567.73 €  |
| RESULTAT DE<br>L'EXERCICE C = B - A | 309 257.82 €        | 95 177.46 €         | 404 435.28 €  |
| RESULTAT 2018<br>REPORTE D          | -93 210.05 €        | 113 838.98 €        | 20 628.93 €   |
| RESULTAT DE<br>CLOTURE E = C + D    | 216 047.77 €        | 209 016.44 €        | 425 064.21 €  |
| REPORTS                             |                     |                     |               |
| *DEPENSES F                         | 168 648.95 €        |                     | 168 648.95 €  |
| *RECETTES G                         |                     |                     | 0.00 €        |
| *SOLDE H = G - F                    | -168 648.95 €       |                     | -168 648.95 € |
| SOLDE GLOBAL<br>I = E + H           | 47 398.82 €         | 209 016.44 €        | 256 415.26 €  |

# ETAT DES RESTES A REALISER 2019

## DEPENSES ASSAINISSEMENT

| IMPUTATION   | OBJET                                        | DATE                  | N° BC      | MONTANT      |
|--------------|----------------------------------------------|-----------------------|------------|--------------|
| FIN 2315 912 | travaux réseaux                              | 20/12/2018 E n° 48    |            | 5 109.00 €   |
| FIN 2315 912 | ASSAINISSEMENT CURIQUE MICHEVILLE            | 20/12/2018 E n° 49    |            | 61 441.60 €  |
| FIN 2315 912 | Marché entretien réseau assainissement       | 23/10/2019 2019000143 |            | 43 000.00 €  |
| FIN 2315 912 | renforcement réseau assainissement rue Marat | 18/11/2019 2019000269 |            | 59 098.35 €  |
|              |                                              |                       | TOTAL ART. | 168 648.95 € |

ARRETE LA SOMME DE: CENT SOIXANTE HUIT MILLE SIX CENT QUARANTE HUIT EUROS ET QUATRE VINGT QUINZE CENTS

VILLE DE VILLERUPT  
5, Avenue Albert Lebrun  
54190 VILLERUPT

VISA DU COMPTABLE

A VILLERUPT, LE 07 JANVIER 2020  
Alain CASONI,  
Maire  
Vice-Président de la CCPHVA,  
Conseiller Départemental de Meurthe-et-Moselle.

Centre des Finances Publiques  
Trésorerie de LONGWY Collectivités  
14 avenue André Malraux  
54100 LONGWY CEDEX  
Tél/ 03 82 24 28 72  
Courriel: t054045@dgfp.finances.gouv.fr

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Compte Administratif 2019 - Assainissement (7.1 Décisions budgétaires)**

Vu les avis favorables de la Commission Finances et Administration Générale en date du 09 mars 2020 et de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierrick SPIZAK, Président de la Commission Finances,

Le Conseil Municipal, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2019 du Service de l'Assainissement, dressé par Monsieur Alain CASONI, Maire sortant,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

**APPROUVE** le compte administratif 2019 du Service de l'Assainissement.

**AVIS DE LA COMMISSION DU 09 MARS : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 09 mars :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) :**

**AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :      Contre :      Abstention(s) :**



Rapporteur : M. le Maire

## NATURE DE L'AFFAIRE

### Affectation du résultat 2019 – Commune (7.1 Décisions budgétaires)

#### Exposé :

Après examen de la balance du Compte Administratif 2019, la clôture de l'exercice laisse apparaître :

Un excédent de fonctionnement de : 1 817 405.26 €  
Un déficit d'investissement de : 180 369.09 €

#### Proposition :

Il est proposé pour le Budget Primitif 2020,

D'affecter une partie de l'excédent de fonctionnement en investissement, pour combler le déficit constaté après prise en compte des restes à réaliser, soit : 785 762.29 € ;

D'affecter la différence, soit : 1 031 642.97 €, en fonctionnement.

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Affectation du résultat 2019 - Commune (7.1 Décisions budgétaires)**

Vu les avis favorables de la Commission Finances et Administration Générale en date du 09 mars 2020 et de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Vu la balance du Compte Administratif,

Considérant que la clôture de l'exercice 2019 du budget communal laisse apparaître :

|                                  |                |
|----------------------------------|----------------|
| Un excédent de fonctionnement de | 1 817 405.26 € |
| Un déficit d'investissement de   | 180 369.09 €   |

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierrick SPIZAK, Président de la Commission Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

DECIDE d'affecter une partie de l'excédent de fonctionnement en investissement pour combler le déficit constaté après prise en compte des restes à réaliser, soit 785 762.29 € (art.1068),  
D'affecter la différence, soit 1 031 642.97 € (art.002), en fonctionnement.

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 09 MARS : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 09 mars:**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) :**

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :      Contre :      Abstention(s) :**

Rapporteur : M. le Maire

## NATURE DE L'AFFAIRE

### Affectation du résultat 2019- Eau (7.1 Décisions budgétaires)

#### Exposé :

Après examen de la balance du Compte Administratif 2019, la clôture de l'exercice laisse apparaître :

Un excédent de fonctionnement de : 227 730.17 €  
Un déficit d'investissement de : 1 787.64 €

#### Proposition :

Il est proposé pour le Budget Primitif 2020,

D'affecter une partie de l'excédent de fonctionnement en investissement pour combler le déficit constaté après prise en compte des restes à réaliser, soit 102 174.72 € ;

D'affecter la différence en fonctionnement, soit 125 555.45 €.

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Affectation du résultat 2019 - Eau (7.1 Décisions budgétaires)**

Vu les avis favorables de la Commission Finances et Administration Générale en date du 09 mars 2020 et de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Vu la balance du Compte Administratif,

Considérant que la clôture de l'exercice 2019 du budget de l'eau laisse apparaître :

|                                  |              |
|----------------------------------|--------------|
| Un excédent de fonctionnement de | 277 730.17 € |
| Un déficit d'investissement de   | 1 787.64 €   |

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierrick SPIZAK, Président de la Commission Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

DECIDE d'affecter une partie de l'excédent de fonctionnement en investissement pour combler le déficit constaté après prise en compte des restes à réaliser, soit 102 174.72 € (art.1068),  
D'affecter la différence en fonctionnement, soit 125 555.45 € (art.002).

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 09 MARS : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 09 mars :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) :**

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :      Contre :      Abstention(s):**

Rapporteur : M. le Maire

## NATURE DE L'AFFAIRE

### Affectation du résultat 2019 - Assainissement (7.1 Décisions budgétaires)

#### Exposé :

Après examen de la balance du Compte Administratif 2019, la clôture de l'exercice laisse apparaître :

Un excédent de fonctionnement de : 209 016.44 €

Un excédent d'investissement de : 216 047.77 €

#### Proposition :

Il est proposé pour le Budget Primitif 2020,

De reporter l'excédent de fonctionnement en fonctionnement, soit 209 016.44 €.

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Affectation du résultat 2019 - Assainissement (7.1 Décisions budgétaires)**

Vu les avis favorables de la Commission Finances et Administration Générale en date du 09 mars 2020 et de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Vu la balance du Compte Administratif,

Considérant que la clôture de l'exercice 2019 du budget de l'assainissement laisse apparaître :

Un excédent de fonctionnement de : 209 016.44 €

Un excédent d'investissement de : 216 047.77 €

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierrick SPIZAK, Président de la Commission Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

**DECIDE** De reporter l'excédent de fonctionnement en fonctionnement, soit 209 016.44 € (art.002).

**AVIS DE LA COMMISSION DU 09 MARS : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 09 mars :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) :**

**AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :      Contre :      Abstention(s) :**

EC \_ 23/06/2020



Rapporteur : M. le Maire

## NATURE DE L'AFFAIRE

**Vote de subventions et cotisations diverses  
(7.5.2 Subventions inférieures à 23 000 euros)**

### **Proposition :**

Il est demandé de bien vouloir se prononcer sur l'attribution des subventions et cotisations diverses suivantes, qui seront imputées au chapitre et aux articles indiqués.

| DESIGNATION                                                                  | Adresse        | Code<br>Fonction         | Chapitre<br>Article         | 2020             |
|------------------------------------------------------------------------------|----------------|--------------------------|-----------------------------|------------------|
| <b>COMMISSION FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE</b>                        |                |                          |                             |                  |
| Union Locale C.G.T. Retraités                                                | Villerupt      | 025                      | 65/6574                     | 915,00           |
| C.G.T. Communaux                                                             | Villerupt      | 025                      | 65/6574                     | 366,00           |
| Amicale des sapeurs pompiers                                                 | Villerupt      | 113                      | 65/6575                     | 1 700,00         |
| Comité de gestion des œuvres sociales                                        | Villerupt      | 520                      | 65/6574                     | 12 000,00        |
| Amicale du Personnel                                                         | Villerupt      | 520                      | 65/6574                     | 14 846,00        |
| <b>TOTAL COMMISSION</b>                                                      |                |                          |                             | <b>29 827,00</b> |
| <b>DESIGNATION</b>                                                           | <b>Adresse</b> | <b>Code<br/>Fonction</b> | <b>Chapitre<br/>Article</b> | <b>2020</b>      |
| <b>COMMISSION CULTURE ET ECHANGES INTERNATIONAUX</b>                         |                |                          |                             |                  |
| APALVA                                                                       | Villerupt      | 33                       | 65/6574                     | 16 044,00        |
| Comité des Fêtes                                                             | Villerupt      | 33                       | 65/6574                     | 13 555,00        |
| Amicale Franco Italienne                                                     | Villerupt      | 025                      | 65/6574                     | 508,00           |
| ARULEF - LORENA                                                              | Villerupt      | 025                      | 65/6574                     | 354,00           |
| Unione Lavoratori Emigrati Veneti (ULEV)                                     | Villerupt      | 025                      | 65/6574                     | 185,00           |
| Office de Tourisme de Longwy                                                 | Longwy         | 95                       | 65/6574                     | 100,00           |
| M.I.H                                                                        | Villerupt      | 025                      | 65/6574                     | 80,00            |
| AFPS Section Thil-Villerupt                                                  | Villerupt      | 025                      | 65/6574                     | 80,00            |
| Radio Aria                                                                   | Longwy         | 023                      | 65/6574                     | 50,00            |
| Ass.Des Mutués Combattants (AMC)                                             | Villerupt      | 025                      | 65/6574                     | 267,00           |
| Ass.Républicaine des Anciens Combattants (ARAC)                              | Villerupt      | 025                      | 65/6574                     | 267,00           |
| Fédération Nationale des Anciens d'Algérie (FNACA)                           | Villerupt      | 025                      | 65/6574                     | 267,00           |
| Chorale Des Frontières                                                       | Villerupt      | 025                      | 65/6574                     | 80,00            |
| Fédération Nationale des Déportés, Internés et Résistants Politiques(FNDIRP) | Villerupt      | 025                      | 65/6574                     | 267,00           |
| Club des 6 (Fonds d'Initiative Citoyenne)                                    | Villerupt      | 33                       | 65/6574                     | 1 000,00         |
| Hussigny AIH                                                                 | Hussigny       | 025                      | 65/6574                     | 100,00           |
| Cités unies France - programme JER-EST                                       | Paris          | 025                      | 65/6574                     | 750,00           |
| <b>TOTAL COMMISSION</b>                                                      |                |                          |                             | <b>33 954,00</b> |
| <b>DESIGNATION</b>                                                           | <b>Adresse</b> | <b>Code<br/>Fonction</b> | <b>Chapitre<br/>Article</b> | <b>2020</b>      |
| <b>COMMISSION ENSEIGNEMENT - ENFANCE</b>                                     |                |                          |                             |                  |
| Fédération des Conseils de Parents d'Elevés (FCPE)                           | Villerupt      | 212                      | 65/6574                     | 516,00           |
| Délégués Départementaux de l'Education Nationale (DDEN)                      | Villerupt      | 212                      | 65/6574                     | 75,00            |
| Foyer socio-éducatif du Collège de Villerupt                                 | Villerupt      | 22                       | 65/65737                    | 1 540,00         |
| USEP                                                                         | Villerupt      | 212                      | 65/6574                     | 800,00           |
| <b>TOTAL COMMISSION</b>                                                      |                |                          |                             | <b>2 931,00</b>  |

| DESIGNATION                                                                 | Adresse           | Code<br>Fonction         | Chapitre<br>Article         | 2020              |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------------|-----------------------------|-------------------|
| <b>COMMISSION SOLIDARITE - SANTE - INSERTION</b>                            |                   |                          |                             |                   |
| Amicale des Donneurs de Sang                                                | Villerupt         | 510                      | 65/6574                     | 400,00            |
| SOS Amitié Metz Lorraine                                                    | Metz              | 025                      | 65/6574                     | 200,00            |
| Association des paralysés de France                                         | Nancy             | 524                      | 65/6574                     | 300,00            |
| Union Locale des Personnes Agées Retraitées                                 | Villerupt         | 61                       | 65/6574                     | 3 000,00          |
| Instance locale gérontologique et coordination Villerupt et environs (ILGC) | Villerupt         | 61                       | 65/6574                     | 1 000,00          |
| Consommation Logement et Cadre de Vie (CLCV)                                | Villerupt         | 524                      | 65/6574                     | 735,00            |
| F.N.A.T.H. & Environs                                                       | Villerupt         | 521                      | 65/6574                     | 370,00            |
| Société Française de la Croix Bleue                                         | Chenieres         | 524                      | 65/6574                     | 80,00             |
| Secours catholique                                                          | Villers-les-Nancy | 025                      | 65/6574                     | 150,00            |
| AEIM                                                                        |                   | 521                      | 65/6574                     | 200,00            |
| <b>TOTAL COMMISSION</b>                                                     |                   |                          |                             | <b>6 435,00</b>   |
| <b>DESIGNATION</b>                                                          | <b>Adresse</b>    | <b>Code<br/>Fonction</b> | <b>Chapitre<br/>Article</b> | <b>2020</b>       |
| <b>COMMISSION SPORTS - LOISIRS</b>                                          |                   |                          |                             |                   |
| Association Sportive du Collège de VILLERUPT                                | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 700,00            |
| Aéro Club Nord Lorraine Aviation                                            | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 200,00            |
| Aéro Club Nord Lorraine Aéromodélisme                                       | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 200,00            |
| Association Communale de Chasse                                             | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 150,00            |
| Billard-Club Villerupt-Audun                                                | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 200,00            |
| GASAVA                                                                      | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 965,00            |
| Para-Club Nord-Lorraine                                                     | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 200,00            |
| Villerupt Tous Temps                                                        | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 2 035,00          |
| Boxing Club                                                                 | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 6 294,00          |
| Handball Club Villerupt                                                     | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 7 549,00          |
| Judo 3 Frontières                                                           | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 6 458,00          |
| Karaté Shotokan                                                             | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 3 094,00          |
| Tennis Club                                                                 | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 1 955,00          |
| Twirling Club                                                               | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 1 300,00          |
| Villerupt Natation                                                          | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 11 599,00         |
| Office Municipal des Sports                                                 | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 8 000,00          |
| Triathlon Grand Villerupt                                                   | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 8 457,00          |
| Société Tir Errouville Villerupt                                            | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 1 467,00          |
| AMP Villerupt Micheville                                                    | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 200,00            |
| Body Fitness                                                                | Villerupt         | 411                      | 65/6574                     | 200,00            |
| <b>TOTAL COMMISSION</b>                                                     |                   |                          |                             | <b>61 223,00</b>  |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                        |                   |                          |                             | <b>134 370,00</b> |

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Vote de subventions et cotisations diverses (7.5.2. Subventions inférieures à 23 000 euros)**

Vu les avis favorables des commissions et l'avis favorable de la commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierrick SPIZAK, Président de la Commission Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

**APPROUVE** l'attribution des subventions et cotisations diverses figurant sur la liste jointe au rapport.

**AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7                      Contre :                      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :                      Contre :                      Abstention(s) :**

RAPPORT N° 15  
Commission Finances

Rapporteur : M. le Maire

**NATURE DE L'AFFAIRE**  
**Vote de subventions et cotisations diverses**  
**(7.5.1 Subventions supérieures à 23 000 euros)**

**Proposition :**

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur l'attribution des subventions et cotisations diverses suivantes, qui seront imputées au chapitre et aux articles indiqués.

| DESIGNATION                                   | Adresse   | Code<br>Fonction | Chapitre<br>Article | 2020       |
|-----------------------------------------------|-----------|------------------|---------------------|------------|
| COMMISSION CULTURE ET ECHANGES INTERNATIONAUX |           |                  |                     |            |
| MJC                                           | Villerupt | 33               | 65/6574             | 165 000.00 |
| Pôle de l'image                               | Villerupt | 33               | 65/6574             | 37 700.00  |
| TOTAL COMMISSION                              |           |                  |                     | 202 700.00 |
| DESIGNATION                                   | Adresse   | Code<br>Fonction | Chapitre<br>Article | 2020       |
| COMMISSION SOLIDARITE - SANTE - INSERTION     |           |                  |                     |            |
| Centre Communal d'Action Sociale              | Villerupt | 520              | 65/657362           | 220 500.00 |
| TOTAL COMMISSION                              |           |                  |                     | 220 500.00 |
| DESIGNATION                                   | Adresse   | Code<br>Fonction | Chapitre<br>Article | 2020       |
| COMMISSION SPORTS - LOISIRS                   |           |                  |                     |            |
| Entente Sportive Villerupt-Thil               | Villerupt | 411              | 65/6574             | 35 450.00  |
| TOTAL COMMISSION                              |           |                  |                     | 35 450.00  |
| TOTAL GENERAL                                 |           |                  |                     | 458 650.00 |



## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Vote de subventions et cotisations diverses (7.5.1. Finances locales/Subventions supérieures à 23 000 euros)**

Vu les avis favorables des commissions et l'avis favorable de la commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierrick SPIZAK, Président de la Commission Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

**APPROUVE** l'attribution des subventions et cotisations diverses figurant sur la liste jointe au rapport.

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7                      Contre :                      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :                      Contre :                      Abstention(s):**

Rapporteur : M. le Maire

## NATURE DE L'AFFAIRE

### Vote des taux d'imposition (7.2.1. Vote des taux d'imposition)

#### Exposé :

L'état n°1259 COM notifiant les bases prévisionnelles pour 2020 est présenté.  
Compte tenu de la réforme de la fiscalité directe locale prévue par l'article 16 de la loi de finances pour 2020, les taux communaux de taxe d'habitation sont gelés en 2020 à hauteur des taux 2019, ce qui conduit les communes à ne pas voter de taux de taxe d'habitation en 2020.

#### Proposition :

Il est proposé de se prononcer sur les taux suivants pour 2020 :

|                            | 2019    | 2020    |
|----------------------------|---------|---------|
| - Taxe foncière (bâti)     | 25.90 % | 25.90 % |
| - Taxe foncière (non bâti) | 98.01 % | 98.01 % |

**AVIS DE LA COMMISSION DU 09 MARS : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 09 mars :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) :**

**AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :      Contre :      Abstention(s) :**

COMMUNE : 580 VILLERUPT

ARRONDISSEMENT : 54 VAL DE BRIEY

TRESORERIE SPL : TRESORERIE DE LONGWY-VILLERUPT

N° 1259 COM (1)

TAUX  
FDL  
2020



# ETAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2020

## I - RESSOURCES FISCALES A TAUX CONSTANTS

|                                                                | Bases d'imposition<br>effectives 2019<br>1 | Taux d'imposition<br>communaux de 2019<br>2 | Taux d'imposition<br>plafonnés 2020<br>3 | Bases d'imposition<br>prévisionnelles 2020<br>4 | Produits à taux constants<br>(col.4 x col.2 ou col.3)<br>5 |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| Taxe d'habitation.....                                         | 8 919 041                                  | 20,39                                       | >>>                                      | 8 976 000                                       | 1 830 206                                                  |
| Taxe foncière (bâti).....                                      | 6 847 109                                  | 25,90                                       | >>>                                      | 6 968 000                                       | 1 804 712                                                  |
| Taxe foncière (non bâti).....                                  | 53 937                                     | 98,01                                       | >>>                                      | 53 300                                          | 52 239                                                     |
| CFE.....                                                       |                                            |                                             | >>>                                      |                                                 | 0                                                          |
| Bases de taxe d'habitation relatives aux logements vacants : 4 |                                            | 126 599                                     |                                          |                                                 |                                                            |
| Bases de taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 4b |                                            | >>>                                         |                                          |                                                 |                                                            |
|                                                                |                                            |                                             |                                          | Total :                                         | 1 856 951                                                  |

## II - DECISIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### 1. PRODUIT DES TAXES DIRECTES LOCALES ATTENDU POUR 2020 5

|                                              |   |         |   |                                  |   |                      |   |                  |   |                    |   |                                                                          |           |
|----------------------------------------------|---|---------|---|----------------------------------|---|----------------------|---|------------------|---|--------------------|---|--------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Produit nécessaire à l'équilibre du budget 6 | - | 279 510 | - | Produit des IFER 6               | - | Produit de la CVAE 8 | - | TASCOM 10        | - | DCRTP 11           | - | Produit prévisionnel de TH 12                                            | 1 830 206 |
| Total allocations compensatrices             |   |         |   | Produit taxe additionnelle FNB 7 |   | 49 140               | + | Versement GIR 11 |   | Prélèvement GIR 11 |   | Produit attendu de la fiscalité directe locale (à reporter colonne 7) 13 |           |
|                                              |   |         |   |                                  |   |                      |   |                  |   |                    |   | Produit attendu de la majoration TH des résidences secondaires 15        |           |

### 2. CALCUL DES TAUX 2020 PAR APPLICATION DE LA VARIATION PROPORTIONNELLE

| Taux de référence de 2019 (col.2 ou 3) 6                                                                       | COEFFICIENT DE VARIATION PROPORTIONNELLE 7 | Taux de référence 2020 (col.6 x col.8) 9         | 3. TAUX VOTES 10 | Bases d'imposition prévisionnelles 2020 11 | Produit correspondant (col.10 x col.11) 12 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------------|------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------|
| Taxe foncière.....                                                                                             | 25,90                                      |                                                  |                  |                                            |                                            |
| Taxe foncière (non bâti).....                                                                                  | 98,01                                      |                                                  |                  |                                            |                                            |
| CFE.....                                                                                                       | >>>                                        |                                                  |                  |                                            |                                            |
|                                                                                                                |                                            | Produit attendu                                  |                  |                                            |                                            |
|                                                                                                                |                                            | 1 856 951                                        |                  | 6 968 000                                  |                                            |
|                                                                                                                |                                            | Produit à taux constants (hors TH) (6 décimales) |                  | 53 300                                     |                                            |
| La diminution sans lien des taux a-t-elle été décidée en 2020 ? (indiquer OUI/NON dans la cellule ci-contre) : |                                            |                                                  |                  |                                            | Produit fiscal attendu                     |

A. NANCY

Le préfet,

Le DIRECTEUR DEP. DES FINANCES PUBLIQUES

DOMINIQUE BABEAU

le 09 MARS 2020

A

Le maire,

le

MINISTÈRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS

FEUILLET A RETOURNER AUX SERVICES PREFECTORAUX EN TROIS EXEMPLAIRES,  
ACCOMPAGNÉ DE LA DÉLIBÉRATION DE VOTE DES TAUX

COMMUNE : 580 VILLERUPT

ARRONDISSEMENT : 54 VAL DE BRIEY

TRESORERIE SPL :

TRESORERIE DE LONGWY-VILLERUPT



N° 1259 COM (2)

TAUX

FDL

2020

## ETAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2020

## III - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

## 1. DETAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES 13

|                                                       |         |
|-------------------------------------------------------|---------|
| Taxe d'habitation :                                   | 269 241 |
| Taxe foncière (bâti) :                                |         |
| a. Personnes de condition modeste                     | 5 512   |
| b. Baux à réhabilitation et autres allocations        | 0       |
| c. Exonération de longue durée (logements sociaux)    | 3 101   |
| Taxe foncière (non bâti) :                            | 1 656   |
| Taxe professionnelle / CFE :                          |         |
| a. Réduction des bases des créations d'établissements | 0       |
| b. Exonération en zones d'aménagement du territoire   |         |
| c. Autres allocations                                 | 0       |
| Dotation pour perte de THLV :                         |         |

## 2. BASES NON TAXEES 14

|                                                         |       |
|---------------------------------------------------------|-------|
| Base exonérée par le conseil municipal                  |       |
| Taxe foncière (bâti)                                    |       |
| Taxe foncière (non bâti)                                |       |
| Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)               |       |
| Base exonérée par la loi                                |       |
| Taxe foncière (bâti)                                    |       |
| Taxe foncière (non bâti)                                |       |
| Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)               |       |
| Base exonérée par la loi au titre des terres agricoles  | 3 505 |
| 3. CVAE 15                                              |       |
| a. CVAE : part nette versée par les entreprises         | >>>   |
| b. CVAE : part dégrèvée                                 |       |
| c. CVAE : part relative aux exonérations compensées     |       |
| d. CVAE : part relative aux exonérations non compensées |       |

## 4. PRODUIT DES IFR 16

|                              |  |
|------------------------------|--|
| Éoliennes & hydroléennes     |  |
| Centrales électriques        |  |
| Centrales photovoltaïques    |  |
| Centrales hydrauliques       |  |
| Transformateurs              |  |
| Stations radioélectriques    |  |
| Gaz - Stockage, transport... |  |

## 5. ELEMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX 16

|                           | Taux moyens communaux de 2019, au niveau départemental 14 |       | Taux 2019 des EPCI 16 | Taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2020 (col.15 - col.16) 17 |
|---------------------------|-----------------------------------------------------------|-------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------|
|                           | national 13                                               | 14    |                       |                                                                          |
| Taxe foncière (bâti)..... | 21,59                                                     | 18,64 | 1,20000               | 52,78                                                                    |
| Taxe foncière (non bâti). | 49,72                                                     | 27,51 | 4,17000               | 120,13                                                                   |
| CFE.....                  | >>>                                                       | >>>   | >>>                   | >>>                                                                      |

## MAJORATION SPECIALE DU TAUX DE CFE 17

|                                                                                                                                                        |       |                                                           |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-----------------------------------------------------------|-----|
| Taux communal majoré à ne pas dépasser                                                                                                                 | >>>   | Taux maximum de la majoration spéciale                    | >>> |
| Taux moyen pondéré des taxes foncières de 2019 : national                                                                                              | >>>   | Taux moyen pondéré des taxes foncières de 2019 : communal | >>> |
| Taux de CFE perçue en 2019 par la communauté d'agglomération, la communauté urbaine ou de communes ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique | 25,37 |                                                           |     |

## DIMINUTION SANS LIEN 18

|                                                                                       |  |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--|
| Année au titre de laquelle la diminution sans lien a été appliquée                    |  |
| Année au titre de laquelle les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés |  |

Rapporteur : M. le Maire

## NATURE DE L'AFFAIRE

### Budget Primitif 2020 (7.1 Décisions budgétaires)

#### Proposition :

Après avoir pris connaissance de la balance du Budget Primitif 2020, il est demandé de bien vouloir se prononcer sur le projet de Budget Primitif 2020.

Conformément à l'article 28 du règlement intérieur, le budget de la commune est proposé par le Maire et voté globalement par le Conseil Municipal.

Conformément à la délibération du Conseil Municipal du 12 Décembre 1996 (récépissé n°10194 du 27/12/96), le budget de la commune se votera par nature et par chapitre.

**BALANCE GENERALE BP 2020**  
**PROPOSITIONS**

| COMMISSIONS                           | FONCTIONNEMENT      |                     | INVESTISSEMENT      |                     |
|---------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
|                                       | DEPENSES            | RECETTES            | DEPENSES            | RECETTES            |
| <b>SPORTS</b>                         | 582 398.06          | 235 500.72          | 2 183 598.78        | 505 002.00          |
| Crédits reportés sur BP               |                     |                     | 799 248.78          | 505 002.00          |
| Nouveaux crédits sur BP               | 582 398.06          | 235 500.72          | 1 384 350.00        |                     |
| <b>ENFANCE</b>                        | 431 295.77          | 330 602.09          | 269 673.42          | 0.00                |
| Crédits reportés sur BP               |                     |                     | 72 773.42           |                     |
| Nouveaux crédits sur BP               | 431 295.77          | 330 602.09          | 196 900.00          |                     |
| <b>PERSONNEL</b>                      | 5 037 443.00        | 123 040.00          | 0.00                | 0.00                |
| Crédits reportés sur BP               |                     |                     |                     |                     |
| Nouveaux crédits sur BP               | 5 037 443.00        | 123 040.00          |                     |                     |
| <b>URBANISME</b>                      | 239 666.00          | 0.00                | 206 879.68          | 29 965.62           |
| Crédits reportés sur BP               |                     |                     | 106 379.68          | 29 965.62           |
| Nouveaux crédits sur BP               | 239 666.00          | 0.00                | 100 500.00          |                     |
| <b>TRAVAUX</b>                        | 596 127.24          | 33 039.31           | 911 344.70          | 314 135.00          |
| Crédits reportés sur BP               |                     |                     | 251 844.70          | 219 148.00          |
| Nouveaux crédits sur BP               | 596 127.24          | 33 039.31           | 659 500.00          | 94 987.00           |
| <b>CULTURE</b>                        | 320 077.53          | 18 100.00           | 261 178.78          | 0.00                |
| Crédits reportés sur BP               |                     |                     | 119 178.78          |                     |
| Nouveaux crédits sur BP               | 320 077.53          | 18 100.00           | 142 000.00          |                     |
| <b>COMMUNICATION</b>                  | 57 701.00           | 280.00              | 0.00                | 0.00                |
| Crédits reportés sur BP               |                     |                     |                     |                     |
| Nouveaux crédits sur BP               | 57 701.00           | 280.00              |                     |                     |
| <b>SANTE SOLIDARITE</b>               | 256 435.00          | 0.00                | 0.00                | 0.00                |
| Crédits reportés sur BP               |                     |                     |                     |                     |
| Nouveaux crédits sur BP               | 256 435.00          |                     |                     |                     |
| <b>INFORMATIQUE</b>                   | 205 651.11          | 4 979.19            | 105 587.46          | 0.00                |
| Crédits reportés sur BP               |                     |                     | 7 983.46            |                     |
| Nouveaux crédits sur BP               | 205 651.11          | 4 979.19            | 97 604.00           |                     |
| <b>DEVELOPPEMENT LOCAL</b>            | 1 200.00            | 0.00                | 0.00                | 0.00                |
| Crédits reportés sur BP               |                     |                     |                     |                     |
| Nouveaux crédits sur BP               | 1 200.00            |                     |                     |                     |
| <b>FINANCES</b>                       | 727 689.00          | 9 246 865.97        | 895 848.61          | 1 346 552.29        |
| Crédits reportés sur BP               |                     |                     | 2 100.00            |                     |
| Nouveaux crédits sur BP               | 727 689.00          | 9 246 865.97        | 893 748.61          | 1 346 552.29        |
| <i>Dont affectation excédent 2019</i> |                     | 1 031 642.97        |                     | 785 762.29          |
| <i>Dont résultat inv.reporté</i>      |                     |                     | 180 369.09          |                     |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>8 455 683.71</b> | <b>9 992 407.28</b> | <b>4 834 111.43</b> | <b>2 195 654.91</b> |
| <b>BESOIN EN FINANCEMENT</b>          |                     |                     | <b>2 638 456.52</b> |                     |
| <b>VIREMENT A LA SECTION INVEST.</b>  |                     |                     | <b>1 536 723.57</b> |                     |
| <b>RECOURS EMPRUNT</b>                |                     |                     | <b>1 101 732.95</b> |                     |



## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Budget Primitif 2020 (7.1 Décisions budgétaires)**

Vu les avis favorables de la Commission Finances et Administration Générale en date du 09 mars 2020 et de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierrick SPIZAK, Président de la Commission Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

**ADOpte** le Budget Primitif 2020 de la commune par nature et par chapitre, arrêté à la somme de :

|                  |              |                |
|------------------|--------------|----------------|
| INVESTISSEMENT : | - DEPENSES : | 4 834 111.43 € |
|                  | - RECETTES : | 4 834 111.43 € |
| FONCTIONNEMENT : | - DEPENSES : | 9 992 407.28 € |
|                  | - RECETTES : | 9 992 407.28 € |

**AVIS DE LA COMMISSION DU 09 MARS : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 09 mars :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) :**

**AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :      Contre :      Abstention(s) :**

Rapporteur : M. le Maire

## NATURE DE L'AFFAIRE

Budget Primitif 2020  
Eau  
(7.1. Décisions budgétaires)

### Proposition :

Il est demandé de bien vouloir se prononcer sur le projet de Budget Primitif 2020 – Eau.

Conformément à l'article 28 du règlement intérieur, le budget de l'eau est proposé par le Maire et voté globalement par le Conseil Municipal.

Conformément à la délibération du Conseil Municipal du 12 Décembre 1996 (récépissé n°10194 du 27/12/96), le budget de l'eau se votera par nature et par chapitre.

# EAU INVESTISSEMENT

| Imputation       |          | Objet                                          | Tiers     | BC            | Montant             |
|------------------|----------|------------------------------------------------|-----------|---------------|---------------------|
| FIN              | 2315     |                                                |           |               |                     |
|                  | 911      |                                                |           |               |                     |
|                  | Report   | Bouclage Micheville EPA                        | LM2P      | E n°12        | 36 363.64 €         |
|                  | Report   | Travaux périmètre captage                      | LM2P      | E n°13        | 23 035.45 €         |
|                  | Report   | Travaux EPA rue Victor Hugo                    | LM2P      | 2 019 000 143 | 3 574.00 €          |
|                  | Report   | Réfection forage Saint Ernest                  | VEOLIA    | 2 019 000 189 | 7 300.00 €          |
|                  | Report   | Marché eau Goulotte                            | LM2P      | 2 019 000 131 | 30 113.99 €         |
|                  |          |                                                |           |               |                     |
|                  |          |                                                |           | <b>TOTAL</b>  | <b>100 387.08 €</b> |
|                  |          |                                                |           |               |                     |
| Nouveaux crédits |          |                                                |           |               |                     |
|                  | Priorité |                                                |           |               |                     |
|                  | 1        | Régul marché Goulotte                          | IMPERATIF |               | 19 870.17 €         |
|                  | 2        | Remplacement conduite d'eau cité Forges Basses |           |               | 75 000.00 €         |
|                  | 3        | Travaux d'urgence imprévus                     |           |               | 25 000.00 €         |
|                  | 4        | Travaux de sécurité dans puits de pompage      |           |               | 80 000.00 €         |
|                  | 5        | Passage caméra puit 417                        |           |               | 42 000.00 €         |
|                  | 6        | Nettoyage château d'eau boule +peinture        |           |               | 75 000.00 €         |
|                  |          |                                                |           |               |                     |
|                  |          |                                                |           | <b>TOTAL</b>  | <b>316 870.17 €</b> |

## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Budget Primitif 2020 Eau (7.1 Décisions budgétaires)**

Vu les avis favorables de la Commission Finances et Administration Générale en date du 09 mars 2020 et de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierrick SPIZAK, Président de la Commission Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

**ADOpte le Budget Primitif 2020 de l'eau par nature et par chapitre, qui s'équilibre à la somme de 387 360.45 € en fonctionnement, et à la somme de 559 349.89 € en investissement.**

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 09 MARS : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 09 mars :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) :**

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :      Contre :      Abstention(s) :**

Rapporteur : M. Le Maire

## NATURE DE L'AFFAIRE

**Budget Primitif 2020  
Assainissement  
(7.1. Décisions budgétaires)**

### Proposition :

Il est demandé de bien vouloir se prononcer sur le projet de Budget Primitif 2020 – Assainissement.

Conformément à l'article 28 du règlement intérieur, le budget Assainissement est proposé par le Maire et voté globalement par le Conseil Municipal.

Conformément à la délibération du Conseil Municipal du 12 Décembre 1996 (récépissé n°10194 du 27/12/96), le budget Assainissement se votera par nature et par chapitre.

# **ASSAINISSEMENT INVESTISSEMENT**

| Imputation       |      | Objet                                                                               | Tiers | BC            | Montant      |
|------------------|------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------|--------------|
| FIN              | 2315 | 1                                                                                   |       |               |              |
|                  |      |                                                                                     |       |               |              |
|                  |      | Report                                                                              | LM2P  | E n°48        | 5 109.00 €   |
|                  |      | Report                                                                              | EPA   | E n°49        | 61 441.60 €  |
|                  |      | Report                                                                              |       |               |              |
|                  |      | Travaux réseaux                                                                     |       |               |              |
|                  |      | Assainissement Micheville                                                           |       |               |              |
|                  |      | Travaux réseaux Mon Logis, Gambetta, ovoïde, réseau cassé Acacias vers bois piscine | LM2P  | 2 019 000 143 | 43 000.00 €  |
|                  |      | Report                                                                              | LM2P  |               | 59 098.35 €  |
|                  |      | Renforcement réseau rue Marat                                                       |       |               |              |
| TOTAL            |      |                                                                                     |       |               | 168 648.95 € |
|                  |      |                                                                                     |       |               |              |
| Nouveaux crédits |      | Priorité                                                                            |       |               |              |
|                  |      | 1                                                                                   |       |               | 400 000.00   |
|                  |      | 2                                                                                   |       |               |              |
|                  |      |                                                                                     | LM2P  |               | 57 000.00    |
|                  |      | 3                                                                                   |       |               | 10 000.00    |
|                  |      | 4                                                                                   |       |               | 25 000.00    |
|                  |      | 5                                                                                   |       |               |              |
|                  |      |                                                                                     |       |               | 50 000.00    |
| TOTAL            |      |                                                                                     |       |               | 542 000.00   |



## **PROJET DE DELIBERATION**

### **Budget Primitif 2020 Assainissement (7.1 Décisions budgétaires)**

Vu les avis favorables de la Commission Finances et Administration Générale en date du 09 mars 2020 et de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierrick SPIZAK, Président de la Commission Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE**

**A LA MAJORITE**

ADOpte le Budget Primitif 2020 du Service de l'Assainissement par nature et par chapitre, qui s'équilibre à la somme de 537 546.44 € en fonctionnement, et à la somme de 856 512.95 € en investissement.

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 09 MARS : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 09 mars :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) :**

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :      Contre :      Abstention(s) :**

## NATURE DE L'AFFAIRE

### Montant du recours à l'emprunt 2020 commune – eau – assainissement

#### (7.3.1. Emprunts)

#### Exposé :

Les collectivités recourent librement à l'emprunt et aux instruments financiers depuis les lois de décentralisation de 1982. Cette libéralisation a toutefois eu pour conséquence de favoriser la diversification des produits proposés et de rendre plus complexe l'emprunt à gérer. C'est dans ce contexte que, depuis le milieu des années 90, une part croissante de l'endettement des collectivités territoriales a été contractée sous la forme d'emprunts dits structurés. Ces emprunts peuvent être définis comme des prêts dont les intérêts ne sont pas déterminés en référence à des index standard tels que l'EONIA ou l'Euribor (inflation, taux de change...).

La crise financière a eu pour effet un renchérissement important des charges financières des collectivités locales qui avaient souscrit ces produits. Par ailleurs, ceci a mis en évidence plusieurs difficultés telles que l'information insuffisante des collectivités sur les risques inhérents aux produits proposés par les établissements financiers, une connaissance parfois limitée des assemblées délibérantes sur les produits financiers composant l'encours de la dette de la collectivité.

Pour répondre à ces problématiques, la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010, relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics, a pour objet d'appeler l'attention sur les risques inhérents à la gestion active de la dette.

#### Proposition :

Afin de se conformer à cette circulaire, il est proposé de donner délégation au Maire de recourir à l'emprunt, après avoir défini la politique d'endettement et les limites de la délégation conformément aux termes de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales. Cette délibération annuelle est basée sur le montant prévisionnel inscrit au budget primitif 2020, soit 1 101 732.95 € pour le budget communal, 138 980.72 € pour le budget de l'eau, et 176 782.74 € pour le budget assainissement.

## PROJET DE DELIBERATION

### Montant du recours à l'emprunt 2020 commune

#### (7.3.1. Emprunts)

Vu l'article L. 2122-22 du C.G.C.T.,

Vu les avis favorables de la Commission Finances et Administration Générale en date du 09 mars 2020 et de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierrick SPIZAK, Président de la Commission Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE,

A LA MAJORITE,

DECIDE

Article 1

Le Conseil Municipal donne délégation au Maire pour contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement de la collectivité ou à la sécurisation de son encours conformément aux termes de l'article L. 2122-22 du C.G.C.T. dans les conditions et limites ci-après définies.

Article 2

Le Conseil Municipal définit sa politique d'endettement comme suit :

A la date du 01/01/2020, l'encours total de la dette du budget communal présente les caractéristiques suivantes :

Encours total de la dette actuelle : 5 941 855.43 €

Présentation détaillée : la dette est ventilée en appliquant la double échelle de cotation fondée sur l'indice sous-jacent et la structure et en précisant pour chaque élément sa part respective dans le total de l'encours et sa valorisation.

100 % de dette classée 1-A, soit un encours de 5 941 855.43 €.

Emprunt envisagé pour l'année 2020 : 1 101 732.95 €

Dont 100 % de dette classée 1-A.

### Article 3

Pour réaliser tout investissement et dans la limite des sommes inscrites au budget principal de la commune, le Maire reçoit délégation aux fins de contracter :

#### **Des produits de financement :**

##### **→Stratégie d'endettement :**

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la commune de Villerupt souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

Conformément à l'article 2 ci-dessus, l'assemblée délibérante décide de déterminer le profil de sa dette comme ci-dessous :

Dette envisagée pour l'année N : 1 101 732.95 €

Dont :

100% de dette classée 1-A.

##### **→Caractéristiques essentielles des contrats:**

L'assemblée délibérante décide, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles du 15 septembre 1992 et du 25 juin 2010, de recourir à des produits de financement qui pourront être des emprunts classiques : taux fixe ou taux variable sans structuration et/ou des prêts relais.

L'assemblée délibérante autorise les produits de financement pour le présent exercice budgétaire pour un montant maximum de 1 101 732.95 € comme inscrit au budget.

La durée des produits de financement ne pourra excéder 20 années.

Les index de référence des contrats d'emprunts pourront être :

- le T4M,
- le livret A,
- le TEC 1 à 20 ans,
- le TAM,
- l'EONIA,
- le TMO,
- le TME,
- l'EURIBOR.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

0.20% de l'encours visé par l'opération pour les primes,

0.20% du montant de l'opération envisagée pour les commissions pendant toute la durée celle-ci :

Ou

Un forfait de 200 euros

L'assemblée délibérante décide de donner délégation à :

M Pierrick SPIZAK, Maire,

et l'autorise :

- à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,
- à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- à passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée,
- à résilier l'opération arrêtée,
- à signer les contrats répondant aux conditions posées aux articles précédents,
- à définir le type d'amortissement et procéder à un différé d'amortissement,
- à procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation, sans intégration de la soulte,
- et notamment pour les réaménagements de dette, la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt, la possibilité d'allonger la durée du prêt, la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.
- et enfin à conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

#### Article 4

Le Conseil Municipal sera tenu informé des emprunts contractés dans le cadre de la délégation, dans les conditions prévues à l'article L. 2122-23 du C.G.C.T.

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 09 MARS : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 09 mars :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) :**

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :      Contre :      Abstention(s) :**

## PROJET DE DELIBERATION

### Montant du recours à l'emprunt budget eau 2020

#### (7.3.1. Emprunts)

Vu l'article L. 2122-22 du C.G.C.T.,

Vu les avis favorables de la Commission Finances et Administration Générale en date du 09 mars 2020 et de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierrick SPIZAK, Président de la Commission Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE,

A LA MAJORITE,

DECIDE

#### Article 1

Le Conseil Municipal donne délégation au Maire pour contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement du budget de l'eau ou à la sécurisation de son encours conformément aux termes de l'article L. 2122-22 du C.G.C.T. dans les conditions et limites ci-après définies.

#### Article 2

Le Conseil Municipal définit sa politique d'endettement comme suit :

A la date du 01/01/2020, l'encours total de la dette du budget de l'eau présente les caractéristiques suivantes :

Encours total de la dette actuelle : 1 433 995.27 €

Présentation détaillée : la dette est ventilée en appliquant la double échelle de cotation fondée sur l'indice sous-jacent et la structure et en précisant pour chaque élément sa part respective dans le total de l'encours et sa valorisation.

100 % de dette classée 1-A, soit un encours de 1 433 995.27 €

Emprunt envisagé pour l'année 2020 : 138 980.72 €

Dont 100 % de dette classée 1-A.



### Article 3

Pour réaliser tout investissement et dans la limite des sommes inscrites au budget annexe de l'eau, reports compris, le Maire reçoit délégation aux fins de contracter :

#### **Des produits de financement :**

##### →Stratégie d'endettement :

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la commune de Villerupt, pour son budget de l'eau, souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

Conformément à l'article 2 ci-dessus, l'assemblée délibérante décide de déterminer le profil de sa dette comme ci-dessous :

Dette envisagée pour l'année N : 138 980.72 €

Dont :

100% de dette classée 1-A.

##### →Caractéristiques essentielles des contrats:

L'assemblée délibérante décide, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles du 15 septembre 1992 et du 25 juin 2010, de recourir à des produits de financement qui pourront être des emprunts classiques : taux fixe ou taux variable sans structuration.

L'assemblée délibérante autorise les produits de financement pour le présent exercice budgétaire pour un montant maximum de 138 980.72 € comme inscrit au budget.

La durée des produits de financement ne pourra excéder 25 années.

Les index de référence des contrats d'emprunts pourront être :

- le T4M,
- le livret A,
- le TEC 1 à 25 ans,
- le TAM,
- l'EONIA,
- le TMO,
- le TME,
- l'EURIBOR.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

0.20% de l'encours visé par l'opération pour les primes,

0.20% du montant de l'opération envisagée pour les commissions pendant toute la durée celle-ci :

Ou

Un forfait de 200 euros

L'assemblée délibérante décide de donner délégation à :

M Pierrick SPIZAK, Maire,

et l'autorise :

- à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,
- à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- à passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée,
- à résilier l'opération arrêtée,
- à signer les contrats répondant aux conditions posées aux articles précédents,
- à définir le type d'amortissement et procéder à un différé d'amortissement,
- à procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation, sans intégration de la soulte,
- et notamment pour les réaménagements de dette, la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt, la possibilité d'allonger la durée du prêt, la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.
- et enfin à conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

#### Article 4

Le Conseil Municipal sera tenu informé des emprunts contractés dans le cadre de la délégation, dans les conditions prévues à l'article L. 2122-23 du C.G.C.T.

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 09 MARS : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 09 mars :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) :**

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :      Contre :      Abstention(s) :**

## PROJET DE DELIBERATION

### Montant du recours à l'emprunt budget assainissement 2020

#### (7.3.1. Emprunts)

Vu l'article L. 2122-22 du C.G.C.T.,

Vu les avis favorables de la Commission Finances et Administration Générale en date du 09 mars 2020 et de la Commission Finances en date du 22 juin 2020,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierrick SPIZAK, Président de la Commission Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE,

A LA MAJORITE,

DECIDE

#### Article 1

Le Conseil Municipal donne délégation au Maire pour contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement du budget assainissement ou à la sécurisation de son encours conformément aux termes de l'article L. 2122-22 du C.G.C.T. dans les conditions et limites ci-après définies.

#### Article 2

Le Conseil Municipal définit sa politique d'endettement comme suit :

A la date du 01/01/2020, l'encours total de la dette du budget assainissement présente les caractéristiques suivantes :

Encours total de la dette actuelle : 1 704 070.89 €

Présentation détaillée : la dette est ventilée en appliquant la double échelle de cotation fondée sur l'indice sous-jacent et la structure et en précisant pour chaque élément sa part respective dans le total de l'encours et sa valorisation.

100 % de dette classée 1-A, soit un encours de 1 704 070.89 €.

Emprunt envisagé pour l'année 2020 : 176 782.74 € Dont 100 % de dette classée 1-A.

### Article 3

Pour réaliser tout investissement et dans la limite des sommes inscrites au budget annexe de l'assainissement, le Maire reçoit délégation aux fins de contracter :

#### **Des produits de financement :**

##### →Stratégie d'endettement :

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la commune de Villerupt, pour son budget assainissement, souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

Conformément à l'article 2 ci-dessus, l'assemblée délibérante décide de déterminer le profil de sa dette comme ci-dessous :

Dette envisagée pour l'année N : 176 782.74 €

Dont :

100% de dette classée 1-A.

##### →Caractéristiques essentielles des contrats:

L'assemblée délibérante décide, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles du 15 septembre 1992 et du 25 juin 2010, de recourir à des produits de financement qui pourront être des emprunts classiques : taux fixe ou taux variable sans structuration.

L'assemblée délibérante autorise les produits de financement pour le présent exercice budgétaire pour un montant maximum de 176 782.74 € comme inscrit au budget.

La durée des produits de financement ne pourra excéder 25 années.

Les index de référence des contrats d'emprunts pourront être :

- le T4M,
- le livret A,
- le TEC 1 à 25 ans,
- le TAM,
- l'EONIA,
- le TMO,
- le TME,
- l'EURIBOR.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

0.20% de l'encours visé par l'opération pour les primes,

0.20% du montant de l'opération envisagée pour les commissions pendant toute la durée de celle-ci :

Ou

Un forfait de 200 euros

L'assemblée délibérante décide de donner délégation à :

M Pierrick SPIZAK, Maire,

et l'autorise :

- à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,
- à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- à passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée,
- à résilier l'opération arrêtée,
- à signer les contrats répondant aux conditions posées aux articles précédents,
- à définir le type d'amortissement et procéder à un différé d'amortissement,
- à procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation, sans intégration de la soulte,
- et notamment pour les réaménagements de dette, la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt, la possibilité d'allonger la durée du prêt, la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.
- et enfin à conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

#### Article 4

Le Conseil Municipal sera tenu informé des emprunts contractés dans le cadre de la délégation, dans les conditions prévues à l'article L. 2122-23 du C.G.C.T.

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 09 MARS : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 09 mars :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) :**

#### **AVIS DE LA COMMISSION DU 22 JUIN : AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

**Vote de la Commission du 22 juin :**

**Pour : 7      Contre :      Abstention(s) : 2(groupe Le Renouveau c'est maintenant !)**

**Vote du Conseil Municipal :**

**Pour :      Contre :      Abstention(s) :**